

PROVINCE DE NAMUR

ARRONDISSEMENT DE NAMUR

VILLE DE FOSSES-LA-VILLE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal

Séance du 11 juillet 2016

Présents: M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre-Président;
MM. Gérard SARTO, Jean-François FAVRESSE, Bernard MEUTER, Etienne DREZE, Frédéric MOREAU, Echevins;
Mme Chantal BORGNIET-DEMIL, Présidente CPAS ;
Mme Laurie SPINEUX, MM. Jules LALLEMAND, Philippe PASCOTTINI, Mme Bérangère TAHIR-BOUFFIOUX, M. Maxime LARA GARCIA, Mmes Véronique HENRARD, Paule PIEFORT,
MM. Romuald DENIS, Christian LALIERE, MM. Willy PIRET, Placide KALISA, Mmes Françoise LAMBERT, Françoise MOUREAU, M. Marc MONTULET et Mme Céline CASTEELS, Conseillers;
Mme Sophie CANARD, Directrice Générale f.f.

Le Président déclare la séance ouverte à 19h35.

Il excuse l'absence de MM. Gérard SARTO, Bernard MEUTER, Placide KALISA et Marc MONTULET.

Il indique que M. Christian LALIERE rejoindra la séance avec un peu de retard.

Il demande une minute de silence pour le décès de M. Willy MOTTE, ancien commissaire de police et M. Victor PIHOT, ancien conseiller communal.

Le Président sollicite l'urgence pour un point : « Plan Communal d'Aménagement dit « Château Winson » en vue de réviser le plan de secteur de Namur – demande de prorogation du délai de liquidation de la subvention ». L'urgence est acceptée à l'unanimité.

SEANCE PUBLIQUE

1. Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30 mai 2016

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30 mai 2016 est approuvé sans remarque.

2. Approbation du Règlement Général de Police Administrative – présentation par Mme Delphine WATTIEZ fonctionnaire-sanctionnateur

Le Président présente Mme Delphine WATTIEZ, fonctionnaire-sanctionnateur provincial et la remercie pour la très bonne collaboration.

Mme WATTIEZ présente les nouveautés intégrées dans le Règlement Général de Police Administrative proposé par les Directions générales des quatre communes de la zone, par elle-même, et approuvé par le Conseil de Police, ainsi que les deux protocoles d'accord proposés par le Procureur du Roi.

M. LALIERE entre en séance.

Mme CASTEELS s'interroge sur une éventuelle surcharge de travail du service des amendes administratives, due au glissement des dossiers du parquet vers ledit service.

Mme WATTIEZ informe que le service compte actuellement sept personnes et qu'aucun retard ni aucun classement sans suite n'est à déplorer. Le double objectif de reconnaître la situation de victime et d'empêcher le sentiment d'impunité dans le chef de l'auteur est bien rencontré. Elle souligne le rôle éducatif à remplir par son service auprès des auteurs.

Mme CASTEELS demande si d'autres pistes que l'amende sont utilisées.

Mme WATTIEZ confirme qu'à côté de l'amende, il est prévu des procédures de travail d'intérêt général (prestations citoyennes) et de médiation.

M. LARA GARCIA demande si les prestations citoyennes sont efficaces.

Mme WATTIEZ indique que cette formule fonctionne bien dans le cadre des infractions à l'environnement. Des accords avec le BEP permettent de confier au contrevenant des travaux dans les parcs à conteneurs, par exemple.

M. LARA GARCIA demande ce qu'il est prévu à l'issue de l'année couverte par les protocoles.

Mme WATTIEZ propose une nouvelle rencontre avec elle afin de délivrer les résultats de la collaboration.

M. PASCOTTINI demande qui peut s'adresser au service des amendes administratives.

Mme WATTIEZ indique que tout le monde peut le faire, qu'il soit citoyen, victime, auteur, administration,... Et que ce contact peut être pris par toutes voies utiles.

Le Président indique qu'il est important pour la Ville de signer ces protocoles afin de ne pas laisser les vols notamment, impunis.

Mme CASTEELS, pour le groupe Ecolo, s'abstient. Elle considère que le cadre proposé n'est pas adéquat pour des auteurs de 14 ans. Une autre solution pour réagir aux infractions de ces très jeunes aurait certainement pu être trouvée.

M. LALIERE indique qu'en matière éducative cette possibilité vaut la peine.

Le Conseil, en séance publique,

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu le Décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions particulières relatives au registre des sanctions administratives communales institué par l'article 44 de la loi SAC de 2013;

Vu l'Arrêté royal fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi SAC de 2013;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et des membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions de qualification et d'indépendance du Fonctionnaire chargé d'infliger l'amende administrative et la manière de percevoir les amendes en exécution de la loi relative au SAC;

Vu l'Arrêté Royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et les modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'Arrêté Ministériel déterminant le modèle de la carte d'identification et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Vu la délibération de notre conseil communal du 30 mai 2016 approuvant la convention de partenariat avec la Province de Namur en matière de mise à disposition d'un agent sanctionnateur ;

Vu le texte élaboré en concertation entre les quatre communes constituant la zone de police Entre Sambre et Meuse et la zone de police elle-même, joint à la présente décision ;

Vu l'avis de Conseil de Police de la Zone Entre Sambre et Meuse en sa séance du 22 juin 2016 ;

Considérant que le Règlement Général Communal de Police Administrative en vigueur actuellement ne répond plus aux dispositions légales susmentionnées ;

Considérant l'obligation de tenir un registre des sanctions administratives communales ;

Considérant que le service provincial des amendes administratives, dans le cadre de l'instruction des dossiers, dispose de toutes les informations utiles et nécessaires à la tenue dudit registre ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (pour le groupe Ecolo : Mme Céline CASTEELS) ;

DECIDE

Article 1- d'arrêter le Règlement Général de Police Administrative élaboré en concertation entre les quatre communes constituant la zone de police Entre Sambre et Meuse et la zone de police elle-même ;

Article 2- dès l'entrée en vigueur, après publication, du Règlement Général de Police Administrative susvanté, d'annuler et remplacer le Règlement actuellement appliqué ;

Article 3- de tenir un registre des sanctions administratives au sein de notre administration, sur base des informations utiles et nécessaires transmises par le service provincial des amendes administratives ;

Article 4- de transmettre la présente à Monsieur le Procureur du Roi, au service provincial des amendes administratives et aux trois autres communes de la zone.

Règlement général de Police administrative

TITRE I

Les Infractions communales passibles de sanctions administratives

Sous-titre 1 : infractions purement administratives

Chapitre 1

Généralités

Section 1 : dispositions générales

Article 1

§1 Pour l'application du présent chapitre et, plus généralement pour l'application du présent règlement, la voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessible à tous dans les limites prévues par les lois, arrêtés et règlements.

Elle s'étend en outre, dans les mêmes limites légales et réglementaires, aux installations destinées au transport et à la distribution de matières, d'énergie et de signaux.

Elle comporte entre autres :

- a) les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs ;
- b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement de véhicules.
- c) les parcs, les jardins publics, les sentiers de promenades, les plaines et aires de jeux, les marchés, les cimetières
- d) les abords des bâtiments accessibles au public.

§2 Conformément à l'article 135 de la Loi Communale, afin de combattre toute forme de dérangement public, certains articles spécifiques visent également les propriétés privées. En effet, la prise de mesures est nécessaire afin d'éviter les litiges récurrents découlant du manque de dialogue et de civisme des citoyens entre eux, lesquels débordent plus que régulièrement dans la sphère publique. Cela permet ainsi de favoriser un développement démocratique de notre société et d'éviter tout état d'impunité.

§3 On entend par le terme Zone urbanisée, l'endroit où s'érigent au minimum trois habitations affectées au logement ayant vue l'une sur l'autre et distantes de moins de 100 mètres.

§ 4 Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Manifestation privée : Activité où chaque participant est présent sur invitation. Il doit justifier d'un lien personnel et individuel avec l'organisateur. On retrouve dans cette catégorie les mariages, communions, fêtes d'anniversaire, fêtes d'entreprise,...

Manifestation publique : Activité librement accessible au public, gratuitement ou non, qui n'est pas fondée sur un lien personnel et individuel entre l'organisateur et le participant. On retrouve dans cette catégorie les fêtes de quartier, les rassemblements, les cortèges, les concerts, les manifestations sportives, culturelles ou folkloriques,...

Article 2

Les interdictions ou obligations visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de sécurité dans le cadre de leurs missions.

Section 2 : des manifestations et rassemblements publics

Article 3

§1 Toute manifestation publique, avec ou sans publicité, en plein air, tant sur terrain privé que public, est soumise à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

§2 Toute manifestation publique, avec ou sans publicité, se déroulant dans un lieu clos et couvert, en ce compris sous tentes et chapiteaux, devra faire l'objet d'une notification préalable au Bourgmestre.

§3 La demande d'autorisation et la notification préalable doivent impérativement être adressées par écrit au Bourgmestre au plus tard 60 jours avant la date de la manifestation. Ce délai peut être réduit en fonction des circonstances imprévisibles appréciées par le Bourgmestre et sans possibilité de recours.

Elles doivent être datées et signées par le responsable de l'organisation qui indiquera ses nom, prénom, date de naissance, adresse complète, numéros de téléphone et éventuellement de télécopieur ou d'E-mail.

Le signataire devra être majeur d'âge et non déchu de ses droits civiques.

Si l'organisateur est une personne morale, il y aura lieu de préciser sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité statutaire qui autorise le signataire à la représenter (joindre copie des statuts extraits du moniteur belge).

§4 La demande d'autorisation et la notification préalable doivent obligatoirement mentionner notamment pour chaque manifestation publique :

- La (es) date(s) et heures de début et de fin ;
- La localisation précise avec un plan de situation et notamment un relevé d'implantation des éventuelles structures temporaires (accès, issues, chapiteaux, tentes, podium, buvettes, friteries, ...);
- Le détail du type d'activités prévues (bal, grand feu, concert, compétition, spectacle pyrotechnique, épreuve sportive, sport moteur, ...);
- L'estimation du nombre de participants, en ce compris le personnel de l'organisation, et de public attendu ;
- Le contexte de l'organisation (festival annuel, kermesse, carnaval, championnat, tournoi officiel, ...);
- Les dispositions prises par l'organisateur en matière de prévention et de sécurité (service de gardiennage, dispositif médical, lutte contre l'incendie, ...) ainsi que les mesures adoptées pour garantir le libre accès des services de secours (ambulance, pompiers, police, ...);
- Les références du contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile objective de l'organisateur ;
- L'identité du propriétaire ou du titulaire du droit d'usage ainsi que la date à laquelle il a expressément autorisé l'occupation des lieux où la manifestation doit se dérouler, et ce, tel que repris dans le formulaire fourni par l'administration communale.

§5 Pour autant qu'elles soient de mêmes type et caractéristiques, les manifestations publiques qui sont organisées par un même organisateur plusieurs fois par an dans le cadre d'un calendrier officiel préétabli, peuvent faire l'objet de demande ou de notification collective (championnat sportif, festival de concerts,...).

§6 Selon l'ampleur ou la nature de la manifestation, le Bourgmestre peut convoquer une réunion de coordination regroupant l'organisateur, les responsables des services de police et de secours, ainsi que toute personne ou tout organisme jugé utile aux fins de déterminer les mesures à prendre pour préserver l'ordre public.

§7 Le non-respect des paragraphes précédents pourra entraîner l'interruption ou l'arrêt définitif de la manifestation, sur décision du Bourgmestre.

Chapitre 2 **De la sûreté et de la commodité de passage sur la voie publique**

Section 1 : manifestation ou rassemblement sur la voie publique

Article 4

Toute manifestation ou tout rassemblement avec ou sans véhicule, de nature à encombrer la voie publique ou à diminuer la commodité et la sécurité de passage, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

La demande doit être adressée au Bourgmestre au moins 60 jours avant la date prévue. Ce délai peut être réduit en fonction des circonstances imprévisibles appréciées par le Bourgmestre.

Section 2 : de l'utilisation privative de la voie publique

Sous-section 1 : dispositions générales

Article 5

Est interdite, sauf autorisation écrite de l'autorité communale compétente ou déléguée, toute utilisation privative de la voie publique, au niveau du sol ou au-dessus ou en dessous de celui-ci, de nature à porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage.

Article 6

Sans préjudice de l'article 4, le transport, la manipulation, le chargement, le déchargement ou le stationnement d'objets quelconques sur la voie publique doit être effectué en prenant soin de ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir ou de ne pas les incommoder autrement, sauf autorisation prévue à l'article 4.

Article 7

Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h00 et 06h00, sauf autorisation prévue à l'article 4.

Article 8

L'autorité communale peut procéder d'office aux risques et aux frais du contrevenant, à l'enlèvement de tout objet placé illicitement.

Sous-section 2 : le stationnement payant, le stationnement à durée limitée et le stationnement sur des emplacements réservés aux riverains

Article 9

Conformément à la Loi du 07/02/2003 modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées le 16 mars 1968 et plus précisément son article 29, les stationnements à durée limitée, les stationnements payants et les stationnements sur les emplacements réservés aux riverains définis dans les règlements précités ne sont plus sanctionnés pénalement.

Dès lors, une redevance pourra être établie pour le stationnement de véhicules sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique. Cette redevance relève de l'autonomie des communes composant la zone de police.

Cet article n'est donc pas à confondre avec le chapitre 15 relatif aux arrêts et stationnements au sens de l'article 3 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Sous-section 3 : dispositions complémentaires applicables à l'occupation de la voie publique par des terrasses et autres installations

A. Des terrasses

Article 10

Sans préjudice de l'application des dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, dans le cadre du présent règlement, une terrasse est toute surface à l'air libre aménagée devant un hôtel, un restaurant, un café, une friterie ou un salon de consommation et où sont disposées des tables pour les consommateurs.

1. Toute construction ou implantation de terrasse doit faire l'objet d'une autorisation écrite du Collège Communal.
2. L'autorisation précisera la durée de l'installation et les dimensions de la zone occupée.
3. L'autorisation ne sera valable que pour l'année de la demande et pour une période comprise entre la veille de Pâques ou au plus tard à partir du 1er avril jusqu'au 31 octobre. En fonction des conditions climatiques et d'événements imprévus, le Collège Communal peut déroger à ces dates. L'autorisation accordée pour l'installation de terrasse sur la voie publique n'est valable qu'à concurrence de 12 mois. Ce délai commence à partir du lendemain de la notification de l'accord du Collège au commerçant.
4. La terrasse devra être démontée et enlevée dans les trois jours après la date d'échéance, rendant ainsi au domaine public son aspect initial.
5. A défaut de mesures spécifiques fixées par l'autorisation, toute terrasse établie le long d'une voie carrossable doit être pourvue d'une barrière extérieure de 1 mètre de hauteur et être signalée à l'aide de catadioptres réfléchissants.
6. Aucune publicité commerciale ou autre ne peut être apposée sur ces barrières ni sur aucune paroi ou séparation exceptée celle autorisée par le Collège Communal.
7. Les terrasses installées sur les terre-pleins jouxtant un trottoir en saillie doivent être construites au même niveau que le trottoir.
8. La terrasse ne peut être construite au-dessus d'une vanne d'eau, de gaz, de bouche d'incendie, de borne repère de distribution d'énergie électrique, de borne repère téléphonique, sauf si celles-ci sont signalées de façon adéquate et immédiatement accessibles.

Le plancher de la terrasse ou de l'installation autorisée doit être aisément amovible pour avoir accès aux branchements et canalisations qu'il couvre. L'aération indispensable des caves, chaufferies et autres locaux en sous-sol doit toujours pouvoir se faire à l'air libre.

9. Les terrasses et les autres installations ne peuvent être chauffées que par des appareils qui évacuent leurs produits de la combustion à l'air libre. L'orifice des conduites d'évacuation des fumées sera placé de manière à ne présenter aucun danger et à empêcher les émanations de pénétrer dans les habitations voisines. Les barbecues y seront proscrits.

B. Dispositions communes aux terrasses, étals, étalages, présentoirs automatiques et autres objets ou obstacles

Article 11

1. L'implantation d'étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles est interdite sur les chaussées ouvertes à la circulation. Cette interdiction pourra être suspendue par le Collège Communal à l'occasion de braderies commerciales, fêtes ou foires et pour les commerces devant lesquels le trottoir n'est pas suffisamment large pour permettre cette implantation.
2. Toute occupation de la voie publique par des terrasses, étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles doit faire l'objet d'une autorisation écrite du Collège Communal.

3. Les dispositions de l'article 9.2 sont également applicables à l'implantation des étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles.

4. Les terrasses, étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles, installés sur les trottoirs en saillie ou non, doivent être disposés de telle façon qu'il existe un passage libre pour les piétons d'une largeur minimum de :

- 1,50 m entre eux et la voie carrossable ou entre eux et un obstacle fixe ou à défaut entre eux et la partie la plus avancée de l'immeuble commercial concerné et ce, en bordure des rues ou places.

- Une distance minimale supérieure pourra être imposée en fonction de la disposition des lieux.

5. Chaque occupation de la voie publique, sur les trottoirs en saillie ou non, est limitée à la largeur de l'établissement concerné.

6. La disposition des terrasses, étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles ne peut gêner le passage normal des piétons sur les trottoirs ni gêner la vue sur la voie carrossable.

7. Seuls les parasols et tentes solaires sont autorisés. Tout autre type de couverture est interdit.

Sous-section 4 : dispositions complémentaires applicables à l'exécution de travaux sur la voie publique.

Article 12

L'exécution de travaux doit se faire conformément au Décret du 30/04/2009 publié au moniteur du 18/06/2009.

Quiconque a procédé à l'exécution de travaux sur la voie publique est tenu de remettre celle-ci dans l'état où elle se trouvait avant l'exécution des travaux et dans le délai fixé par l'autorisation, à défaut il y est procédé d'office aux risques et aux frais du contrevenant. Tous travaux exécutés au niveau, au-dessus ou en dessous du sol d'une voie publique, pourront, sauf en cas d'urgence ou de force majeure, faire l'objet d'un état des lieux préalable par les services techniques communaux. La réalisation de travaux sur la voie publique est soumise à l'autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente. La demande sera adressée au Collège Communal 15 jours au moins avant le début des travaux. Elle précisera la durée des travaux.

Les infractions seront punies des amendes administratives prévues au Décret précité.

Sous-section 5 : dépôts de bois découlant du débardage et de la vidange de coupes en exploitation

Article 13

Tout entreposage de bois sur l'accotement, le long d'un chemin public, doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Collège Communal, précisant les dates du dépôt. Si la demande répond aux conditions, ce dépôt pourra être autorisé aux dates proposées moyennant, éventuellement, consignation préalable d'une caution dont le montant est déterminé par le Collège Communal.

Article 14

Les dépôts ne pourront être établis à moins de 1,50 mètre du bord de la chaussée ni entraver la circulation des usagers. Ils devront être signalés conformément aux dispositions du Code de la route. Ils ne pourront jamais être établis dans les virages. Les dépôts le long des chemins pourvus de fossés permettant l'écoulement des eaux seront obligatoirement posés sur des traverses.

Article 15

Les bois ne pourront rester sur place que le temps nécessaire à l'exploitation et, sauf dérogation accordée par le Collège Communal, devront être enlevés deux mois après la vidange de la coupe. A défaut, les bois seront réputés à l'abandon, enlevés à la diligence du Collège Communal et acquis d'office à l'Administration Communale aux frais, risques et périls du contrevenant, qui pourra être contraint au remboursement de la dépense, sur simple état dressé par le Collège Communal. Au terme du délai de 6 mois, les bois ou le produit de leur vente seront intégrés au patrimoine Communal. Pour ce faire un envoi recommandé devra impérativement être adressé au propriétaire

ou à ses ayants-droits avant le cinquième mois de la constatation de leur présence et ce afin d'être en conformité à l'article 3 de la loi du 30/12/75 sur les biens trouvés en dehors des propriétés privées.

Article 16

Dans les bois et forêts soumis au régime forestier, les bois exploités ne pourront rester sur place que le temps nécessaire à l'exploitation prévu dans le cahier des charges et, sauf dérogation accordée par le Collège Communal. Les bois non enlevés deux mois après la fin prévue de la coupe seront réputés à l'abandon, enlevés à la diligence du Collège Communal aux frais, risques et périls du contrevenant, qui pourra être contraint au remboursement de la dépense, sur simple état dressé par le Collège Communal.

Les bois ou le produit de leur vente seront intégrés au patrimoine communal tel que prévu au cahier des charges.

Article 17

A l'expiration de l'autorisation, les lieux devront être remis en état. A défaut, il y sera pourvu aux frais du contrevenant.

Article 18

Toute personne occasionnant des dommages au domaine public à l'occasion d'abattage de bois, de débardage, de déchargement, ou chargement de bois, est tenue de remettre les lieux en état et/ou de dédommager le ou les préjudiciés. A défaut, il y sera pourvu aux frais du contrevenant.

Section 3 : de l'exécution de travaux en dehors de la voie publique

Article 19

Sont visés par les dispositions de la présente section, les travaux exécutés en dehors de la voie publique et qui sont de nature à la souiller ou à nuire à la sûreté ou à la commodité de passage.

Article 20

Il est interdit d'exécuter des travaux sans avoir pris au préalable des mesures de protection suffisantes afin d'éviter tout dommage à l'usager. Le Bourgmestre peut en fixer les conditions.

Article 21

L'autorisation de placer les mesures de protection sur la voie publique est accordée par l'autorité communale compétente. Celle-ci détermine les conditions d'utilisation de la voie publique et peut prescrire des mesures de sécurité complémentaires. Sauf pour les travaux urgents, l'autorisation est demandée au moins trente jours avant l'ouverture du chantier. Elle est accordée pour la durée des travaux. Elle peut être retirée en cas d'interruption prolongée et non justifiée des travaux.

Article 22

Sauf dérogation accordée par le Bourgmestre, les matériaux ne peuvent être déposés sur la voie publique, en dehors de l'espace autorisé.

Article 23

Le maître de l'ouvrage est tenu de prévenir le Bourgmestre, 24 heures au moins avant le début des travaux.

Article 24

Les travaux sont commencés immédiatement après l'exécution des mesures de sécurité prescrites. Ils sont poursuivis sans interruption de manière à être achevés dans les plus brefs délais. Dès la fin de l'occupation de tout ou partie de la voie publique, le permissionnaire est tenu d'aviser le Bourgmestre et de veiller à la remise des lieux en leur état primitif, selon les indications qu'il fournit.

Article 25

Les parois des fouilles ou des excavations doivent être étançonnées de manière à empêcher tout mouvement dans la voirie et à prévenir tout accident. Les remblais ne peuvent contenir aucune matière putrescible, insalubre ou dangereuse.

Article 26

Les travaux qui sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique ne peuvent être entrepris qu'après l'établissement d'écrans imperméables. L'évacuation des décombres, débris, de nature à répandre de la poussière sur la voie publique ou sur les propriétés voisines, devra être réalisée à l'aide de moyens techniques adéquats et notamment par un système d'évacuation par tuyauteries hermétiques reliant le véhicule de chargement au lieu d'évacuation.

Article 27

L'entrepreneur est tenu d'arroser les ouvrages à démolir et les décombres, de manière à limiter au maximum la production de poussières. Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la remettre sans délai en parfait état de propreté.

Article 28

En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment, la protection des immeubles voisins doit être assurée par des procédés appropriés. Les étais doivent reposer sur de larges semelles. Lorsque celles-ci s'appuient sur la voirie, la charge est répartie sur une surface suffisante.

Article 29

Les échafaudages et les échelles prenant appui sur la voie publique doivent être établis de manière à prévenir tout dommage aux personnes et aux biens et à ne pas gêner la circulation des véhicules. Ils seront signalés tant de jour que de nuit, conformément aux dispositions légales régissant la circulation routière. L'identité du responsable ainsi que ses adresse et numéro d'appel seront clairement affichés sur les ouvrages dont question conformément à l'article 8.5 de l'AR du 07.05.1999.

Article 30

Il est interdit d'installer, sur la voie publique, des appareils de manutention, d'élévation ou autres engins de chantier, en ce compris les conteneurs de chargement, sans l'autorisation préalable du Bourgmestre.

L'autorisation sera sollicitée par le biais des services compétents.

Les modalités seront fixées sur le document d'autorisation délivré par le service compétent.

L'identité du responsable ainsi que ses adresse et numéro d'appel seront clairement affichés sur les ouvrages dont question.

Section 4 : dispositions communes aux sections 2 et 3

Article 31

Les câbles, canalisations, bouches à clef, bouches à incendie, égouts et couvercles d'égouts doivent demeurer immédiatement accessibles. Les pictogrammes qui ne sont plus visibles doivent être déplacés à l'endroit prescrit par l'autorité communale compétente et, à la fin des travaux, replacés à leur emplacement initial.

Section 5 : de l'émondage, de l'élagage et de l'entretien.

A. De l'émondage des plantations débordant sur la voie publique

Article 32

Tout occupant ou à défaut le propriétaire, d'un immeuble bâti ou non, est tenu de veiller à ce que les plantations soient émondées de façon telle qu'aucune branche :

- Ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de 4,5 mètres au-dessus du sol.
- Ne fasse saillie sur l'accotement ou sur le trottoir à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol.
- Ne cache en tout ou en partie des panneaux de signalisation ou diminue l'intensité de l'éclairage public.

Il est tenu, en outre, d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par l'autorité communale compétente.

B. De l'élagage des haies vives aux virages et carrefours

Article 33

Lorsqu'en raison de leur hauteur, les plantations en bordure d'une voie publique représentent un danger pour la sécurité routière et la commodité de passage, l'occupant est tenu d'obtempérer aux mesures prescrites par l'autorité communale compétente. A défaut, il y est procédé d'office aux frais du contrevenant. Les distances de recul par rapport aux voies publiques sont celles énumérées au chapitre 11.

C. De l'entretien des parcelles de terrain incultes

Article 34

Les exploitants ou les locataires et à défaut les propriétaires de parcelles de terrains incultes, bâties ou non bâties, devront maintenir celles-ci dans un état de propreté décent en tout temps et éviter la présence de végétaux, non cultivés en vue de commercialisation ou de transformation reconnue, dont le mode de prolifération s'opère par les airs ou par rhizomes. Sont exclus les terrains reconnus par les autorités compétentes comme terrains soumis aux diverses législations sur la biodiversité.

Section 6 : des objets susceptibles de tomber sur la voie publique et/ou de porter atteinte à la sûreté de passage

Article 35

L'occupant ou à défaut le propriétaire ou le gardien, en vertu d'un mandat de justice, d'un immeuble bâti, est tenu de prendre toutes les mesures adéquates afin de munir d'un système de fixation empêchant leur chute, les objets déposés, accrochés ou suspendus à une fenêtre ou à toute autre partie extérieure de l'immeuble sur lequel il exerce des droits.

Tout objet placé en contravention au présent article doit être enlevé à la première injonction de la police, faute de quoi il est procédé d'office à son enlèvement aux frais du contrevenant.

Article 36

Hormis à l'occasion des festivités officielles, il est interdit de placer sur les façades des bâtiments longeant la voie publique ou de suspendre en travers de la voie publique, des calicots, tableaux, panneaux, emblèmes ou tout autre décor, sans autorisation du Bourgmestre.

Article 37

Tout ouvrage ou construction faisant saillie ou non sur la voie publique et de nature à porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage doit être maintenu en bon état d'entretien.

Il est interdit d'installer sur des bâtiments ou propriétés privées, tout objet ou ouvrage susceptible de porter atteinte à la sûreté ou à la commodité de passage tel que système d'éclairage,...

Section 7 : des collectes et ou ventes effectuées à domicile ou sur la voie publique

Article 38

§1 Toute vente et/ou collecte de fonds ou d'objets effectuée sur la voie publique est soumise à l'autorisation écrite et préalable du Bourgmestre.

§2 Toute vente sans caractère commercial à but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir effectuée à domicile est soumise à l'autorisation écrite et préalable du Bourgmestre.

§3 Toute collecte de fonds ou d'objets effectuée à domicile est soumise à l'autorisation écrite et préalable du Collège Communal.

§4 Le présent article ne s'applique pas à l'activité ambulante telle que définie par la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice des activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

§5 Les collectes et ventes organisées par les pouvoirs publics et ASBL à but philanthropique, social... subventionnées par les pouvoirs publics ne sont pas soumis à cette autorisation préalable.

§6 Toute collecte faite au nom des Corps de sécurité communaux, c'est-à-dire de la Police et du Service Incendie, est strictement interdite. Toutefois, le Collège Communal pourra autoriser les démarches émanant des corps communaux des pompiers faites en uniforme.

§7 Les collecteurs dûment mandatés doivent présenter d'office leur mandat, ainsi qu'une pièce officielle d'identification, aux personnes qu'ils sollicitent.

Si plus d'une commune est concernée, l'autorisation provinciale voire nationale devra être exhibée à toute demande du public ou des forces de l'ordre. A défaut, les collecteurs seront réputés en infraction et devront se soumettre au §8.

§8 Les objets négociés dans ces ventes et/ou collectes seront saisis administrativement par les verbalisateurs le temps nécessaire aux suites d'enquêtes. Si leur état de pérennité est douteux, leur destruction pourra être réalisée.

Section 8 : de la circulation et détention d'animaux

Article 39

De la divagation des animaux

Tout propriétaire, gardien ou détenteur d'un animal doit veiller que celui-ci ne provoque, de par son attitude ou son comportement, un sentiment légitime d'insécurité chez l'usager de l'espace public ou ne porte atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage, même si l'animal se trouve sur une propriété privée.

Les personnes dénommées ci-dessus doivent donner suite aux instructions qui leur sont faites par le Bourgmestre ou la police.

A cet effet, tout propriétaire, gardien ou détenteur d'animaux est tenu de les empêcher de divaguer sur le domaine d'autrui, qu'il s'agisse du domaine public ou des propriétés privées ;

Article 40

Des chiens

§1 Il est interdit de laisser errer les chiens sans surveillance en quelque lieu que ce soit (public ou privé). Ceux-ci doivent rester continuellement à portée de voix de leur maître et à une distance maximale de 50 mètres. Le maître doit pouvoir en tout temps rappeler le chien sur simple appel et le faire obéir à ses ordres.

§2 Dans les parties agglomérées de la commune ainsi que dans les parcs, les bois, les espaces naturels sensibles tels que définis à l'article 225 du présent règlement et dans les cimetières, les chiens doivent être tenus en laisse. Dans les plaines de jeux, toute présence d'animal est interdite

§3 Les chiens dangereux, en plus des mesures prévues au §1 et 2, doivent porter une muselière lorsqu'ils sont dans les situations des §1 et 2.

§4 Par dérogation aux dispositions fixées au §2, à l'exception des chiens dangereux, ne doivent pas être tenus en laisse les chiens sauveteurs et les chiens pisteurs, ainsi que les chiens à l'occasion de chasses organisées ou lorsque, sous la direction de leur maître, ils assistent celui-ci pour la conduite sur la voie publique d'un troupeau d'animaux, le temps strictement nécessaire à cette conduite,

§5 Lorsqu'ils ne sont pas dans les conditions visées au §2, les chiens dangereux doivent être **tenus** dans un endroit clos dont ils ne peuvent s'échapper. Par endroit clos, on entend soit un bâtiment fermé, soit un chenil dont l'enceinte doit avoir une hauteur minimale de 1,80 mètre, soit une propriété clôturée dans les mêmes conditions de hauteur. En fonction des capacités de l'animal, toutes les modifications utiles doivent être apportées afin que ce dernier ne puisse franchir la clôture.

§6 On entend par chiens réputés dangereux, les chiens ayant commis des dommages aux personnes sur la voie publique, portant atteinte à la sécurité publique, à la commodité de passage et aux relations de bon voisinage et/ou ceux qui ont fait l'objet d'une intervention policière, ainsi que les chiens de la race :

- American Staffordshire Terrier
- English Terrier (Staffordshire bull-terrier)
- Pitbull Terrier
- Doberman géant
- Mâtin brésilien (Fila Brasileiro)
- Tosa Inu
- Akita Inu
- Dogue argentin
- Dogue de Bordeaux
- Bull Terrier
- Mastiff
- Ridgeback rhodésien
- Band dog
- Rottweiler

§7 Les chiens issus de croisement des races précitées sont également réputés dangereux. Les chiens issus de croisement entre les races précitées et toute autre race sont également réputés dangereux.

§8 Il est interdit de provoquer des combats de chiens, d'entraîner ou de dresser dans tout lieu public un chien à des comportements agressifs.

§9 Il est interdit de laisser un chien réputé dangereux sous la seule surveillance d'un mineur.

§10 Tout chien se trouvant dans une situation ne répondant pas aux obligations fixées par le présent règlement sera réputé errant et sera confié à une société agréée par le Collège Communal. L'animal errant, perdu ou abandonné sera tenu à la disposition de son propriétaire, ou du dernier détenteur connu, pendant 45 jours au minimum après le placement. La récupération du chien n'est autorisée que, outre les pénalités prévues, moyennant l'identification par puce électronique ou tatouage si cela n'était pas fait, un avis favorable d'un vétérinaire et le paiement des frais de mise en fourrière, de vétérinaire, d'entretien du chien pendant la durée de la mise en fourrière et de transfert éventuel à l'issue de cette dernière. Tous ces frais seront mis à charge du propriétaire.

§11 Dans tous les cas, les propriétaires des chiens ou la personne qui en a la garde seront responsables des dégâts ou des accidents qu'ils occasionnent.

§12 Si le chien présente un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes ou pour la sécurité des biens, la police prendra toutes les mesures utiles pour s'emparer de l'animal pour le placer en fourrière ou l'abattre si aucune autre solution n'est envisageable.

§13 Lorsqu'un chien peut être qualifié de dangereux en raison de son comportement notamment parce qu'il aurait agressé ou mordu une personne, l'autorité administrative pourra ordonner au propriétaire ou au dernier détenteur du chien de procéder à une analyse et thérapie comportementale du chien en question par un vétérinaire agréé. Si le propriétaire refuse ou s'abstient de mettre en application cette mesure, l'autorité administrative pourra ordonner une mesure portant soit sur l'interdiction de la présence dudit chien sur le territoire de la Commune soit sur l'euthanasie.

§14 Les propriétaires, gardiens ou détenteurs d'animaux sont tenus de les empêcher d'endommager les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public ou sur propriété privée lors de leur périple.

Article 41

Dans les zones urbanisées, toute personne s'abstiendra d'attirer, d'entretenir et de contribuer à la sédentarisation d'animaux errants en leur distribuant de la nourriture et de porter ainsi atteinte à la salubrité ou à la sécurité publiques ou à la commodité de passage.

Section 9 : de la détention de chiens non constitutive d'un chenil ou d'un refuge

Article 42

Est soumise à déclaration préalable et au respect des conditions d'exploitation fixées par le Bourgmestre sur avis du Collège Communal dans le mois de la réception de ladite déclaration la détention de chiens non constitutive d'un chenil ou d'un refuge au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsque le nombre d'animaux est compris dans les seuils qui soumettent les chenils et refuges à déclaration d'exploitation au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 43

Est soumise à autorisation préalable délivrée par le Bourgmestre, sur base d'une enquête publique d'une durée de 15 jours, et au respect des conditions d'exploitation fixées par le Bourgmestre la détention de chiens non constitutive d'un chenil ou d'un refuge au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsque le nombre d'animaux est compris dans les seuils qui soumettent les chenils et refuges à permis d'environnement de classe 2 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 44

L'application des sanctions prévues au présent règlement se fait toujours sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties et ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir aux frais, risques et périls du contrevenant à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle des présentes dispositions.

Section 10 : de l'usage d'une arme de tir sur la voie publique ou à proximité de celle-ci

Article 45

Est interdit, sauf autorisation du Bourgmestre, l'usage d'une arme de tir à feu ou « non à feu » ou à jet sur la voie publique.

Article 46

Est interdit l'usage d'une arme de tir à feu ou « non à feu » ou à jet à proximité de la voie publique en ce compris les dépendances de l'utilisateur de l'arme, lorsque le risque existe qu'un projectile puisse atteindre un usager de la voie publique ou puisse causer des dommages physiques ou matériels à autrui.

Article 47

Il est défendu, sans autorisation spéciale du Bourgmestre, de tirer sur le territoire de la commune des coups d'arme à feu ne servant pas à la chasse, ainsi que des coups d'armes de tir à feu ou « non à feu » ou à jet et de

faire éclater des pétards ou autres pièces d'artifice ou épouvantail quelconque, en quelque circonstance que ce soit.

L'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice n'est pas soumise à autorisation spéciale du Bourgmestre pour autant qu'il soit utilisé dans la période de fin d'année, celle-ci étant comprise entre le 24 décembre et le 1er janvier inclus. Les pétards pouvant être utilisés durant cette période doivent impérativement être de catégories BE, CE catégories 1 ou 2, CE catégorie T1 de types génériques suivants : feux de Bengale à allumage non électrique ou fumigènes à allumage non électrique.

L'autorisation de tir au moyen d'épouvantails ne pourra être accordée que si elle a lieu entre 9h00 et 21h00, l'intervalle entre les tirs ne pouvant être inférieur à 30 minutes.

Les armes à feu, les armes de tir à feu ou « non à feu » ou à jet, les pièces d'artifice et épouvantails trouvés en possession des contrevenants seront saisis.

Section 11 : du nettoyage de la voirie

Article 48

Tout habitant, propriétaire, locataire ou ayant-droit est tenu de balayer ou faire balayer et désherber en ayant recours aux techniques autorisées, les trottoirs qui bordent son habitation.

Les propriétaires riverains sont tenus de nettoyer et de déboucher les parties de fossés couvertes par ponceau ou par tout autre système d'accès.

Toute construction de ces ouvrages est soumise à autorisation de l'autorité communale compétente.

Les présentes dispositions s'appliquent également aux trottoirs et accotements privés qui, par destination, ont le caractère de voie publique ou permettent le passage de piétons et usagers de la voie publique.

L'obligation de nettoyage incombe, en règle générale, pour chaque immeuble, au principal occupant. Au cas où le propriétaire habite l'immeuble, c'est à lui qu'incombe l'obligation. Lorsque plusieurs personnes occupent l'immeuble, l'obligation incombe à l'occupant du rez-de-chaussée. L'usufruitier est tenu aux mêmes conditions que le propriétaire.

Nul ne peut pousser des immondices et des boues ou autre objet devant la propriété de son voisin.

Article 49

Il est interdit à la clientèle de grandes surfaces de distribution, d'abandonner les caddies sur la voie publique et, de toute manière en dehors des limites de ces centres commerciaux. Les exploitants sont tenus de prendre toute mesure propre à garantir le respect de la présente disposition; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

Section 12 : des mesures prescrites en temps de neige et de glace

Article 50

Par temps de gel, il est interdit de déverser ou de laisser s'écouler de l'eau sur la voie publique.

En outre tout habitant, locataire ou propriétaire ou ayant-droit, est tenu de déneiger ou faire déneiger les trottoirs qui bordent son habitation.

Article 51

Tout propriétaire, locataire ou responsable d'un immeuble, est tenu de procéder ou faire procéder, dans les plus brefs délais, à l'enlèvement des glaçons qui se formeraient sous forme de stalactites, aux toitures, corniches, balcons, fenêtres et façades, afin d'éviter tout danger dû à la chute de ces glaçons.

Article 52

A défaut de se conformer à l'article 50, l'enlèvement des glaçons pourra être effectué d'office, aux frais, risques et périls des propriétaires, locataires ou responsables.

Section 13: de quelques mesures particulières prescrites dans l'intérêt de la propreté et de la salubrité publiques

Article 53

Tant sur la voie publique que dans les propriétés privées, il est interdit de cracher, d'uriner et/ou de souiller, les façades, trottoirs, soubassements ou seuils d'immeubles, tous les biens mobiliers ou immobiliers, urbains ou privés ainsi que les pelouses et chemins aménagés à l'intérieur des parcs et places publics ou privés ainsi que les véhicules de quelque type qu'ils soient.

Article 54

Il est interdit aux propriétaires de chiens ou d'autres animaux et à toute personne ayant ceux-ci sous leur garde, de laisser ceux-ci souiller de leurs déjections ou de leurs urines les façades, trottoirs, soubassements ou seuils d'immeubles longeant la voie publique, ainsi que les pelouses et chemins aménagés à l'intérieur des parcs et places publics, mobiliers urbains ou privés ainsi que les véhicules de quelque type qu'ils soient.

Toute personne, propriétaire d'un chien ou ayant celui-ci sous sa garde, est tenue, en cas de déjections de l'animal, de ramasser celles-ci et de nettoyer l'endroit souillé.

Lorsque des espaces sanitaires sont spécialement aménagés pour les chiens, les propriétaires de chiens ou les personnes ayant ces animaux sous leur garde, sont tenus de les y conduire.

Les personnes accompagnées d'un chien lorsqu'elles se trouvent dans la zone urbanisée, sont tenues, à la première réquisition de la Police ou de l'agent communal habilité, d'exhiber un sacnet récolteur.

Article 55

Il est interdit de jeter, déposer ou abandonner, dans les urinoirs publics, des matières ou objets de nature à les obstruer.

Article 56

Les composts ménagers ne pourront s'établir qu'à la distance de 3 mètres des limites séparatrices de propriété. Ils devront être dissimulés par de la végétation ou tout autre système s'intégrant dans le cadre des lieux. Ils devront être entretenus de manière à ne provoquer aucune atteinte à la propreté, à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité et à tout le moins ne dégager aucune odeur nauséabonde.

En outre, les composts ménagers ne peuvent se trouver dans les lieux spécifiquement visés à l'article R.192. de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.

En cas d'infraction, le contrevenant est tenu de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour enlever les dépôts ou remédier aux désagréments

Article 57

Lorsque ces mesures ne sont pas prises, le Bourgmestre impose aux intéressés, dans le délai qu'il fixe, les mesures nécessaires afin de mettre un terme aux incon vénients rencontrés.

Article 58

Indépendamment de tout dépôt visé à l'article 100 lorsque la malpropreté des immeubles bâtis ou non met en péril la salubrité publique, les propriétaires, locataires ou l'ayant-droit et occupants doivent veiller :

- à maintenir leur bien en harmonie avec le voisinage, particulièrement lorsque l'immeuble est inoccupé ou constituant un chancre visuel ;
- à réparer toute dégradation telle que vitres brisées, portes défoncées, toiture ou clôture endommagées donnant une apparence d'abandon ;
- à prendre les mesures utiles afin que les animaux nuisibles ne puissent s'installer au sein de leur immeuble ;
- à condamner toutes les ouvertures des immeubles non occupés de manière à prévenir les incendies ou l'installation de personnes non autorisées par le propriétaire ;
- à déclarer à l'administration communale toute contamination de champignons appelés « mэрule » ou toute prolifération d'insectes, de larves ou de termites et de prendre toutes les mesures utiles pour en combattre la propagation.

Article 59

Les propriétaires, locataires ou l'ayant-droit et occupants de biens immobiliers doivent s'assurer que les appareils dont ceux-ci sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Article 60

Lorsque les dispositifs publicitaires ou leur support présentent du danger ou un aspect malpropre par défaut d'entretien, les propriétaires, locataires ou l'ayant-droit et occupants de biens immobiliers doivent les remettre en état ou les enlever.

Article 61

A défaut, pour les intéressés, de se conformer aux articles ci-dessus, la commune procédera d'office aux mesures nécessaires, à leurs frais et risques.

Section 14 : de l'enlèvement et du transport des matières susceptibles de salir la voie publique

Article 62

La vidange et le transport des vidanges de fosses d'aisance ne peuvent se faire que par l'intermédiaire d'un collecteur agréé.

Article 63

Par dérogation à l'article 21, il est permis, en cas de nécessité absolue, aux propriétaires, locataires, gardiens et occupants d'un immeuble, en vertu d'un mandat de justice, de décharger ou faire décharger, devant celui-ci et sur la voie publique, des matières, matériaux et substances, à charge pour eux de procéder ou faire procéder à l'évacuation immédiate.

L'obstacle ainsi constitué doit être signalé en application des dispositions du règlement général sur la circulation routière. L'emplacement que ce dépôt aura occupé devra être parfaitement nettoyé dès enlèvement.

Section 15 : du placement sur la façade des bâtiments, de plaques portant le nom des rues, le numéro des bâtiments ainsi que tous signaux, appareils ou supports de conducteurs intéressant la sûreté publique

Article 64

Les habitants sont tenus de conserver et de laisser en évidence les numéros des maisons, écriteaux, plaques ou autres objets d'utilité publique apposés par l'Administration ou tout autre service.

Si le bâtiment est en retrait de l'alignement, l'autorité communale compétente peut imposer la mention du numéro de police à front de voirie.

Article 65

En cas de construction nouvelle, reconstruction ou travaux quelconques entraînant la disparition du numéro ou des plaques indicatrices, le propriétaire sera tenu de pourvoir à leur remplacement à ses frais, suivant les indications données par le service compétent.

Article 66

Nul ne peut changer, couvrir ou salir les numéros que portent les habitations ou s'opposer à ce qu'ils soient renouvelés lorsque l'Administration communale l'aura jugé nécessaire, ou se refuser, dans ce cas, à payer la rétribution fixée par le Conseil communal.

Article 67

Les habitants sont tenus de permettre l'installation, la fixation sur leurs immeubles, de tous supports ou objets d'utilité publique, sans qu'ils puissent réclamer une quelconque indemnité.

Section 16 : des constructions menaçant ruines

Article 68

La présente section est applicable aux constructions dont l'état met en péril la sécurité des personnes, même si ces constructions ne jouxtent pas la voie publique.

Article 69

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates.

Article 70

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un état des lieux, qu'il notifie aux intéressés.

En même temps qu'il notifie l'état des lieux, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part, dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état de la construction et des mesures qu'il se propose de prescrire.

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates, y compris la démolition aux frais du propriétaire et/ou de l'usufruitier, et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

Article 71

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une habitation que le Bourgmestre a déclarée inhabitable vu son état de ruine ou menaçant ruine et dont il a ordonné l'évacuation.

Sur réquisition de l'autorité administrative, la police pourra faire procéder à l'évacuation de l'immeuble.

Section 17 : des jeux sur la voie publique

Article 72

Sont interdits sur la voie publique, les jeux qui dérangent les usagers de la route ou le voisinage ou qui, par la situation des lieux et la nature du jeu, gênent le trafic ou constituent un danger.

Article 73

Sans préjudice des dispositions prévues par le Code Pénal et notamment celles relatives au vol et à la violation de domicile, il est interdit d'escalader les façades, corniches, poteaux, réverbères et autres mobiliers urbains, ainsi que les murs et clôtures.

Section 18 : du commerce sur le domaine public

Article 74

Il est interdit de vendre, de mettre en vente, d'offrir, de distribuer tous objets quelconques ou toute denrée alimentaire sur le domaine public sans l'autorisation préalable et aux conditions fixées par le Bourgmestre, même sous le couvert des classes moyennes.

Article 75

Il est interdit de vendre, de mettre en vente, d'offrir, de distribuer des boissons ou produits enivrants, sur le domaine public, autorisés à la vente ou non, hormis pour les boissons ou les produits autorisés à la vente durant les festivités ou organisations commerciales ou autres événements dûment autorisés par le Bourgmestre.

Chapitre 3 De la propreté de la voie publique

Section 1 : dispositions générales

Article 76

Lorsqu'en application de dispositions légales ou réglementaires, l'autorité communale compétente procède à l'enlèvement de véhicules sur la voie publique, elle peut procéder à l'entreposage de ces véhicules en un endroit qu'elle désigne, aux risques et aux frais du contrevenant ou, à défaut, du propriétaire.

Section 2 : de l'enlèvement des immondices.

Sous-section 1 - Généralités

Article 77

Définitions

Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

2° catalogue des déchets : le catalogue des déchets repris à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets ;

3° déchets ménagers : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages (à l'exclusion des déchets dangereux tels que définis par le décret) ;

4° déchets ménagers assimilés provenant :

- des petits commerces (y compris les artisans) ;
- des administrations ;
- des bureaux ;
- des collectivités ;
- des indépendants ;
- de l'HORECA (en ce compris les homes, pensionnats, écoles et casernes) ;
- de centres hospitaliers et maisons de soins de santé (sauf les déchets visés au n° 18.01 du catalogue des déchets)

et assimilés à des déchets ménagers en raison de leur nature ou de leur composition ;

5° déchets visés par une collecte spécifique : les déchets ménagers et déchets ménagers assimilés qui, après tri à la source, consistent en :

- déchets inertes ;
- encombrants ménagers ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques, en abrégé DEEE ;
- déchets verts et/ou déchets organiques ;
- déchets de bois ;
- papiers et cartons ;
- PMC ;
- verre ;
- textile ;
- métaux ;
- huiles et graisses alimentaires usagées ;
- huiles et graisses usagées autres qu'alimentaires ;
- piles ;
- petits déchets spéciaux des ménages, en abrégé DSM ;
- déchets d'amiante-ciment ;
- pneus usés ;

6° ordures ménagères brutes : ordures ménagères résiduelles après le tri par les usagers;

7° responsable de la gestion des déchets : l'intercommunale mandatée par la commune pour assurer la gestion de la collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés et/ou les collectes sélectives en porte-à-porte et/ou des parcs à conteneurs et/ou des points fixes de collecte ;

8° opérateur de collecte des déchets : l'intercommunale mandatée par la commune pour assurer les collectes périodiques en porte-à-porte des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés et/ou des déchets triés sélectivement ;

9° réceptif de collecte : le conteneur normalisé mis à la disposition des habitants à l'initiative du responsable de la gestion des déchets et dont la matière, le volume, la couleur, les inscriptions individuelles, le mode de distribution et les points de vente sont déterminés par le responsable de la gestion des déchets, en fonction du type de déchets ;

10° usager : producteur de déchets bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par le responsable de la gestion des déchets ;

11° ménage : usager vivant seul ou réunion de plusieurs usagers ayant une vie commune ;

12° obligation de reprise : obligation visée par l'article 8 bis du décret ou par l'accord de coopération du 04 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages ;

13° service minimum : service minimum de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages ;

14° service complémentaire : service complémentaire de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages au service minimum fourni à la demande des usagers ;

15° arrêté subventions : l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets ;

16° arrêté coût-vérité : l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

17° espaces d'apports volontaires : points fixes de collecte, à l'exception des parcs à conteneurs.

Article 78

Collecte par contrat privé

Le producteur de déchets peut faire appel à une société privée pour la collecte de ses déchets au lieu d'utiliser les services de collecte organisés par le responsable de la gestion des déchets.

Les modalités de collecte prévues par le présent règlement doivent être respectées par le producteur de déchets et la société privée à laquelle il confie la mission de collecte.

Le producteur de déchets qui fait appel à une société privée pour la collecte de ses déchets est tenu de conserver ses récipients de collecte en domaine privé, et ne peut les placer sur la voie publique que le temps nécessaire à la collecte. Cette dernière ne pourra avoir lieu que les jours ouvrables, entre 7h00 et 17h00 en dehors des jours de collecte organisée par la commune.

Article 79

Pouvoirs du Bourgmestre de contrôler la bonne évacuation des déchets non collectés par la Commune

En vertu de l'article 133 de la Nouvelle Loi communale, afin de vérifier le respect du décret, le Bourgmestre peut prendre toutes mesures utiles, notamment se faire produire le contrat passé entre le producteur des déchets non collectés par la commune et un collecteur agréé ou enregistré.

Sous-section 2 - Collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés

Article 80

Objet de la collecte périodique des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés

La commune organise la collecte périodique hebdomadaire des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés de tout usager.

Sont exclus de la collecte périodique :

- les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés qui font l'objet d'une collecte spécifique en porte-à-porte ;
- les déchets dangereux ;
- les déchets provenant des grandes surfaces ;
- les déchets qui, bien que provenant de petits commerces, d'administrations, de bureaux, ... (catalogue des déchets, n° 20 97), ne sont pas repris dans une des nomenclatures n° 20 97 93 à 20 97 98 du catalogue des déchets ;
- les déchets industriels (dont les déchets commerciaux) non assimilés à des déchets ménagers par le catalogue des déchets ;
- les déchets assimilés aux déchets ménagers provenant des commerces ambulants (marchés, friteries itinérantes, ...);
- les emballages dangereux, à savoir les emballages ayant contenu des déchets dangereux au sens du catalogue des déchets, détenus par les agriculteurs et les exploitants d'entreprises agricoles ;
- les déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé détenus par les médecins, dentistes, vétérinaires et prestataires de soins à domicile.

Ces déchets doivent être éliminés par le recours à des collecteurs agréés ou apportés aux points de collecte prévus à cet effet.

Article 81

Cautionnement

Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés sont placés à l'intérieur de récipients de collecte visés à l'article 76, 9° du présent règlement.

Les récipients de collecte sont soigneusement fermés de façon à ne pas souiller la voie publique.

Pour les déchets ménagers assimilés, des récipients de collecte spécifiques peuvent être imposés ou autorisés par le Collège communal.

Modalités de collecte des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés

§1^{er}. Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés sont déposés dans les récipients de collecte devant l'immeuble d'où ils proviennent, au jour fixé par le Collège communal et au plus tôt la veille à 19h00. Les

collectes pouvant débuter dans certains quartiers dès 7h00 du matin, tout usager prend ses dispositions afin que les déchets soient sortis à temps. L'usager prend également toutes les précautions de rigueur compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques ou des informations transmises par l'opérateur de collecte des déchets.

§2. Les récipients de collecte sont placés en bord de chaussée, contre la façade ou contre l'alignement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte ou des chemins privés. Ils ne peuvent en aucun cas gêner ou entraver la circulation des usagers de la voie publique et doivent être parfaitement visibles de la rue.

Le dépôt ne peut se faire devant la propriété voisine, ni au pied des arbres d'alignement, ni autour du mobilier urbain.

§3. Au cas où une voirie publique en raison de son état ou suite à une circonstance particulière ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, le Bourgmestre peut obliger les riverains à placer leurs récipients de collecte dans une autre rue ou à un coin de rue accessible le plus proche de leur habitation.

§4. Pour les déchets ménagers assimilés, des modalités spécifiques de collecte peuvent être imposées ou autorisées par le Collège communal.

§5. Les dates de collectes sont communiquées annuellement à la population sous forme d'un dépliant, d'un calendrier ou sous toute autre forme que la commune ou le responsable de la gestion des déchets jugerait opportune.

§6. Il est permis à l'opérateur de collecte de déchets de regrouper les récipients de collecte en divers points sur les trottoirs pour faciliter la prise en charge.

§7. Les déchets ménagers et les déchets ménagers assimilés présentés d'une manière non conforme aux conditions prévues par la présente ordonnance ne sont pas enlevés par l'opérateur de collecte de déchets.

§8. Le cas échéant, les conteneurs ou les récipients de collecte lorsqu'ils ne sont pas collectés en même temps que les déchets qu'ils contiennent doivent être rentrés le jour même de la collecte.

§9. Après collecte des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§10. Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève,...), la collecte n'a pas été effectuée le jour fixé, les récipients de collecte et, d'une manière générale, les déchets non collectés doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés et ce, le jour même à 20h00 au plus tard.

Article 82

Dépôt anticipé ou tardif

Un dépôt anticipé ou tardif constitue une infraction au présent règlement. Par dépôt anticipé, on vise le dépôt qui ne respecte pas les modalités d'horaire fixées par le présent règlement. Par dépôt tardif, on entend le dépôt qui est réalisé après le passage de l'opérateur de collecte de déchets.

Sous-section 3 – Collectes spécifiques de déchets en porte-à-porte

Article 83

Objet des collectes spécifiques en porte-à-porte

Le responsable de gestion de déchets organise les collectes sélectives de déchets en porte-à-porte pour les catégories de déchets suivants :

- les PMC
- les papiers et cartons ;
- les encombrants ménagers ;
- les déchets organiques ;
- les sapins de Noël

Article 84

Modalités générales de collectes spécifiques en porte-à-porte et présentation des déchets

§1^{er}. Les déchets collectés de manière sélective en porte-à-porte ou, le cas échéant, les récipients de collecte dans lesquels ils doivent être placés, sont déposés dans les récipients de collecte devant l'immeuble d'où ils proviennent, au jour fixé par le collège communal et au plus tôt la veille à 19h00. Les collectes pouvant débuter dans certains quartiers dès 7h00 du matin, tout usager prend ses dispositions afin que les déchets soient sortis à temps. L'usager prend également toutes les précautions de rigueur compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques.

§3. Au cas où une voirie publique de par son état ou suite à une circonstance particulière ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, le Bourgmestre peut obliger les riverains à placer leurs récipients de collecte dans une autre rue ou à un coin de rue accessible le plus proche de leur habitation.

§4. Les dates de collectes sélectives sont communiquées annuellement à la population sous forme d'un dépliant, d'un calendrier ou sous toute autre forme que la commune ou le responsable de la gestion des déchets jugerait opportune.

§5. Il est permis à l'opérateur de collecte de déchets de regrouper les récipients de collecte en divers points sur les trottoirs pour faciliter la prise en charge.

§6. Les déchets présentés d'une manière non conforme aux conditions prévues par la présente ordonnance ne sont pas enlevés par l'opérateur de collecte de déchets.

§7. Le cas échéant, les conteneurs ou les récipients de collecte lorsqu'ils ne sont pas collectés en même temps que les déchets qu'ils contiennent doivent être rentrés le jour même de la collecte.

§8. Après collecte des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§9. Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève,...), la collecte n'a pas été effectuée le jour fixé, les récipients de collecte et, d'une manière générale, les déchets non collectés doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés et ce, le jour même à 20h00 au plus tard.

Article 85

Modalités particulières pour la collecte des PMC en porte-à-porte

Le responsable de gestion de collecte organise la collecte bimensuelle des PMC en porte-à-porte.

Les PMC triés selon les consignes définies par le responsable de la gestion de ces déchets doivent être placés dans les récipients de collecte mis à la disposition des habitants à l'initiative de ce responsable.

Article 86

Modalités particulières pour la collecte des papiers et cartons en porte-à-porte

Le responsable de gestion de collecte organise une collecte mensuelle en porte-à-porte des papiers et cartons.

Les papiers et cartons triés selon les consignes définies par le responsable de gestion de ces déchets doivent être conditionnés (colis ficelés ou placés dans des boîtes en carton dont les rabats sont refermés ou dans des sacs en papier de maximum 15kg ou tout autre récipient de collecte défini par le responsable de la gestion des déchets) de façon à ne pas se disperser sur la voie publique.

Article 87

Modalités particulières pour la collecte des déchets organiques

Le responsable de gestion de collecte organise la collecte hebdomadaire en porte-à-porte des déchets organiques. Ces déchets sont collectés en même temps que les collectes de déchets ménagers et déchets ménagers assimilés.

Les déchets organiques triés selon les consignes définies par le responsable de la gestion de ces déchets doivent être placés dans le récipient de collecte mis à la disposition des habitants à l'initiative de ce responsable.

Article 88

Modalités particulières pour la collecte des encombrants ménagers

Le responsable de gestion de collecte organise soit la collecte en porte-à-porte soit une collecte sur demande des encombrants.

Les déchets encombrants triés selon les consignes définies par le responsable de gestion de ces déchets doivent être placés suivant les modalités et les limites de volume ou de quantité prescrites par le responsable de la gestion de ces déchets.

Les encombrants sont placés le plus près possible de l'immeuble dont ils sont issus et disposés de telle manière qu'ils ne présentent pas de danger pour les usagers de la voirie et qu'ils ne salissent pas la voirie. Au besoin, ils sont posés sur une bâche ou tout autre support susceptible d'éviter de souiller la voirie.

Ils sont placés à destination de la collecte spécifique au plus tôt la veille à 19h00, du jour où la collecte est prévue. Le cas échéant, ils sont signalés par tout moyen adéquat.

Article 89

Modalités pour la collecte de sapins de Noël (laissées à l'initiative de la commune)

Le responsable de la gestion des déchets peut organiser l'enlèvement des sapins de Noël.

Dans l'hypothèse d'une telle organisation, la collecte sera effectuée courant du mois de janvier.

Seuls les sapins naturels avec ou sans racines seront présentés à l'enlèvement et seront éventuellement posés sur un sac plastique ou une caisse en carton mais, en aucun cas, ne pourront être emballés.

En outre, la terre, toute décoration (boules, guirlandes,...), les pots, croix en bois et clous doivent avoir été préalablement enlevés.

Article 90

Modalités particulières pour la collecte des déchets verts (laissées à l'initiative de la commune)

Le responsable de gestion de collecte peut organiser la collecte en porte-à-porte des déchets verts.

Les déchets verts triés selon les consignes définies par le responsable de la gestion de déchets devront être placés dans le récipient de collecte mis à la disposition des habitants à l'initiative de ce responsable.

Sous-section 4 – Autres collectes de déchets

Article 91

Collectes en un endroit précis

La commune peut organiser l'enlèvement des déchets de forains, de campings, de centres de vacances, de brocantes, de marchés de Noël,... rassemblés sur des emplacements et dans des récipients de collectes déterminés par la commune.

Article 92

Parcs à conteneurs

Les déchets ménagers et déchets ménagers assimilés qui, après tri à la source, consistent en :

1. déchets inertes ;
2. encombrants ménagers ;
3. déchets d'équipements électriques et électroniques, en abrégé DEEE ;
4. déchets verts et/ou les déchets organiques ;
5. déchets de bois ;

6. papiers et cartons ;
7. PMC ;
8. verre ;
9. textiles ;
10. métaux ;
11. huiles et graisses alimentaires usagées ;
12. huiles et graisses usagées autres qu'alimentaires ;
13. piles ;
14. petits déchets spéciaux des ménages, en abrégé DSM ;
15. déchets d'amiante-ciment ;
16. pneus usés;

peuvent être amenés aux parcs à conteneurs où ils seront acceptés moyennant le respect des consignes de tri imposées par le responsable de la gestion de ces déchets.

Les utilisateurs du parc à conteneurs sont tenus de se conformer à son règlement d'ordre intérieur et aux injonctions du personnel sur les lieux.

La liste et les quantités de déchets acceptées, la liste des parcs à conteneurs ainsi que le règlement d'ordre intérieur sont affichés dans chaque parc à conteneurs et peuvent être obtenus sur simple demande auprès de l'administration communale ou du parc à conteneurs ou du responsable de la gestion de ces déchets. Ces informations peuvent être également proposées à la population sous forme d'un dépliant, d'un guide pratique ou sous toute autre forme que la commune ou le responsable de la gestion des déchets jugerait opportune.

Article 93

Espaces d'apports volontaires

Le responsable de la gestion des déchets peut mettre à la disposition des usagers des espaces d'apports volontaires (bulles à verre, à textile,...) afin qu'ils puissent y déverser les déchets destinés au recyclage ou à la valorisation.

S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés de verre, ils peuvent être déversés dans une bulle à verre, moyennant le respect des consignes de tri imposées par le responsable de la gestion de ces déchets.

S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés constitués de textiles, ils peuvent être déposés dans des points fixes de collecte, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'opérateur de collecte de ces déchets.

S'il s'agit de déchets ménagers ou ménagers assimilés constitués de piles ou batteries, ils peuvent être déposés dans des points fixes de collecte, moyennant le respect des consignes de tri imposées par l'opérateur de collecte de ces déchets.

S'il s'agit de déchets de plastiques agricoles non dangereux, ils peuvent être déposés par les agriculteurs et les exploitants d'entreprises agricoles au parc à conteneurs ou tout autre point désigné par la commune moyennant le respect des consignes de tri imposées par le responsable de la gestion de ces déchets.

Afin de veiller à la tranquillité publique, tout dépôt de déchets aux points de collecte visés par le §2 et 3 du présent article ne peut s'effectuer entre 22 heures et 7 heures.

Chaque point de collecte ayant sa spécificité, il est interdit d'y déposer des déchets non conformes.

Sous-section 5 - Interdictions diverses

Article 94

Il est interdit :

1. d'ouvrir les récipients se trouvant le long de la voirie, d'en vider le contenu, d'en retirer et/ou d'en explorer le contenu ;
2. de fouiller les points spécifiques de collecte ;
3. de déposer dans les récipients destinés à la collecte tout objet susceptible de blesser ou contaminer le personnel chargé de l'enlèvement des déchets ;

4. de déposer ou de laisser des récipients le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte, sauf autorisation écrite et préalable du Bourgmestre; s'ils ne sont pas collectés en même temps que les déchets qu'ils contiennent, les récipients doivent être rentrés le jour même de la collecte ;
5. de présenter à la collecte des déchets provenant d'autres communes ;
6. d'emporter les déchets présentés à l'enlèvement, sauf autorisation écrite et préalable du Bourgmestre ;
7. de placer des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés à côté ou sur le récipient de collecte ;
8. de mettre à l'enlèvement des matières ou objets corrosifs, inflammables, toxiques, ou dangereux pour l'environnement ou la santé humaine.
9. de déposer des déchets autour des espaces d'apports volontaires même lorsqu'ils sont remplis. Dans ce cas, l'utilisateur en informe le responsable de la gestion des collectes ou l'administration communale et verse ces déchets dans un autre espace d'apports volontaires ;
10. de déposer des déchets non conformes dans un point de collecte spécifique ;
11. de procéder à un affichage ou un "taguage" des points de collecte spécifique ;
12. de déposer des déchets autres que de menus objets utilisés par des passants ou des déjections canines dans les poubelles publiques.

L'interdiction visée aux 1° et 2° n'est pas applicable au personnel de collecte qualifié, au personnel du responsable de la gestion des déchets, aux fonctionnaires de police et au personnel communal habilité.

Sous-section 6 - Sanctions

Pour cet aspect, il y a lieu de se référer aux chapitres 13 et 14 du présent règlement.

Sous-section 7 - Responsabilités

Article 95

Responsabilité pour dommages causés par des récipients mis à la collecte

Les utilisateurs du récipient de collecte sont solidairement responsables de son intégrité jusqu'à la collecte si le récipient est collecté avec les déchets qu'il renferme.

Les utilisateurs sont également solidairement responsables de l'intégrité du récipient laissé en place par les services de collecte lorsque ledit récipient n'est pas collecté avec les déchets qu'il renferme.

La personne ou les personnes qui utilisent des récipients pour la collecte périodique sont responsables des accidents pouvant résulter de leur présence sur la voie publique.

Article 96

Responsabilité pour les dommages causés par les objets

Les utilisateurs du récipient de collecte sont solidairement responsables de son intégrité jusqu'à la collecte. Les déchets déposés sur la voirie pour la collecte sont sous la responsabilité civile du déposant jusqu'à la collecte.

Article 97

Responsabilité civile

La personne qui ne respecte pas le présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation du présent règlement.

Article 98

Services de secours

Les interdictions ou obligations visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de secours dans le cadre de leurs missions.

Section 3 : du débouchage, du nettoyage et de la réparation des égouts placés dans le domaine public

Article 99

Toute intervention sur le réseau d'égouttage communal doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Collège Communal, conformément au règlement spécifique en vigueur dans la commune.

Chapitre 4 De la salubrité publique

Section 1 : généralités

Article 100

A défaut d'infrastructures de stockage installées comme prévues aux articles 12 et 13 de l'AGW du 10/10/2002, les dépôts au champ, de fumiers, pulpes et autres matières organiques (autres que ceux requis par le compostage individuel) ne peuvent s'établir à moins de 10 mètres de la voie publique et 100 mètres de toute habitation d'autrui.

En outre, les agriculteurs doivent respecter le plan de gestion durable de l'azote dans sa dernière version. Pour ce qui concerne les dépôts au champ, les agriculteurs doivent respecter les prescriptions suivantes:

	BOVINS	PORCINS	VOLAILLES	
	Fumiers	Fumiers	Fumiers (MS>55%)	Fientes (MS>55%)
Durée maximale de stockage	10 mois	10 mois	10 mois	1 mois
Conditions de stockage	<ul style="list-style-type: none">Le tas doit être installé à plus de 20 mètres d'un égout, d'une eau de surface ou d'un puits.Le tas doit être déplacé chaque année à minimum 10 mètres des limites du tas de l'année précédente.Le tas ne peut pas être installé:<ul style="list-style-type: none">- dans un <u>creux topographique</u>- dans une <u>zone inondable</u>- sur une <u>pente supérieure à 10%</u>.L'emplacement et la date de stockage sont consignés annuellement dans un cahier d'enregistrement tenu à la ferme.Obligation de possession de l'Attestation de Conformité des Infrastructure de Stockage d'Effluents d'Elevage (ACISEE), même s'il n'y a pas d'infrastructure bétonnée.			

Nonobstant les mesures qui sont ou qui seraient fixées par les permis d'environnement, en zone agglomérée, il est interdit du 01 mai au 30 septembre d'établir ou de maintenir à l'air libre des dépôts de matières excrémentielles.

Article 101

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives, notamment, à l'exploitation d'établissements classés, les écuries, étables et en général tous les lieux où l'on garde des poules, pigeons, chèvres, moutons et autres animaux domestiques doivent être maintenus dans un état de propreté.

Article 102

Sans préjudice de réglementations particulières, il est interdit de déposer, d'épandre ou de laisser s'écouler des matières incommodes ou nuisibles lorsqu'il existe un risque de porter atteinte à la salubrité publique ou à l'environnement

Section 2 : de la salubrité des habitations

Article 103

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une habitation que le Bourgmestre a déclarée inhabitable et dont il a ordonné l'évacuation. Sur réquisition de l'autorité administrative, la police pourra procéder à l'évacuation de l'immeuble.

Section 3 : des cours et plans d'eau.

Article 104

La natation et/ou la baignade sont interdites en toute saison sur l'ensemble des étendues d'eau naturelles, tant publiques que privées du territoire communal, sauf aux endroits où les pratiques sont autorisées par l'autorité compétente lesquelles sont indiquées au public par une signalisation spécifique.

Section 4 : affichage et signalisation publics

Article 105

L'affichage sur supports autres que ceux dûment autorisés ou placés à cette fin par l'Administration Communale est interdit.

L'affichage placé illégalement sera ôté d'office par les services communaux.

Article 106

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, il est interdit d'apposer ou de faire apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des « papillons » à proximité immédiate ou sur la voie publique sans l'autorisation préalable et écrite de l'autorité gestionnaire et du propriétaire du terrain.

Article 107

En aucun cas, ce type d'affichage ne sera autorisé sur les voiries où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h.

Article 108

Les panneaux d'affichage non permanents ne pourront dépasser 4 m².

Article 109

Ces panneaux ne pourront être placés à moins de 1,50 mètre du bord de la chaussée, ni dans les courbes dangereuses, ni à moins de 100 mètres de tout carrefour, à l'exception des chemins de terre, ni à moins de 50 mètres de tout signal routier ni en aucun cas, fixés sur la signalisation routière.

Article 110

Ces panneaux ne pourront en aucun cas se confondre avec la signalisation routière réglementaire ni en masquer la visibilité.

Article 111

Ces panneaux devront être fixés solidement de façon à ne pas risquer de causer une gêne pour les usagers.

Article 112

Sauf autorisation expresse de la commune, la pose de banderoles et de panneaux au dessus des routes, des autoroutes et sur les ouvrages d'art les surplombant.

Article 113

Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, arracher ou altérer les affiches ou les autocollants légitimement apposés.

Article 114

Sauf autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente, il est interdit de tracer ou placer toute signalisation sur la voie publique ou d'y faire toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit.

Chapitre 5 **De la sécurité publique**

Section 1 : des ressources en eau pour l'extinction des incendies

Article 115

Sont interdits le stationnement de véhicules et le dépôt de choses, même temporaires, gênant ou empêchant le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Article 116

Il est interdit de dénaturer, de dégrader, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification et de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Section 2 : de la protection contre l'incendie dans les immeubles, locaux et lieux accessibles au public

Article 117

Tout exploitant de lieux accessibles au public doit obtenir une autorisation préalable du Bourgmestre subordonnée à un rapport de contrôle du Service régional d'incendie et se conformer aux injonctions qui lui seront données.

Article 118

Les installations électriques, l'éclairage de secours, le matériel pour la lutte contre l'incendie, les installations de chauffage, de détection et d'alarme seront vérifiés complètement au moins une fois par an par un organisme de contrôle agréé. La date de ces contrôles et les constatations faites à leur occasion sont consignées dans un registre de sécurité et, pour les extincteurs, en plus, indiquées sur une carte de contrôle attachée à l'appareil.

Les registres et les cartes seront toujours tenus à la disposition du Bourgmestre ou du délégué compétent.

Toute mention portée au registre de sécurité est datée et signée.

Article 119

L'exploitant permettra à tout moment l'accès des locaux au Bourgmestre et/ou à son délégué.

Article 120

Les mesures de protection contre l'incendie sont applicables à toutes les installations de nature temporaire établies dans le même endroit pour trois mois au plus.

Sont considérés comme installations de cette nature les baraques foraines et les cirques, les chapiteaux, tentes et charpentes destinés à l'organisation de divertissements et de spectacles, les foires commerciales et les expositions qui n'ont pas lieu dans des salles considérées comme établissements permanents ou bâtiments recevant habituellement du public.

Section 3 : des plaines de jeux ou terrains accessibles au public.

Article 121

§1 Toute implantation ou création d'une plaine ou terrain de jeux accessible au public doit être soumise à autorisation préalable écrite de l'autorité compétente.

§2 Les propriétaires et exploitants de plaines ou terrains de jeux ne peuvent proposer au public des jeux et engins divers susceptibles de compromettre la sécurité publique et sont tenus de maintenir en bon état, conformément à la réglementation en vigueur, les jeux et engins autorisés.

Article 122

1) Dans les squares, parcs, jardins publics, aires de jeux, étangs, cours d'eau et propriétés communales,

il est défendu :

a) De dégrader ou abîmer les pelouses et talus, de franchir et forcer les clôtures et grillages, de dégrader les massifs, de prendre des oiseaux ou de détruire leurs nids, de jeter quoi que ce soit dans les bassins, étangs et plans d'eau ou d'y pêcher sans autorisation de l'autorité compétente et sans avoir acquitté préalablement le droit de pêche ;

b) De faire des marques, entailles ou dégradations aux arbres ou mobilier communal ;

c) De secouer les arbres et arbustes et d'y grimper, ainsi que d'arracher, écraser ou de couper les plantes et les fleurs ;

d) De camper, sauf aux endroits autorisés ;

2) Dans les aires de jeux, parcs et jardins publics, il est défendu de circuler avec un engin motorisé, sauf dérogation accordée par le Collège Communal. En outre, il est interdit aux personnes âgées de plus de 14 ans d'utiliser les jeux mis à la disposition des petits enfants.

3) Dans les fontaines, étangs publics et plans d'eau, il est défendu de se baigner ou d'en souiller le contenu en y déversant directement dedans ou à proximité quelque matière que ce soit ;

4) Sur les cours d'eau, étangs ou plans d'eau, lorsqu'ils sont gelés, il est défendu de circuler, jouer ou patiner.

5) Dans les propriétés communales, toute personne qui se conduit d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publique est rappelée à l'ordre et, si elle persiste à causer du scandale ou du désordre, elle est expulsée par toute personne dûment habilitée. L'entrée peut lui être défendue définitivement ou peut ne lui être autorisée que sous conditions, sur décision de l'autorité compétente, sans préjudice des peines prévues par le présent règlement.

Section 4 : de la piscine communale.

Article 123

L'entrée aux piscines communales est soumise au règlement d'ordre intérieur spécifique à chaque implantation.

Section 5 : du marché.

Article 124

L'organisation des marchés hebdomadaires se fera conformément à la législation en vigueur, portant sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

L'admission au marché est soumise au règlement communal spécifique à chaque implantation.

Section 6 : organisation de foires

Sous-section 1 : Généralités

Article 125

Les foires font l'objet d'un règlement spécifique à chaque implantation. Ce règlement sera conforme à la réglementation en vigueur du 29 juin 1993.

Sous-section 2 : Des forains

Article 126

A l'occasion de certaines fêtes ou réjouissances locales, l'installation de baraques foraines peut être autorisée sur diverses places ou rues de la commune, **le cas échéant** contre paiement d'un droit de place fixé forfaitairement ou par adjudication ou par soumission écrite. Les emplacements sont fixés par l'agent placier et /ou l'organisateur suivant **les directives communales en vigueur**.

Article 127

Il n'est réservé, sur les champs de foire, aucun emplacement pour les voitures habitations, si elles ne sont pas renseignées dans l'espace à occuper par les loges. Les camions et autres véhicules ayant servi au transport de matériel doivent être garés aux endroits désignés **par l'agent placier ou** par la police.

Article 128

Toute personne qui, dans sa demande, indique une autre profession que celle qu'elle exerce réellement, peut être expulsée du champ de foire.

Article 129

Les forains doivent donner accès dans leurs loges et leurs dépendances, tant de nuit que de jour, aux agents de l'autorité en service pour l'accomplissement de leur mission; ils doivent se conformer à toutes les prescriptions de l'autorité communale.

Article 130

Les loges foraines et leurs dépendances, ainsi que les abords, doivent être tenus dans le plus grand état de propreté et remplir toutes les conditions hygiéniques et sanitaires prescrites par l'autorité.

Article 131

Les ordures et déchets provenant de l'intérieur des loges foraines et de leurs dépendances seront déposés dans les sacs autorisés par l'administration communale. Les eaux ménagères seront déversées dans les regards d'égouts de la voie publique. Il est défendu d'y jeter des matières solides.

Article 132

L'endroit de la voie publique sur lequel l'installation a eu lieu doit être complètement nettoyé par les propriétaires, occupants ou directeurs des loges foraines, aussitôt après l'enlèvement du matériel.

Article 133

La police se réserve le droit d'expulser du champ de foire toute loge foraine qui serait un objet de trouble, de désordre ou dans laquelle on exhiberait ou commettrait des choses contraires aux mœurs. La police interdira toute musique ou bruit quelconque pendant l'exécution des concerts ou autres spectacles donnés sur la voie publique. La police interviendra pour limiter les troubles empêchant la bonne exécution des concerts ou autres spectacles donnés sur la voie publique.

Section 7 : séjour des nomades, pose des caravanes et camping sauvage

Article 134

Sauf en cas de force majeure ou autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, les nomades ne peuvent stationner avec des demeures ambulantes, roulottes, caravanes, etc....pendant plus de 24 heures sur le territoire de la Commune. Le Bourgmestre peut ordonner l'évacuation de ceux d'entre- eux qui mettent en danger la sécurité, la tranquillité et salubrité publiques.

Tout groupe ou famille de nomades qui s'installe est tenu d'en informer la police dès son arrivée. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les nomades stationnent sur un terrain spécialement aménagé par la Commune, à leur intention.

Dans ce cas, les utilisateurs doivent se conformer au règlement particulier qui en régit l'utilisation.

L'installation sur terrain situé en zone agricole pour lequel le propriétaire perçoit des aides financières émanant de l'autorité européenne en vue d'y cultiver est interdite.

Article 135

La police a, en tout temps, accès aux terrains sur lesquels les roulottes sont autorisées à stationner. En cas d'infraction aux conditions imposées dans l'autorisation, et indépendamment des peines prévues par le présent règlement, le Bourgmestre peut décider de l'expulsion des contrevenants.

Article 136

Les caravanes et leurs dépendances ainsi que les abords doivent être tenus dans le plus grand état de propreté et remplir toutes les conditions hygiéniques et sanitaires prescrites par l'autorité.

Article 137

Les ordures et déchets provenant de l'intérieur des caravanes et de leurs dépendances seront déposés dans les sacs autorisés par l'administration communale. Les eaux ménagères seront déversées dans les regards d'égouts de la voie publique. Il est défendu d'y jeter des matières solides.

Article 138

L'endroit de la voie publique sur lequel l'installation a eu lieu doit être complètement nettoyé par les propriétaires, occupants ou directeurs des caravanes, aussitôt après l'enlèvement du matériel.

Article 139

§1 Sans préjudice des dispositions prévues par le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'énergie(CWATUPE), l'installation de caravanes est interdite sur tout le territoire de l'entité, à l'exception des endroits qui leur sont réservés ou qui sont spécialement aménagés à cet effet.

§2 Le camping dit sauvage est interdit sur le territoire communal.

Section 8 des aires de repos pour motor-homes

Article 140

L'accès et le stationnement à l'endroit indiqué comme une aire de repos pour motor-homes sont strictement et uniquement réservés aux motor-homes et interdits à tout autre type de véhicule.

La mise en stationnement d'un véhicule doit être effectuée obligatoirement sur les emplacements spécialement délimités à cet effet.

En cas d'infraction aux règles de stationnement, il sera fait application des amendes prévues au code de la route.

Article 141

Les vidanges des cassettes chimiques sont obligatoirement effectuées dans le réceptacle prévu à cet effet.

Les usagers sont tenus, pour des raisons d'hygiène, de respecter ces dispositions et de veiller au maintien de la propreté des lieux.

Article 142

Les ordures ménagères doivent impérativement être déposées dans les conteneurs disposés sur l'aire.

Tout dépôt d'ordures ménagères en un autre lieu est interdit.

En outre, tout dépôt d'ordures autres que ménagères est prohibé dans les conteneurs à ordures ménagères.

Article 143

Les usagers sont tenus à un strict respect des règles d'hygiène et de salubrité. Chaque usager est responsable de l'état de propreté de l'emplacement sur lequel il stationne. Il se doit de le maintenir en bon état, de même que ses abords.

Article 144

Les évacuations d'eaux usées ne peuvent être effectuées que dans les emplacements prévus à cet effet sur l'aire.

Article 145

Les utilisateurs de l'aire ne sont en aucun cas autorisés à laisser quoi que ce soit sur l'aire après leur départ.

Article 146

Les feux ouverts de bois ou de charbon ou autres barbecues ne sont autorisés que dans les récipients prévus à cet effet dont les motor-homistes sont propriétaires.

Ils sont strictement interdits à même le sol.

Article 147

Tous les animaux domestiques doivent être attachés et leurs déjections ramassées par leur propriétaire. Ces derniers doivent veiller au respect de la tranquillité de chacun.

Article 148

Les motor-homes accédant à l'aire devront être en bon état de fonctionnement et répondre aux normes concernant le contrôle technique de ces engins.

Article 149

Les utilisateurs de l'aire pour motor-homes sont tenus de se conformer à son règlement d'ordre intérieur et aux injonctions du personnel sur les lieux.

Section 8 : des camps de jeunes

Article 150

On entend par :

§1. Camps de jeunes : tout séjour d'une durée de plus de 24 heures sur le territoire de la commune, à l'intérieur ou à l'extérieur des villages, d'un groupe d'au moins 10 jeunes de moins de 26 ans, organisé soit par un pouvoir

public soit par une association sans but lucratif ou une institution reconnue comme mouvement de jeunesse par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les Communautés flamande ou germanophone :

- dans des bâtiments ou parties de bâtiments qui ne sont prévus à cette fin que temporairement ;
- sur un terrain, à la belle étoile, sous tentes ou sous abris quelconques non soumis au Décret de la Communauté française portant sur le camping.

§2. Bailleur : la personne qui, en tant que propriétaire ou preneur à bail, met un bâtiment, une partie de bâtiment ou un terrain à la disposition d'un groupe de jeunes, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

§3. Locataire : le(s) responsable(s), personnel(s) majeur(s) qui, solidairement, au nom du groupe de jeunes, passe(nt) un accord avec le bailleur concernant la mise à disposition du bâtiment/terrain et/ou en est/sont responsable(s) pendant la durée du camp de jeunes.

Article 151

§ 1 Pour qu'une organisation de jeunesse puisse installer un campement sur des terrains ou dans des bâtiments visés à l'article 146, le bailleur et le locataire doivent en faire la déclaration écrite à la Commune au moins deux mois avant la date d'installation prévue.

La déclaration, rédigée sur un formulaire type disponible à la Commune, sera signée par au moins trois représentants de l'organisation de jeunesse ainsi que par le bailleur. Ils seront solidairement responsables.

§ 2 Un contrat de location sera conclu entre le bailleur et les responsables de l'organisation de jeunesse.

Un exemplaire de celui-ci sera annexé au formulaire de déclaration.

Le bailleur et le locataire s'engagent à veiller à la stricte application des modalités fixées par la Commune pour l'évacuation des déchets ménagers ainsi qu'au respect du règlement redevance sur le traitement des déchets ménagers et y assimilés pour les organisations de jeunesse.

Article 152

§ 1 Pour héberger un camp de jeunes dans un bâtiment ou partie de bâtiment qui n'est prévu à cette fin que temporairement, le bailleur devra joindre au formulaire de déclaration les preuves que les normes de sécurité et d'hygiène sont respectées.

§ 2 Peuvent accueillir des camps de jeunes, les terrains situés à au moins 100 mètres d'une zone de captage et à au moins 100 mètres des habitations autres que celle du bailleur.

Article 153

En plus des obligations fixées à l'article 151, le bailleur doit :

1° prévoir l'approvisionnement en eau du camp ;

2° remettre un exemplaire du présent Règlement général de Police administrative au locataire dès la conclusion du contrat de location ;

3° veiller à ce que, en cas d'urgence, les services de secours puissent accéder à l'emplacement du camp ;

4° remettre aux responsables du camp de jeunes, avant le début du séjour :

- les coordonnées complètes des services d'aide, service 100, médecins, hôpitaux, pompiers, police, agents du Département de la Nature et des Forêts compétents pour le cantonnement ;
- les informations relatives à l'utilisation de la forêt.

Article 154

En plus des obligations fixées à l'article 151, le locataire doit :

1° faire la preuve de la souscription d'une assurance couvrant la responsabilité civile de l'organisation et de ses membres à l'égard des tiers ou d'autres membres de l'association ;

2° veiller à ce qu'une personne majeure soit présente sur le camp en tout temps ;

3° veiller à la sécurité des foyers. Les feux de camp sont tolérés conformément à la réglementation communale et dans les zones forestières moyennant l'accord complémentaire et préalable de l'agent du DNF responsable, à l'endroit défini par celui-ci et en dehors des périodes qui pourraient faire l'objet d'une décision d'interdiction par un arrêté du SPW ou une ordonnance communale, en cas de sécheresse notamment ;

4° veiller à ce que le camp soit tenu dans un état de stricte propreté ;

5° veiller à ce que toutes les activités et manifestations organisées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp, ne puissent troubler la tranquillité et l'ordre publics. Il interdira l'usage de systèmes d'amplification fixes ou mobiles sauf autorisation écrite délivrée par l'autorité communale. Il interdira l'usage de pétards. Il veillera au respect des dispositions légales et réglementaires sur le tapage nocturne ;

6° veiller à ce qu'aucun membre de l'organisation ne s'expose à des critiques par son comportement, sa tenue ou ses propos. Il devra respecter et faire respecter les habitants, les membres des autres organisations, les villégiateurs, les biens privés ou publics, l'environnement et les usages du lieu.

Section 9 : des maisons de vacances.

Article 155

Les maisons de vacances, gîtes, gîtes à la ferme, gîtes d'étape, ... sont autorisés sur le territoire communal s'ils sont en accord avec la législation en vigueur.

Chapitre 6 De la tranquillité publique

Section 1 de la lutte contre les nuisances sonores

Article 156

Sont interdits tous bruits ou tapages diurnes ou de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité ou dus à un défaut de prévoyance ou de précaution, qu'ils soient le fait personnel de leurs auteurs ou qu'ils résultent d'appareils en leur détention ou d'animaux sous leur garde.

Article 157

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, l'usage, à moins de 100 mètres de toute habitation, de tondeuses, scies circulaires, tronçonneuses et autres engins bruyants, actionnés par moteur, de quelque nature que ce soit, électrique, à l'explosion ou à combustion interne, est interdit sur tout le territoire de la Commune, en semaine entre 22 heures et 7 heures et le dimanche et les jours fériés toute la journée sauf entre 10 et 12h00.

Cette disposition n'est pas applicable aux engins agricoles et aux engins d'utilité publique.

Article 158

Sont interdits, les bruits faits à l'intérieur des immeubles, des habitations ou de leurs dépendances, tels que ceux qui proviennent des télévisions, haut-parleurs, instruments de musique, travaux industriels, commerciaux ou ménagers, jeux bruyants et cris d'animaux qui sont susceptibles de troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants du voisinage.

Article 159

Les alarmes placées sur les habitations ne peuvent incommoder le voisinage. Le propriétaire d'une habitation dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Article 160

Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas dans les 30 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 161

L'alarme est définie comme un appareil ou un dispositif destiné à prévenir la commission (En droit : fait de commettre volontairement un acte répréhensible) d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de fumée à l'intérieur d'un endroit interdit ou momentanément interdit au public.

Article 162

Hormis l'usage de systèmes d'alarme dans les conditions déterminées par le présent règlement, il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public ou le cas échéant dans une propriété privée sise aux abords des lieux accessibles au public.

Article 163

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Article 164

A défaut de pouvoir constater l'infraction avec le matériel adéquat ou le personnel formé à cet effet, sans préjudice des dispositions prévues par les lois et décrets en matière de lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores audibles sur la voie publique ne peut, lorsqu'elles sont produites à partir d'un immeuble ou d'un véhicule, dépasser et donc ainsi augmenter le niveau sonore du bruit ambiant de la voie publique existant en l'absence desdites ondes.

Ces bruits ne peuvent en tout cas être perceptibles de l'extérieur entre 22 heures et 7 heures.

Les services habilités à constater pourront, afin de vérifier cette augmentation faire stopper momentanément la source de ces ondes.

En cas d'infraction, soit si une différence est perçue par ces services, les appareils propageant ce type d'ondes pourront être saisis administrativement sur instruction et responsabilité d'un Officier de police administrative (Obligatoire selon Art 30 LSFP).

Article 165

Les propriétaires, gardiens et surveillants d'animaux dont les aboiements, hurlements, cris, chants et autres émissions vocales perturbent anormalement le repos des habitants ou la tranquillité publique doivent prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble.

Article 166

Les utilisateurs de véhicules automoteurs doivent en tout temps empêcher la propagation des bruits émanant de leur véhicule, notamment le claquement des portières, l'emballement répétitif du moteur, le crissement des pneus, la diffusion de musique,...

Article 167

Sauf dérogation préalable et expresse du Collège Communal, la diffusion de musique cessera à 2h00.

Les organisateurs de soirées en plein air, les propriétaires, directeurs, organisateurs ou gérants de salles de bals, divertissements et spectacles, de cabarets, de dancings, et plus généralement, de tous établissements publics, ont l'obligation de prendre des mesures requises pour éviter que la musique diffusée dans leur établissement ou tout genre de vacarme ne s'entende, de manière à ne pas importuner les voisins.

En cas d'infraction, les appareils pourront être saisis judiciairement pour les suites d'enquêtes par les OPJ dépêchés sur place.

Article 168

Le Bourgmestre ou son délégué peut faire évacuer les établissements publics où il constate du tapage de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Par établissement public, il faut entendre tout lieu où le public est admis, même si cette admission se fait sous certaines conditions.

Article 169

Sans préjudice de ce que prescrit l'article 156, il est interdit, sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, demandée au moins 10 jours ouvrables à l'avance :

- De faire de la publicité par haut-parleur audible de la voie publique;
- De faire usage, sur la voie publique, de radios, mégaphones, diffuseurs, haut-parleurs, orgues de barbarie, pick-up, enregistreurs.

La présente disposition s'applique également aux radios et enregistreurs ou autres moyens de diffusion utilisés dans des véhicules si les sons ou bruits sont perçus à l'extérieur.

Article 170

En tout temps, les émissions cesseront lorsque l'engin se situera à 50 mètres des hôpitaux, des établissements scolaires, des crèches, homes, mortuaires et des parcs publics.

Article 171

Toutefois, les commerçants ambulants vendant de la crème glacée sont autorisés à utiliser un carillon afin de prévenir leurs clients. L'émission sera autorisée, pour ces commerçants uniquement, du 1er mai au 30 septembre de 08h00 à 22h00.

Dès que le véhicule se trouve à l'arrêt, la diffusion de musique doit cesser.

Article 172

Sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, l'usage, sur les fêtes foraines, de haut-parleurs, sirènes, sifflets, trompes, autres instruments particulièrement bruyants et la diffusion des musiques foraines sont interdites entre 0h00 et 8h00. Cette autorisation n'est accordée qu'aux forains légitimement installés et aux directeurs ou entrepreneurs des fêtes.

Section 2. De l'implantation d'établissements de jeux, de divertissement ou de spectacles de charme.

Article 173

Nul ne peut, sans permis préalable, écrit ou exprès du Collège Communal, affecter ou laisser affecter, s'il est propriétaire du bien en cause, tout ou partie d'un immeuble à l'exploitation d'établissements de jeux de divertissement, de spectacles de charme ou maison de débauche, tels que luna-park, sex-shop, peep-shows.

Nul ne peut, sans permis préalable, écrit ou exprès du Collège Communal, affecter ou laisser affecter, s'il est propriétaire du bien en cause, tout ou partie d'un immeuble à l'exploitation de toutes implantations nouvelles de magasins de nuit et bureaux privés pour les télécommunications sur le territoire communal.

Section 3. De l'exploitation d'un magasin de nuit

Article 174

L'exploitant d'un magasin de nuit installé sur le territoire communal est tenu de fermer son établissement entre 23h00 et 5h00. Ces heures, suivant la situation, pourront être revues par le Conseil communal.

En application de l'article 18 § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 10 novembre 2006, les critères objectifs pouvant justifier un refus d'autorisation d'implantation ou d'exploitation d'un magasin de nuit sont, entre autres:

- 1) les cités et lotissements où la notion de logement est prépondérante,
- 2) tout lieu où la circulation routière pourrait être perturbée et entravée.

En outre, le Bourgmestre pourra toujours ordonner la fermeture des établissements visés par le présent règlement comme il est prévu au §3 de l'article 18 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

Section 4. Des débits de boissons - Heures de fermeture - Maintien de l'ordre.

Article 175

Le Bourgmestre peut ordonner par décision motivée par les exigences de la tranquillité publique ou du maintien de l'ordre, la fermeture totale d'un débit de boissons ou sa fermeture à une heure qu'il fixera.

Article 176

Les heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement doivent être lisiblement affichées à la porte d'entrée.

Article 177

En dehors des terrasses autorisées, il est interdit, sur tout le territoire de la commune, de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique excepté sur les lieux des marchés publics, des braderies, des foires et de toute autre manifestation publique dûment autorisée par l'autorité communale. L'autorité communale peut assortir cette autorisation de toute condition qu'elle jugera bon de poser, en fonction des circonstances.

Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative susceptible de faire respecter ces interdictions.

Chapitre 7 Dispositions communes aux chapitres précédents

Article 178

§1 Quiconque constate l'imminence ou l'existence d'un événement de nature à mettre en péril la salubrité ou la sûreté publiques est tenu d'alerter immédiatement l'autorité publique. Est interdite toute alerte ayant pour seul but de provoquer inutilement l'intervention de l'autorité publique.

§2 Il est interdit à toute personne de faire appel aux services de sécurité et/ou d'utilité publiques, ainsi que les autorités administratives sans motif légitime.

§3 L'accès répété aux bâtiments accueillant ce type de service sans motif flagrant voire en cas de confusion est considéré comme dérangement intempestif et sanctionné de même manière.

Article 179

Tout propriétaire d'un immeuble, bâti ou non, est tenu d'obtempérer à l'ordre du Bourgmestre de clôturer cet immeuble ou de lui appliquer des mesures d'entretien ou d'assainissement dans le but de préserver la propreté, la salubrité, la sûreté ou la tranquillité publiques.

Article 180

Tous travaux de construction, de plantation et de terrassement, toute pose de signes distinctifs de sépulture sont interdits dans les cimetières, les dimanches et jours fériés. Ils sont soumis à autorisation préalable de l'autorité compétente. A partir de l'avant-dernier jour ouvrable du mois d'octobre jusqu'au 2 novembre inclus, il est en outre interdit d'effectuer tous travaux d'entretien des sépultures.

Article 181

Dans les cimetières, il est défendu de se livrer à tout acte, à toute attitude ou à toute manifestation troublant ou pouvant troubler la décence du lieu, l'ordre et le respect dû aux morts. Il est également interdit de colporter, d'étaler, de vendre des objets quelconques ou de faire des offres de service, d'apposer des affiches, écrits, tableaux ou autres signes d'annonces. Quiconque enfreint l'une des défenses portées à l'alinéa précédent, est expulsé du cimetière, sans préjudice des poursuites éventuelles.

La commune n'assure pas la garde des objets déposés sur les tombes.

Article 182

Excepté les véhicules de service et d'entretien, les véhicules des entreprises de construction de sépultures, aucun véhicule autre que le corbillard ne peut entrer dans le cimetière. Exceptionnellement, le Bourgmestre pourra autoriser des personnes invalides ou impotentes à se rendre en voiture auprès des tombes de leurs parents et ce aux jours et heures fixés par lui.

Article 183

Il est interdit de franchir les grilles, murs d'enceinte ou treillis entourant les sépultures, de grimper sur les tombeaux, de dégrader les monuments et les terrains qui en dépendent de traverser les pelouses et quitter les chemins ou sentiers, d'écrire ou d'effacer sur les monuments, de couper ou d'arracher les fleurs, arbustes et autres plantations.

Article 184

La plantation, par des particuliers, d'arbres ou d'arbustes à hautes tiges, est interdite.

Article 185

La police locale et, à défaut, le fossoyeur, expulsera tout individu qui enfreindra les dispositions de la présente réglementation et ils en feront immédiatement rapport au Bourgmestre.

Article 186

La garde du cimetière est confiée à l'autorité compétente.

Article 187

Le fossoyeur doit veiller en bon père de famille aux corps déposés au cimetière. Il est chargé, sous l'autorité du Bourgmestre, de l'exécution de toutes les dispositions du présent règlement concernant le champ des morts. Il maintiendra l'ensemble du cimetière en parfait état d'entretien et exécutera tous les travaux voulus, sauf ceux dévolus aux particuliers. Il accomplira toutes les missions que requiert l'inhumation des morts, avec toute la décence qu'exige le respect dû aux défunts. D'une manière générale, il exécutera les instructions qui lui seront données par le Bourgmestre ou son délégué, en vue de l'accomplissement de sa mission. Le fossoyeur est tenu de rendre compte au Bourgmestre de tous méfaits et de toutes infractions dont il aurait connaissance, relativement au service des inhumations, du cimetière et du transport des morts.

Article 188

L'autorité compétente est chargée de la surveillance du cimetière pour ce qui concerne son entretien et son organisation, conformément au règlement communal spécifique.

Article 189

Pour ce qui ne serait pas réglé par les articles 172 à 180, il y a lieu de se référer au règlement communal spécifique.

Chapitre 9 Des marches folkloriques, grands feux, cortèges carnavalesques et autres

Section 1. Les marches folkloriques

Article 190

Les marches folkloriques seront organisées selon le calendrier et conformément au règlement spécifique à chaque manifestation. Si de nouvelles marches étaient créées, elles devraient être agréées par le Collège Communal et ne pourraient sortir avant cette agrégation, et elles devraient se soumettre aux prescriptions du présent règlement.

Article 191

Toute modification dans le sens de la fusion ou de l'augmentation des compagnies se fera de commun accord entre le Collège Communal et le corps d'office concerné et autorisé.

Article 192

Les officiers et marcheurs de chaque compagnie devront se conformer strictement aux ordres de la police chargée de la bonne ordonnance et du respect de l'horaire du cortège.

Article 193

Tous perturbateurs troublant l'ordre public seront expulsés par l'officier de la compagnie et, si besoin, par la police, sans qu'ils puissent réclamer de compensation de quelque nature que ce soit.

Article 194

Aucun autre groupement ne pourra prendre part à la marche, si ce n'est avec l'autorisation écrite du Collège Communal et en accord avec le corps d'office.

Article 195

Il est interdit de porter des armes en état d'ivresse. Dans tel cas, les armes seront retirées obligatoirement par l'officier. A défaut, il le sera par la police avec les sanctions que la législation en vigueur impose en la matière.

Article 196

Le jour de la marche, il est interdit de porter encore les armes après 22h00, sauf le jour de la retraite qui devra impérativement se terminer à 23h00.

Article 197

Les armes en état de tirer ne pourront être confiées aux enfants de moins de 16 ans.

Article 198

Il est interdit de marcher avec les armes chargées et d'entrer dans les édifices publics ou religieux, cafés, magasins et autres lieux habités avec de telles armes.

Article 199

Il est interdit de tirer des coups de fusils hors le temps des décharges, sauf pour décharger l'arme qui n'aurait pas fait feu et ce dans un temps proche de la décharge.

Article 200

Les participants aux marches pourront être exclus pour les années suivantes en cas de non-respect des articles du présent chapitre.

Section 2. Les grands feux, cortèges carnavalesques et autres

Article 201

L'organisation des grands feux et cortèges carnavalesques est régie par l'article 2 du présent règlement.

De plus l'itinéraire et le timing seront annexés à la demande. Une couverture d'assurance en responsabilité civile pour ce type d'événement devra en outre être présentée par l'organisateur lors de cette demande.

Article 202

Conformément à l'AR du 27/01/2008 relatif aux véhicules folkloriques, il est interdit de faire circuler un tel véhicule sur la voie publique sans obtenir au préalable l'autorisation du Bourgmestre de la commune de départ du véhicule.

Article 203

Une couverture d'assurance en responsabilité civile pour le véhicule devra impérativement être exhibée à l'autorité communale avant la délivrance de l'autorisation requise. Une preuve similaire sera remise concernant le véhicule tracteur. Ce dernier devant en outre être en ordre de contrôle technique.

En cas de changement de véhicule tracteur, une nouvelle autorisation devra être sollicitée.

Article 204

Chaque véhicule ou remorque doit faire l'objet d'une autorisation distincte à moins qu'il ne fasse partie d'un train de véhicule.

Article 205

L'organisateur doit assurer la sécurité des participants notamment par la mise en place :

- a. Pour les grands feux, cortèges carnavalesques, et autres, d'un panneau de dimensions minimum de 1 m de largeur sur 1,25 m de hauteur reprenant le signal A51 avec la mention "FESTIVITES LOCALES" aux entrées possibles de l'itinéraire ;
- b. de véhicules équipés de gyrophares de teinte orange agrémentés d'un panonceau "FESTIVITES LOCALES" à 50 m de part et d'autre du cortège ;
- c. de signaleurs munis d'un survêtement auto-réfléchissant, du signal portatif C3 et d'une lampe à faisceau rouge pour l'encadrement du cortège entre les véhicules précités au b. en vue de faire respecter les directives du Code de la route.

Article 206

La zone de secours sera avisée par l'organisateur simultanément à la demande d'autorisation au Bourgmestre.

Article 207

Le Bourgmestre demandera avis aux zones de secours et services de Police avant la délivrance de l'autorisation.

Article 208

Les feux ne peuvent être allumés qu'en respect de l'article 293 du présent règlement.

La distance pourra, en raison de la configuration des lieux fixés par la tradition, être réduite sous la responsabilité du Commandant des Pompiers après accord du Bourgmestre en suite de l'avis stipulé à l'article 201.

Article 209

Le Service des Pompiers devra être présent depuis l'allumage du feu jusqu'au terme de l'ignition si sa présence est stipulée dans l'autorisation.

Article 210

Le bûcher devra impérativement être allumé aux heures prescrites conformément à l'autorisation donnée.

Article 211

Le responsable du Service des Pompiers dépêché sur place pourra interdire l'ignition sur simple ordre verbal à l'organisateur.

Cet ordre fera l'objet d'un rapport motivé au Bourgmestre.

En cas de refus d'injonction, ce responsable fera réquisition des services de Police.

Article 212

En conformité avec l'article 294, le feu ne pourra être bouté au bûcher par temps de grands vents.

Article 213

Le bûcher sera délimité sur l'ensemble de son pourtour par un matériel tel que barrières Nadar afin d'éviter tout incident aux participants.

Article 214

Sont défendus dans les lieux publics, tous déguisements ou masques, de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs, aux autorités publiques et aux cultes.

Article 215

Il est défendu aux personnes masquées, déguisées, de jeter des substances ou objets quelconques susceptibles de blesser et/ou souiller, de molester ou invectiver le public, de s'introduire avec violence dans les établissements publics ou les maisons particulières, de se livrer publiquement à des excentricités grossières, malséantes, insultantes ou de nature à jeter le discrédit sur des personnes quelconques ou à importuner le public.

Article 216

Il est interdit de molester ou d'invectiver les personnes masquées ou déguisées.

Chapitre 10 **La police des spectacles**

Article 217

Dans les théâtres, cinémas, cirques, salles de spectacles, chapiteaux, sur les podiums dans les lieux publics, l'accès à la scène et aux installations techniques est interdit à toute personne qui n'est pas appelée par des raisons de service ou de spectacle.

Article 218

Les accessoires techniques et objets de décorations nécessaires au spectacle sont accrochés aux parois ou suspendus aux plafonds ou aux tringles surplombant les spectateurs et artistes par un système fiable de fixation empêchant leur chute et résistant au feu pendant au moins une demi-heure. Ils sont sous la responsabilité du régisseur ou du responsable technique qui veille à ce qu'il en soit fait un emploi prudent.

Article 219

Toute personne s'abstiendra de gêner la vue des spectateurs, d'interpeller ou d'apostropher les artistes et de troubler le spectacle de quelque façon que ce soit, notamment par le jet d'objets quelconques, par l'usage de moyen de téléphonie mobile ou de jeux portables.

Sans préjudice de l'amende administrative prévue, la Police pourra expulser le perturbateur.

Article 220

Dans les théâtres, cinémas, cirques, salles de spectacles, chapiteaux, spectacles en plein air, il est interdit de procéder à la distribution ou à la vente de produits ou matières potentiellement dangereux lorsque leur utilisation compromet la sécurité publique.

Chapitre 11 **De la conservation de la nature**

Article 221

Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

- Haie : Toutes bandes ou îlots boisés d'une largeur inférieure ou égale à 10 m, mesurés entre les lignes extérieures constituées d'espèces indigènes que celles-ci soient basses, taillées, ou libres ;
- Arbre : Tout arbre à haute tige résineux ou feuillu dont le diamètre du tronc mesuré à 1,5 m du sol atteint 0,40 m ;
- Arbre têtard : Tout arbre taillé de manière à former une touffe au sommet du tronc ;
- Espace naturel sensible : toute zone d'écophysionomie riche en biodiversité telle que : des massifs de haies, des espèces d'arbres remarquables, des espaces boisés variés, des zones inondables, des ruisseaux, mares et étangs, des sources, des fossés-lagunes. L'espace naturel sensible fait obligatoirement partie d'une liste établie par chaque commune sur base d'un avis de la C.C.A.T.M. Cette liste devra être adoptée par le Conseil communal. Tous les 3 ans, cette liste fera l'objet d'une mise à jour.

Article 222

Nul ne peut, sans autorisation écrite délivrée par le Collège Communal conformément à l'article 214 du présent règlement:

1. Abattre des arbres et arbres têtards isolés, groupés ou alignés ;
2. Abattre ou arracher des haies ou parties de celles-ci ;
3. Modifier sensiblement la silhouette des arbres isolés, groupés ou alignés. Cette mesure ne vise pas les arbres têtards qui nécessitent une taille régulière.
4. Accomplir tout acte pouvant conduire à la disparition des arbres et arbres têtards isolés, groupés ou alignés et des haies ;

Article 223

Il est interdit :

1. D'utiliser tout inhibiteur de croissance ou tout défoliant qui aurait pour effet de détruire ou d'endommager certaines parties vitales des arbres, arbres têtards et haies ;
2. D'accomplir tout acte qui risque de porter atteinte aux racines et écorces des arbres, arbres têtards et haies, notamment :

- le revêtement des terres par un enduit imperméable ;
- le stockage ou vidange de sels, d'huiles, d'acides et détergents ;
- l'utilisation d'herbicides, de défoliants ou de produits dangereux pour les racines et les écorces ;
- le feu.

Article 224

Ne sont pas soumis aux articles 222 et 223 du présent règlement :

1. les bois et forêts au sens du Code forestier, qu'ils soient soumis ou non ;
2. les bois et forêts non repris au 1 et dont l'abattage est soumis à un permis d'urbanisme en vertu de l'article 84§1.9° du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;
3. les arbres destinés à la production horticole ;
4. les arbres alignés qui ont comme principal objectif la production de bois ;
5. les arbres, arbres têtards et les haies détruites par des causes naturelles ;
6. les arbres, arbres têtards et les haies dont l'abattage ou l'arrachage est prescrit en vertu de l'article 135 de la loi communale ;
7. les arbres isolés à hautes tiges plantés dans les zones d'espaces verts prévus par les plans d'aménagement en vigueur, ainsi que les arbres existants dans un bien ayant fait l'objet d'un permis de lotir dont l'abattage est soumis à un permis d'urbanisme en vertu de l'article 84§1,10° du CWATUPE ;
9. les travaux d'entretien concernant l'élagage, la taille et le recépage ne mettant pas en péril le végétal ;
10. les arbres et arbres têtards plantés ou que l'on a laissé se développer en infraction à l'article 56 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Article 225

Dans le présent article, sont entendus comme « espaces naturels sensibles » les sites de grand intérêt biologique (un inventaire de ces sites est disponible sur le site <http://biodiversite.wallonie.be>), les zones humides d'intérêt biologique (telles que définies dans l'arrêté royal du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique), les sites Natura 2000, les réserves naturelles reconnues,...

Les propriétaires des zones reconnues comme « espaces naturels sensibles » devront impérativement prévenir et avoir reçu l'accord de l'administration communale et de la CCATM en vue d'y apporter un quelconque aménagement.

Ces mêmes propriétaires devront veiller à la protection et au maintien en bon état écologique de ces espaces naturels sensibles.

Il est interdit dans les espaces naturels sensibles :

1. de procéder à un quelconque remblayage ;
2. de modifier le relief et l'état du sol ;
3. de procéder à tous drainages sauf accord concerté entre le propriétaire, la CCATM et la Commune ;
4. d'y ériger des constructions sauf dérogation apportée par le Conseil communal après étude et analyse.

Ces zones englobent bien évidemment les zones à haute protection déjà reconnues par la Région ou l'Europe (exemple : Natura 2000).

Ces zones reconnues par le Conseil communal seront signalées par des panneaux ad hoc.

Article 226

1. La demande d'autorisation est adressée au Collège Communal ou déposée contre récépissé à l'Hôtel de Ville.

La demande doit contenir les documents suivants :

- Le formulaire de demande signé et daté par le demandeur (fourni par l'administration) ;
- Le(s) croquis de repérage ;
- La (les) photo(s) éventuelle(s).

2. Si la demande est complète, la commune adresse au demandeur un accusé de réception. La commune transmet immédiatement le dossier de demande au service du département de la Nature et des Forêts du ressort. Ce dernier transmet son avis au Collège Communal dans les quinze jours.

3. La décision du Collège Communal octroyant l'autorisation est transmise par envoi normalisé au demandeur ou par lettre recommandée en cas de refus, dans les vingt jours ouvrables à compter de la date de remise de l'accusé de réception. A défaut de décision rendue dans ce délai, l'autorisation est censée être accordée.

4. Les délais visés dans l'article sont doublés pendant la période du 1^{er} juillet au 31 août.

5. La décision octroyant l'autorisation peut être subordonnée à des conditions précises en vue de la reconstitution du milieu.

6. Si l'autorisation est accordée, les travaux d'abattage devront impérativement être réalisés dans la période du 1^{er} octobre au 30 mars, sauf cas de force majeure dûment motivé dans la demande.

Article 227

1. Dans un but de préservation de la sécurité publique, le Collège Communal peut ordonner au propriétaire, au titulaire d'autres droits réels ou au locataire que des mesures d'entretien soient prises pour assurer le développement normal des haies et des arbres et arbres têtards et de limiter les risques de chutes de branches notamment par l'élagage ou par la taille.

2. Le propriétaire ou le titulaire d'autres droits réels de tout arbre, arbre têtard ou haie, qui viendrait à être partiellement ou totalement endommagé par causes naturelles (foudre, tempête, ...) et qui pour ces raisons devrait être abattu ou arraché d'urgence, en avertit immédiatement le Collège Communal. Si le terrain sur lequel est situé l'(les) arbre(s), arbre(s) têtard(s) ou la (les) haie(s) est loué, cette obligation incombe au locataire qui en avertira dans le même temps le propriétaire.

Chapitre 12

De la plantation des végétaux

Article 228

Toute plantation doit être faite en conformité avec les règles du CWATUPE.

Article 229

Toute plantation doit se faire conformément à l'article 35 du code rural.

En conséquence, l'alignement est fixé à 2 m au moins de la limite de la voie publique pour les plantations à hautes tiges et à 0,50 m au moins pour toute espèce de construction ou clôture de nature à empiéter sur le chemin ou à entraver la circulation, telles que par exemple, les haies vives et les haies de ronces artificielles.

Article 230

Conformément à l'article 35 bis du Code Rural, dans les zones agricoles, il n'est permis de procéder à des plantations à moins de 6 m de la ligne séparatrice de deux héritages et sans avoir obtenu l'autorisation du Collège Communal.

La même distance est applicable pour les plantations en zone forestière située en bordure d'une zone agricole.

Article 231

Conformément au CWATUPE, les plantations de " sapins de Noël " devront faire l'objet d'un permis d'urbanisme du Collège Communal.

Elles devront être exploitées dans le but original de leur plantation, soit coupées lorsque les sapins auront atteint la hauteur de 2 à 3 m.

Chapitre 13 **De la circulation en forêt**

Article 232

En forêt, conformément au Code Forestier, il est interdit :

1. d'utiliser des véhicules automoteurs en dehors des voiries publiques ou aires balisées à cet effet. Cette interdiction ne concerne pas les véhicules du service nécessaires à la gestion, à l'exploitation de la forêt et à l'exploitation agricole.
2. de circuler hors de ces mêmes voiries, tant à pied qu'à cheval ou à vélo de quelque type qu'il soit.

Toutefois, les personnes domiciliées dans l'entité ainsi que celles y possédant la qualité de second résident, sont autorisées à circuler dans les bois communaux pour effectuer la cueillette de fleurs non protégées et la récolte des fruits et champignons destinés à leur usage personnel et non à des fins commerciales.

Cette dérogation est assortie des conditions suivantes :

- la cueillette et la récolte ne pourront s'effectuer que durant la période du 1er mars au 15 novembre de chaque année entre le lever et le coucher du soleil, à pied, en respectant la propreté et la quiétude de la forêt ainsi que l'exercice du droit de chasse.
- la cueillette du champignon se fera avec un couteau afin de couper le pied.
- le respect du droit de chasse sera concrétisé par une interdiction de circuler les veilles et jours de battues de chasse ainsi que lorsque la chasse à l'approche ou la chasse à l'affût sont annoncées ou pratiquées.

3. de perturber le milieu naturel par des bruits exagérés et inutiles.

4. d'abandonner des déchets de toutes natures.

5. conformément à l'article 18 du même code, les chiens et autres animaux de compagnie doivent être tenus en laisse.

Sous-titre 2 : Des infractions mixtes

Chapitre 14 **Des infractions mixtes**

Section 1. Infractions mixtes de 1^{ère} catégorie

Article 233

Coups et blessures volontaires (art. 398 CP)

Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups sera puni d'une amende administrative.

En cas de préméditation, l'amende sera portée au double.

Article 234

Injures (art. 448 CP)

§1. Quiconque aura injurié une personne, soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes dans l'une des circonstances suivantes :

-soit dans des réunions ou lieux publics ;

-soit en présence de plusieurs individus dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter ;

-soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ;

-soit par des écrits imprimés ou non, des images ou des emblèmes affichés, distribués ou vendus, véhiculés par l'intermédiaire de réseaux sociaux, mis en vente ou exposés au regard du public ;

-soit enfin, par des écrits non rendus publics mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes notamment au moyen de réseaux sociaux.

sera puni d'une amende administrative.

§2. Quiconque, dans l'une des circonstances indiquées au §1, aura injurié par paroles, en sa qualité ou en raison de ses fonctions, une personne dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou ayant un caractère public sera puni d'une amende administrative.

Article 235

Destruction de tout ou partie de voitures, wagons et véhicules à moteur (art. 521 alinéa 3 CP)

Seront punis d'une amende administrative, ceux qui auront, hors de l'incendie visé à l'article 510 du Code pénal, détruit, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, ou mis hors d'usage à dessein de nuire, des voitures, wagons et véhicules à moteur.

Section 2. Infractions mixtes de 2^{ème} catégorie

Article 236

Vols simples (vols commis sans violences ni menaces) (art. 461 CP +463 CP)

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol et sera puni d'une amende administrative.

Est assimilé au vol le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

Article 237

Destructions ou dégradations de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526 CP)

Sera puni d'une amende administrative, quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé:

- Des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales;
- Des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation;
- Des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics.

Article 238

Graffitis (art.534bis CP)

Sera puni d'une amende administrative, quiconque réalise sans autorisation, des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Article 239

Dégradations immobilières (art.534ter CP)

Quiconque aura volontairement dégradé les propriétés immobilières d'autrui sera puni d'une amende administrative.

Article 240

Destruction méchante d'arbres (art. 537 CP)

Quiconque aura méchamment détruit une ou plusieurs greffes des arbres sera puni d'une amende administrative.

Article 241

Destruction de clôtures/bornes (art. 545 CP)

Sera puni d'une amende administrative, quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, détruit des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites ; déplacé ou supprimé des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages.

Article 242

Dégradations/Destructions mobilières volontaires (art. 559, 1 CP)

Seront punis d'une amende administrative (hors les cas prévus par le Chapitre III, titre IX livre II CP) ceux qui auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui.

Article 243

Tapage nocturne (article 561, 1 du Code pénal)

Seront punis d'une amende administrative, ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Article 244

Bris de clôture (art. 563,2 CP)

Seront punis d'une amende administrative, ceux qui auront volontairement dégradé des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites.

Article 245

Petites voies de fait et violences légères (art. 563, 3° CP)

Seront punis d'une amende administrative, les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient ni blessé, ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures ; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller.

Article 246

Interdiction de se présenter en public le visage masqué ou dissimulé (article 563bis du Code pénal)

Seront punis d'une amende administrative, ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables.

Ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.

Sous titre 3 : Arrêts et stationnement

Chapitre 15 **Des infractions relatives à l'arrêt et au stationnement et des infractions aux signaux C3 et F103**

Remarques préliminaires

L'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales permet aux communes d'appliquer une sanction administrative pour certaines infractions liées à l'arrêt et au stationnement commises par des personnes physiques majeures ou des personnes morales.

Cette disposition est validée par le protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi de Namur et les communes de la Zone de police entre Sambre et Meuse, pour que ces infractions puissent être traitées par voie de sanctions administratives (article 23 §1^{er} de la loi SAC).

Ce protocole est annexé au présent règlement.

Les infractions concernées sont réparties par l'arrêté royal du 9 mars 2014 en quatre catégories précisant le montant des amendes administratives qui y sont liées, en fonction de la gravité de la menace qu'elles représentent pour la sécurité routière et la mobilité.

A. Des infractions

Section 1 : Infractions de 1^{ère} catégorie

Sont sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 55,00 € les infractions de 1^{ère} catégorie suivantes :

Article 247

Conformément à l'article 22 bis, 4° a du Code de la route, le stationnement dans les zones résidentielles est interdit sauf :

- aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lesquels est reproduite la lettre « P » ;
- aux endroits où un signal routier l'autorise.

Article 248

Conformément à l'article 22, ter, 1, 3° du Code de la route, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur les voies publiques munies de dispositifs surélevés, qui sont annoncés par les signaux A14 et F87, ou qui, aux carrefours sont seulement annoncés par un signal A14 ou qui sont situés dans une zone délimitée par les signaux F4a et F4b, sauf réglementation locale.

Article 249

Conformément à l'article 22 sexies 2 du Code de la route, le stationnement est interdit dans les zones piétonnes.

Article 250

Conformément à l'article 23.1, 1° du Code de la route, tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé à droite par rapport au sens de la marche. Toutefois, si la chaussée est à sens unique, il peut être rangé de l'un ou de l'autre côté.

Article 251

Conformément à l'article 23.1, 2° du Code de la route, tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé :

- hors de la chaussée sur l'accotement de plain-pied ou, en dehors des agglomérations, sur tout accotement ;
- s'il s'agit d'un accotement que les piétons doivent emprunter, une bande praticable d'au moins 1,50 m de largeur doit être laissée à leur disposition du côté extérieur de la voie publique ;
- si l'accotement n'est pas suffisamment large, le véhicule doit être rangé partiellement sur l'accotement et partiellement sur la chaussée ;
- à défaut d'accotement praticable, le véhicule doit être rangé sur la chaussée.

Article 252

Conformément à l'article 23.2, al. 1^{er}, 1° à 3° du Code de la route, tout véhicule rangé totalement ou partiellement sur la chaussée doit être placé :

1. à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée ;
2. parallèlement au bord de la chaussée, sauf aménagement particulier des lieux ;
3. en une seule file.

Conformément à l'article 23.2, al. 2 du Code de la route, les motocyclettes sans side-car ou remorque peuvent toutefois stationner perpendiculairement sur le côté de la chaussée pour autant qu'elles ne dépassent pas le marquage de stationnement indiqué.

Article 253

Conformément à l'article 23.3 du Code de la route, les bicyclettes et les cyclomoteurs à deux roues doivent être rangés en dehors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique de telle manière qu'ils ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers, sauf aux endroits signalés conformément à l'article 70.2.1.3°.f de ce même arrêté royal.

Article 254

Conformément à l'article 23.4 du Code de la route, les motocyclettes peuvent être rangées hors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, de telle manière qu'elles ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers.

Article 255

Conformément à l'article 24, al. 1^{er}, 2°, 4° et 7° à 10° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, en particulier :

- à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable ;
- sur la chaussée à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres en deçà des passages pour piétons et des passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues ;
- aux abords des carrefours, à moins de 5 mètres du prolongement du bord le plus rapproché de la chaussée transversale, sauf réglementation locale ;
- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés aux carrefours, sauf réglementation locale ;

- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés en dehors des carrefours sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée ;
- à moins de 20 mètres en deçà des signaux routiers sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée.

Article 256

Conformément à l'article 25, 1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule en stationnement:

- à moins d'1 mètre tant devant que derrière un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement et à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à un autre véhicule ou son dégagement ;
- à moins de 15 mètres de part et d'autre d'un panneau indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou de tram ;
- devant les accès carrossables des propriétés, à l'exception des véhicules dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement à ces accès ;
- à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à des emplacements de stationnement établis hors de la chaussée ;
- en dehors des agglomérations sur la chaussée d'une voie publique pourvue du signal B9;
- sur la chaussée lorsqu'elle est divisée en bandes de circulation, sauf aux endroits pourvus du signal E9a ou E9b ;
- sur la chaussée, le long de la ligne discontinue de couleur jaune, prévue à l'article 75.1.2° de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;
- sur les chaussées à deux sens de circulation, du côté opposé à celui où un autre véhicule est déjà à l'arrêt ou en stationnement, lorsque le croisement de deux autres véhicules en serait rendu malaisé ;
- sur la chaussée centrale d'une voie publique comportant trois chaussées ;
- en dehors des agglomérations, du côté gauche d'une chaussée d'une voie publique comportant deux chaussées ou sur le terre-plein séparant ces chaussées ;

Article 257

Conformément à l'article 27.1.3 du Code de la route, il est interdit de faire apparaître sur le disque des indications inexactes. Les indications du disque ne peuvent être modifiées avant que le véhicule n'ait quitté l'emplacement.

Article 258

Conformément à l'article 27.5.1 du Code de la route, il est interdit de mettre en stationnement plus de 24 heures consécutives sur la voie publique des véhicules à moteur hors d'état de circuler et des remorques.

Conformément à l'article 27.5.2 du Code de la route, dans les agglomérations, il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de 8 heures consécutives des véhicules automobiles et des remorques lorsque la masse maximale autorisée dépasse 7,5 tonnes, sauf aux endroits pourvus du signal E9a, E9c ou E9d.

Conformément à l'article 27.5.3 du Code de la route, il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de 3 heures consécutives des véhicules publicitaires.

Article 259

Conformément à l'article 27 bis du Code de la route, constitue une infraction le fait de ne pas apposer la carte spéciale visée à l'article 27.4.3. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ou le document qui y est assimilé par l'article 27.4.1. du même arrêté sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule mis en stationnement aux emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées.

Conformément à l'article 70. 2.1 du Code de la route, constitue une infraction le fait de ne pas respecter les signaux E1, E3, E5, E7 et de type E9 relatifs à l'arrêt et au stationnement.

Article 260

Conformément à l'article 70.3 du Code de la route, constitue une infraction le fait de ne pas respecter le signal E11.

Article 261

Conformément à l'article 77. 4 du Code de la route, il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques au sol des îlots directionnels et des zones d'évitement.

Article 262

Conformément à l'article 77.5 du Code de la route, il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques de couleur blanche définies à l'article 77.5 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui délimitent les emplacements que doivent occuper les véhicules.

Article 263

Conformément à l'article 77.8 du Code de la route, il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques en damier composées de carrés blancs apposées sur le sol.

Article 264

Conformément à l'article 68.3 du Code de la route, constitue une infraction le fait de ne pas respecter le signal C3 dans les cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

Article 265

Conformément à l'article 68.3 du Code de la route, constitue une infraction le fait de ne pas respecter le signal F103 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

Section 2 : Des infractions de 2^{ème} catégorie

Sont sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 110,00 € les infractions de 2^{ème} catégorie suivantes :

Article 266

Conformément aux articles 22.2 et 2.4.4° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les routes pour automobiles, sauf sur les aires de stationnement indiquées par le signal E9A.

Article 267

Conformément à l'article 24, al. 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° et 6° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, notamment :

- sur les trottoirs et, dans les agglomérations, sur les accotements en saillie, sauf réglementation locale ;
- sur les pistes cyclables et à moins de 3 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable ;
- sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues et sur la chaussée à moins de 3 mètres en deçà de ces passages ;
- sur la chaussée, dans les passages inférieurs, dans les tunnels et sauf réglementation locale, sous les ponts ;
- sur la chaussée, à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité est insuffisante.

Article 268

Conformément à l'article 25. 1, 4°, 6°, 7° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :

- aux endroits où les piétons et les cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent

- emprunter la chaussée pour contourner un obstacle ;
- aux endroits où le passage des véhicules sur rails serait entravé ;
- lorsque la largeur du passage libre sur la chaussée serait réduite à moins de 3 mètres.

Article 269

Conformément à l'article 25.1, 14° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule en stationnement aux emplacements de stationnement signalés comme prévu à l'article 70.2.1.3°, c de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sauf pour les véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3 du même l'arrêté.

Section 3 : Des infractions de 4^{ème} catégorie

Est sanctionnée d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 330,00 € l'infraction de 4^{ème} catégorie suivante :

Article 270

Conformément à l'article 24, al. 1^{er}, 3° du Code de la route, il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau.

Sous-titre 4 : Dispositions communes

Chapitre 16

Mesures d'office

Article 271

En cas d'infraction au présent règlement ou aux arrêtés pris en exécution de celui-ci, le Bourgmestre peut procéder d'office, en cas de nécessité, aux frais du contrevenant, à l'exécution des mesures que celui-ci reste en défaut d'exécuter.

Article 272

Tout bénéficiaire d'autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer les conditions.

En cas d'infraction à ces conditions, l'autorisation est retirée de plein droit et sans qu'il soit dû par la Commune une quelconque indemnité.

Article 273

Sans préjudice des peines prévues par les lois, décrets, arrêtés ou règlements d'administration générale, régionale ou provinciale, les contraventions aux dispositions du présent règlement sont punies des peines de simple police si elles ne font pas l'objet d'une sanction administrative.

Le tribunal pourra en outre prononcer :

- la confiscation des objets saisis en application du présent règlement et des articles 42 et suivants du Code Pénal.
- la réparation de la contravention dans le délai fixé par le jugement et statuera qu'en cas d'inexécution, l'Administration Communale y pourvoira aux frais exposés sur simple état dressé par le Collège Communal.

Article 274

Les interdictions visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de sécurité dans le cadre de leurs missions.

Le présent règlement sanctionne une série de dérangements publics par différentes sanctions administratives.

Sous-section 1 Des sanctions

Article 275 Les sanctions administratives sont de quatre types :

- L'amende administrative
- La suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.
- Le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.
- La fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Sous-section 2 Compétence du Fonctionnaire sanctionneur

Article 276 L'amende administrative

Hormis en matière d'arrêt et stationnement, pour autant que les faits ne soient pas déjà prévus et sanctionnés pénalement ou administrativement par une loi, un décret ou une ordonnance, les infractions aux articles du présent titre I du règlement sont passibles d'une amende administrative de 350,00 € maximum.

L'amende administrative est infligée par le Fonctionnaire Sanctionneur désigné par le Conseil communal :

- Les infractions aux dispositions prévues sont punies pour les majeurs d'une amende administrative d'un montant maximum de 350,00 €.
- Les infractions aux dispositions prévues sont punies pour les mineurs ayant l'âge de 14 ans au moment des faits, d'une amende administrative d'un montant maximum de 175,00 €.
- Dans ce dernier cas, les parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende infligée au mineur.

Article 277 La récidive

Le montant de l'amende est doublé lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les 24 mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Article 278 Les arrêts et stationnements

Les infractions de 1^{ère} catégorie sont passibles d'une amende de 55,00 €.
Les infractions de 2^{ème} catégorie sont passibles d'une amende de 110,00 €.
L'infraction de 4^{ème} catégorie est passible d'une amende de 330,00 €.

Sous-section 3 Compétences du Collège communal

- La suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.
- Le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.
- La fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Sous-section 4 Compétences Bourgmestre

Article 279

§1 : Le Bourgmestre peut prononcer, conformément à l'article 134 ter de la Nouvelle loi communale, dans le cas où tout retard causerait un préjudice grave et par décision motivée, la fermeture administrative, à titre temporaire, d'un établissement ou la suspension administrative provisoire d'une permission ou d'une autorisation qui avait été accordée, lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ou la permission ne sont pas respectées et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense.

§2 : Si l'ordre public autour d'un établissement accessible au public est troublé par des comportements survenant dans cet établissement, le Bourgmestre peut décider, conformément à l'article 134 quater de la Nouvelle loi communale et par décision motivée, de fermer cet établissement pour la durée qu'il détermine et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense.

§3 : Les décisions visées aux §1 et §2 sont de nature provisoire et d'un délai maximum de trois mois. Elles doivent être confirmées par le Collège communal à sa plus prochaine séance.

Article 280

Conformément à l'article 134 sexies § 1 de la Nouvelle loi communale, le Bourgmestre peut, en cas de trouble de l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du Conseil communal commises dans un même lieu, ou à l'occasion d'évènements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité, décider d'une interdiction temporaire de lieu d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

Le non-respect de cette mesure entraînera une sanction administrative de maximum 350,00 € pour les majeurs et de maximum 175,00 € pour les mineurs de plus de 14 ans.

Chapitre 18 **Le paiement immédiat**

§. 1 : Conformément aux modalités prévues par la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, le paiement immédiat d'une amende administrative peut être proposé aux personnes majeures n'ayant ni résidence ni domicile fixe en Belgique.

Seules les infractions purement administratives (infractions au Titre I, à l'exclusion des infractions mixtes) et les infractions à l'arrêt et au stationnement ainsi qu'aux signaux C3 et F103 peuvent faire l'objet d'un paiement immédiat.

Le paiement immédiat ne peut être proposé que par les membres du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale et locale. L'amende administrative ne peut être immédiatement perçue qu'avec l'accord du contrevenant.

§.2 : Les infractions purement administratives peuvent donner lieu à un paiement immédiat d'un montant maximum de 25,00 € par infraction et d'un montant maximum de 100,00 € lorsque plus de quatre infractions ont été constatées à charge du contrevenant.

§.3 : Les infractions à l'arrêt et au stationnement ainsi que les infractions aux signaux C3 et F103 peuvent donner lieu à un paiement immédiat de 55,00 € pour les infractions de 1^{ère} catégorie, de 110,00 € pour les infractions de 2^{ème} catégorie et de 330,00 € pour l'infraction de 4^{ème} catégorie.

Chapitre 19 **Les protocoles d'accord**

Article 281

§1. Le protocole d'accord relatif aux infractions mixtes conclu entre le Procureur du Roi et la commune sera annexé au présent dès signature.

§2. Le protocole relatif aux infractions à l'arrêt et au stationnement ainsi qu'aux signaux C3 et F103 conclu entre le Procureur du Roi et la commune sera annexé au présent dès signature.

Article 282

L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties et ne porte pas préjudice au droit du Bourgmestre, de recourir aux frais, risques et périls du contrevenant à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

Chapitre 20 **Des mesures alternatives à l'amende administrative**

Article 283

De la médiation pour les majeurs

Définition

La médiation est définie comme une mesure permettant au contrevenant de trouver par l'intervention d'un médiateur un moyen de réparer ou d'indemniser le dommage subi ou d'apaiser un conflit.

Cette procédure est facultative, le Fonctionnaire sanctionnateur peut la proposer s'il l'estime opportune. Le contrevenant est libre de l'accepter ou de la refuser.

Procédure

La procédure de médiation est organisée par le fonctionnaire communal désigné à cette fin « le médiateur » compétent en matière de médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

Le médiateur met en place la procédure de médiation, rencontre les parties (auteur d'infraction et victime), rend compte de la bonne exécution de ladite médiation et vérifie que les accords pris ont bien été respectés.

Un accord reprenant les modalités de la réparation et/ou de l'indemnisation est signé par l'auteur d'infraction et par la victime si elle participe au processus. Un exemplaire de cet accord est remis à chacune des parties.

Délai

L'auteur de l'infraction dispose de 60 jours à dater de la signature de l'accord de médiation pour respecter ses engagements.

Si l'auteur refuse la médiation, une information écrite du refus est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur.

Clôture de la procédure

La procédure de médiation est clôturée par un constat de réussite ou non. Ce constat est transmis au Fonctionnaire sanctionnateur dès les accords respectés, dès l'interruption de la procédure pour non respect des accords et au plus tard à la fin du délai de 60 jours.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger d'amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

Article 284

La prestation citoyenne pour les majeurs

La prestation citoyenne est définie comme étant une prestation d'intérêt général exécutée par le contrevenant au profit de la collectivité.

Cette prestation consiste en une formation et/ou une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal, une fondation ou une asbl.

Conditions

Si le Fonctionnaire Sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant, moyennant son accord ou à sa demande, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

Délai

La prestation citoyenne est de maximum 30 heures et elle doit être effectuée dans un délai de 6 mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire Sanctionnateur.

Procédure

La commune ou la personne morale désignée par la commune en tant que personne encadrant la prestation recherche avec le contrevenant un lieu adéquat pour exécuter la prestation citoyenne, en assure la mise en place et l'encadrement pendant toute la durée de la prestation.

Si le contrevenant accepte la prestation citoyenne, un accord reprenant les modalités de travail est signé par celui-ci et par le lieu d'accueil. Un exemplaire de cet accord est remis au contrevenant et au Fonctionnaire sanctionnateur.

Clôture

La prestation citoyenne est clôturée par un constat de réussite ou non. Ce constat est transmis au Fonctionnaire Sanctionnateur.

Lorsque le Fonctionnaire Sanctionnateur constate la réussite de la prestation, il ne peut plus infliger d'amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la prestation, le Fonctionnaire Sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Chapitre 21 **Des mesures particulières applicables aux mineurs**

Article 285

La procédure d'implication parentale

S'il l'estime opportun, le fonctionnaire sanctionnateur peut, préalablement à l'offre de médiation, informer par lettre recommandée les père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, des faits constatés et de solliciter leurs observations orales ou écrites ainsi que d'éventuelles mesures éducatives à prendre. Le fonctionnaire peut à cette fin demander une rencontre.

Suite aux informations recueillies, le Fonctionnaire Sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, soit entamer une procédure administrative.

Article 286

Désignation d'un avocat

Conformément à la loi du 24 juin 2013, lorsque la procédure administrative est entamée à charge d'un mineur ayant atteint l'âge de 14 ans au moment des faits, un avocat est désigné dans les 2 jours ouvrables par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou par le bureau d'aide juridique pour l'assister pendant toute la procédure. Ses parents, tuteurs ou représentants légaux sont informés et invités à se joindre à la procédure également.

Article 287

De la médiation pour les mineurs

Offre de médiation obligatoire

Lorsque la procédure administrative est entamée à charge d'un mineur ayant atteint l'âge de 14 ans au moment des faits, une médiation doit obligatoirement être proposée. Le contrevenant mineur est libre de l'accepter ou de la refuser.

Procédure

Le médiateur ou le service de médiation désigné par la commune, met en place la procédure de médiation, rencontre les parties (mineur et victime), rend compte de la bonne exécution de ladite médiation et vérifie que les accords pris ont bien été respectés.

Un accord reprenant les modalités de la réparation et/ou de l'indemnisation est signé par celui-ci et par la victime. Un exemplaire de cet accord est remis à chacune des parties.

Les père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation.

Délai

Le mineur dispose de 60 jours à dater de sa signature de l'accord de médiation pour respecter ses engagements.

Si le mineur refuse la médiation, une information écrite du refus est transmise au Fonctionnaire Sanctionnateur.

Clôture

La procédure de médiation est clôturée par un constat de réussite ou non. Ce constat est transmis au Fonctionnaire Sanctionnateur dès les accords respectés, dès l'interruption de la procédure pour non-respect des accords et au plus tard à la fin du délai de 60 jours.

Lorsque le Fonctionnaire Sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger d'amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le Fonctionnaire Sanctionnateur peut proposer une prestation citoyenne ou infliger une amende administrative.

Article 288

De la prestation citoyenne pour les mineurs

Définition

La prestation citoyenne est définie comme étant une prestation d'intérêt général exécutée par le mineur au profit de la collectivité.

Cette prestation consiste en une formation et/ou une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal, une fondation ou une asbl.

Le Fonctionnaire sanctionnateur peut décider de confier le choix de la prestation citoyenne et de ses modalités à un médiateur ou à un service de médiation.

Type d'infraction

La prestation citoyenne est possible pour toutes les infractions du Titre I.

Conditions

Suite au refus ou à l'échec de la médiation et si le Fonctionnaire Sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au mineur, moyennant son accord ou à sa demande, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

Délai

La prestation citoyenne est de maximum 15 heures et elle doit être effectuée dans un délai de 6 mois à partir de la date de la notification de la décision du Fonctionnaire Sanctionnateur.

Procédure

La commune ou la personne morale compétente désignée par la commune en tant que personne encadrant la prestation, recherche avec le mineur un lieu adéquat pour exécuter la prestation citoyenne, assure la mise en place et l'encadrement pendant toute la durée de la prestation. Elle doit être organisée en rapport avec l'âge et les capacités du contrevenant mineur.

Si le mineur accepte la prestation citoyenne, un accord reprenant les modalités de travail est signé par celui-ci et par le lieu d'accueil. Un exemplaire de cet accord est remis au mineur et au Fonctionnaire sanctionnateur.

Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent à leur demande accompagner le mineur lors de l'exécution de sa prestation.

Clôture

La prestation citoyenne est clôturée par un constat de réussite ou non. Ce constat est transmis au Fonctionnaire Sanctionnateur.

Lorsque le Fonctionnaire Sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été correctement exécutée, il ne peut plus infliger d'amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la prestation, le Fonctionnaire Sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

<u>TITRE II</u> <u>Délinquance environnementale</u> <u>Communale et Décrétale</u>

Ce titre reprend les comportements à adopter et à ne pas adopter. En cas de non-respect des prescriptions repris dans celui-ci, le contrevenant commet une infraction. Les infractions sont classées en catégories telles que visées dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement.

Les infractions de 2^{ème} catégorie seront punies d'une amende administrative d'un montant de 50 à 100.000 €.

Les infractions de 3^{ème} catégorie seront punies d'une amende administrative d'un montant de 50 à 10.000 €.

Les infractions de 4^{ème} catégorie seront punies d'une amende administrative d'un montant de 1 à 1.000 €.

Chapitre 22

Des opérations de combustion

Article 289

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

La destruction par combustion de tout déchet est interdite, à l'exclusion des déchets végétaux secs provenant de l'entretien des jardins, de déboisement ou défrichement de terrains, d'activités professionnelles agricoles ou forestières conformément aux Codes Rural et Forestier.

Ces dispositions ne s'appliquent toutefois pas aux barbecues ni lors des "grands feux" dûment autorisés par l'autorité communale.

Article 290

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Les feux allumés en plein air doivent être situés à plus de 100 mètres des habitations, édifices, bruyères, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, paille, foin, fourrage ou tout autre dépôt de matériaux inflammables ou combustibles ; à plus de 25 mètres des bois et forêts.

Pendant la durée de l'ignition, les feux doivent faire l'objet d'une surveillance constante par une personne majeure.

L'importance des feux doit être maintenue à un niveau tel qu'ils puissent être maîtrisés par ceux qui les ont allumés.

Par temps de grand vent, les feux sont interdits.

Article 291

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Les utilisateurs des installations de chauffage par combustion doivent veiller à ce qu'il ne résulte, du fonctionnement de leur installation, aucune atteinte à la salubrité publique.

Article 292

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Les vapeurs, fumées et émanations résultant d'opérations de combustion ou de cuisson doivent être évacuées au moyen de dispositifs empêchant leur pénétration dans les habitations voisines et toute nuisance environnementale.

Article 293

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Tout occupant d'une habitation ou d'une partie d'habitation est tenu de veiller à ce que les cheminées et tuyaux conducteurs de fumées qu'il utilise soient maintenus constamment en bon état de fonctionnement.

Chapitre 23

Abandon de déchets

Sera passible d'une amende administrative, l'abandon de déchets tel qu'interdit par le décret du 05 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement.

Section 1. Jet sur la voie publique

Article 294

2^{ème} catégorie 50 à 100.000 €

La projection, le jet ou le dépôt de tracts, journaux, échantillons et autres sont interdits sur la voie publique, s'il porte atteinte à l'ordre, la propreté et à la sécurité publics. Dans les mêmes buts et conditions, l'apposition de documents sur le véhicule est interdite. Chaque distributeur veillera au ramassage des documents que les gens jetteraient au sol.

Article 295

2^{ème} catégorie 50 à 100.000 €

Les imprimés publicitaires ou de la presse d'information gratuite doivent être insérés complètement dans les boîtes aux lettres.

Article 296

2^{ème} catégorie 50 à 100.000 €

Dans un souci de propreté publique, toute personne s'abstiendra de déposer des imprimés en violation des indications apposées sur les boîtes aux lettres notamment « STOP PUB » ou « Pas de publicité. »

Article 297

2^{ème} catégorie 50 à 100.000 €

Il est interdit, en circulant sur la voie publique, de déposer, de déverser ou de jeter sur la voie publique ou sur un terrain situé en bordure de celle-ci, tout ce qui est de nature à porter atteinte à la propreté publique.

Section 2. Des dépôts clandestins

Article 298

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Il est défendu de jeter, déposer ou abandonner, sur la voie publique des morceaux de papier, pelures, ainsi que des décombres de toute nature (canettes), débris de poterie, verres cassés et objets analogues susceptibles de souiller la voie publique.

Article 299

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Il est également défendu de déposer, dans les corbeilles ou poubelles publiques, des paquets ou sacs contenant des résidus ménagers, des décombres ou ordures, celles-ci étant réservées aux déchets des pique-niques, aux menus déchets des passants et souillures des chiens déposées par leur gardiens lors des promenades si aucun endroit particulier n'est aménagé aux environs.

Article 300

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

A défaut des permis requis, le dépôt de mitrailles, de décombres, de pneus, de véhicules hors d'usage, de véhicules isolés hors d'usage visible de tous points accessibles au public est interdit. Cette interdiction s'applique au propriétaire et/ou au détenteur des objets et par défaut au locataire et/ou propriétaire du terrain où s'opère le dépôt. Par exception, sont tolérés les dépôts situés dans une enceinte ferroviaire ou portuaire, les dépôts de pneus servant de lestage aux activités agricoles.

Article 301

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter, de laisser à l'abandon ou de maintenir sur la voie publique, dans un immeuble bâti ou sur un immeuble non bâti, des immondices ou tout objet ou matière organique ou inorganique de nature à porter atteinte à la propreté, à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publiques. En cas d'infraction, le contrevenant est tenu de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour enlever les dépôts.

Article 302

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Le propriétaire ou l'ayant-droit d'un immeuble bâti ou non, sur lequel est constitué un dépôt d'immondices ou de tout objet ou matière organique ou inorganique de nature à porter atteinte à la propreté, à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publiques, hormis les composts ménagers, est tenu, outre l'enlèvement visé à l'article ci-dessus, de prendre toutes mesures afin d'éviter qu'un nouveau dépôt soit constitué. Lorsque ces mesures ne sont pas prises et si un nouveau dépôt est constitué, le Bourgmestre impose aux intéressés, dans le délai qu'il fixe, les mesures à prendre afin d'éviter tout dépôt futur.

Section 3. Des déchets de commerce

Article 303

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Les exploitants de friteries et autres commerces, qui vendent des marchandises à consommer sur place ou dans les environs immédiats, sont tenus d'assurer la propreté du domaine public aux abords de leurs échoppes ou magasins. Pour ce faire, ils placeront, en nombre suffisant, des corbeilles ou sacs poubelles d'un type agréé par l'administration communale. Ils veilleront à vider celles-ci chaque fois que cela sera utile. Avant de quitter leur emplacement ou de fermer leur magasin ou échoppe, ils devront évacuer les déchets provenant de leur commerce et nettoyer tout ce que l'activité de celui-ci aurait souillé.

Le non-respect de cet article constitue une infraction de 2^{ème} catégorie.

Chapitre 24

Protection des eaux de surface

Article 304

Sera passible d'une amende administrative celui qui commet une des infractions visées à l'article D.393 du Code de l'eau.

Article 305

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Commets une infraction de 3^{ème} catégorie celui qui :

§1.N'a pas raccordé à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est déjà équipée.

§2.N'a pas raccordé pendant les travaux d'égouttage son habitation située le long d'une voirie qui vient d'être équipée d'égouts.

§3.N'a pas sollicité l'autorisation préalable écrite du Collège communal pour le raccordement de son habitation.

§4.A déversé l'ensemble de ses eaux pluviales et de ses eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou n'évacue pas les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation.

§5.N'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, en n'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, en ne mettant pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé.

§6.N'a pas raccordé à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle en dérogation à l'obligation de raccordement à l'égout.

§7.N'a pas équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif.

§8.N'a pas équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome.

§9.N'assure pas que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci, en n'équipant pas une nouvelle habitation d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu.

§10.N'a pas mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

§11.Vidange et recueille les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues d'une manière interdite.

§12.Nettoie un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler, sans disposer du permis d'environnement requis.

§13. Contrevient à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout.

§14. A titre professionnel, fabrique, offre en vente, vend ou utilise des produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'autoépuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques.

§15. Tente :

a) D'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement.

b) De jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

Article 306

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Le transporteur de matières et de matériaux qui, par perte de son chargement, a souillé la voie publique est tenu de procéder sans délai à son nettoyage.

Article 307

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Toute personne qui a souillé la voie publique par son passage avec des véhicules ou des animaux dont il est gardien est tenue de procéder sans délai à son nettoyage.

Article 308

2^{ème} catégorie 50 à 100.000 €

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler, dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées, ce qui est de nature à les obstruer.

Article 309

2^{ème} catégorie : 50 à 100.000 €

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler dans les fossés et aqueducs ce qui est de nature à les obstruer.

Chapitre 25

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Article 310

Sera passible d'une amende administrative celui qui contrevient à l'article D.401 du Code de l'eau.

Article 311

4^{ème} catégorie : 1 à 1.000 €

§1. Est interdit le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation.

§2.Est interdit le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution.

§3.Est interdit le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur dans la mesure où les conditions imposées par l'article D.189 du Code de l'eau ont été respectées.

§4.Est interdit le fait de prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Article 312

4^{ème} catégorie : 1 à 1.000 €

Est interdit le fait de ne pas se conformer aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau.

Chapitre 26

Protection des eaux en matière de cours d'eau non navigables

Est passible d'une amende administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 17 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ou à l'article D.408 du Code de l'eau lorsqu'il sera entré en vigueur, à savoir notamment:

Article 313

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Il est interdit aux riverains, aux usagers et aux propriétaires d'ouvrage d'art sur les cours d'eau d'entraver le dépôt sur leurs terres ou leurs propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et au passage des engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

A défaut de remise en l'état, l'autorité compétente pourra faire procéder aux travaux utiles aux frais, risques et périls du contrevenant. L'obtention de tout dommage supplémentaire se fera par la voie d'une action civile introduite par l'autorité compétente.

Article 314

4^{ème} catégorie : 1 à 1.000 €

Commets une infraction de 4^{ème} catégorie celui qui:

§1.Etant usager ou propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable, ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau.

§2.Ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, la partie de la clôture se situant en bordure du cours d'eau devant se trouver à une distance comprise entre 0,75 m et 1 m, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation du cours d'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure.

§3.Dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 m, mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement

des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus.

§4. Néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau :

a) en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants.

b) en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées.

c) en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

§5. Omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire.

Chapitre 27 **De la conservation de la nature**

Article 315

Sera passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Article 316

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Sont constitutifs d'une infraction de 3^{ème} catégorie:

§1. Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci.

§2. Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacés et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces.

§3. La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que la capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leur œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques.

§4. L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou mise à mort est autorisée.

§5. L'introduction des souches ou des espèces animales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier.

§6. Le fait de tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles; tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces.

Article 317

4^{ème} catégorie : 1 à 1.000 €

Il est interdit de planter ou de replanter des résineux, de laisser se développer leur semis ou de les maintenir, et ce à moins de six mètres de tout cours d'eau.

Article 318

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Dans les réserves naturelles, il est interdit:

§1. De tuer, de chasser ou de piéger de n'importe quelle manière les animaux, de déranger ou de détruire leurs jeunes, leurs œufs, leurs nids ou leurs terriers.

§2. D'enlever, couper, déraciner ou mutiler des arbres et des arbustes, de détruire ou d'endommager le tapis végétal sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion.

§3. De procéder à des fouilles, sondages, terrassements, exploitations de matériaux, d'effectuer tous travaux susceptibles de modifier le sol, l'aspect du terrain, les sources et le système hydrographique, d'établir des conduites aériennes ou souterraines, de construire des bâtiments ou des abris et de placer des panneaux et des affiches publicitaires.

§4. D'allumer des feux et de déposer des immondices.

Chapitre 28 **De la lutte contre le bruit.**

Article 319

Est passible d'une amende administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 11 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, à savoir, le fait de créer directement ou indirectement, ou de laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement.

Article 320

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €(avec sonomètre)

Les organisateurs de soirées en plein air, les propriétaires, directeurs, organisateurs ou gérants de salles de bals, divertissements et spectacles, de cabarets, de dancings, et plus généralement, de tous établissements publics, ont l'obligation de prendre des mesures requises pour éviter que la musique diffusée dans leur établissement ou tout genre de vacarme ne s'entende, de manière à ne pas importuner les voisins. Ils sont tenus de respecter la réglementation en vigueur fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés. Sauf dérogation préalable et expresse du Collège communal, la diffusion de musique cessera à 02h00.

Ces personnes sont tenues au respect de l'article 11 de la Loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit notamment par le fait de créer directement ou indirectement ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement.

En cas d'infraction, les appareils pourront être saisis judiciairement pour les suites d'enquêtes par les OPJ dépêchés sur place.

Chapitre 29 **Des enquêtes publiques**

Article 321

Est passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article D.29-28 du Code de l'environnement.

Article 322

4^{ème} catégorie : 1 à 1.000 €

Commets une infraction celui qui fait entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustrait à l'examen du public des pièces du dossier soumis à l'enquête.

Chapitre 30

Des établissements classés

Sera passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 77 al.2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à savoir notamment :

Article 323

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Commets une infraction de 3^{ème} catégorie celui qui :

§1. Ne consigne pas dans un registre toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque celle-ci est requise.

§2. N'informe pas les autorités compétentes de la mise en œuvre du permis d'environnement ou du permis unique.

§3. Ne prend pas toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier; le fait de ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement; le fait de ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure.

§4. Ne conserve pas l'ensemble des autorisations en vigueur pour l'établissement sur les lieux de ce dernier ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente.

Chapitre 31

De la pollution atmosphérique

Article 324

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Commets une infraction de 3^{ème} catégorie:

§1. Celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement.

§2. Celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant.

§3. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de pollution, ou réglementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution.

§4. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant.

Chapitre 32

Des voies hydrauliques

Article 325

3^{ème} catégorie : 50 à 10.000 €

Commets une infraction de 3^{ème} catégorie celui qui :

§1. Sans déclaration ou permis d'environnement ou sans autorisation écrite du gestionnaire, empiète sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou accomplit un des actes visés à l'article D.51 du Code de l'Environnement ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine.

§2. Dérobe des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

§3.Sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, occupe tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques.

§4.Sans autorisation écrite du gestionnaire, organise des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine public régional des voies hydrauliques; se livre à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional des voies hydrauliques sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement wallon.

§5.Sans autorisation écrite du gestionnaire, place des panneaux-réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

§6.Etant propriétaire, locataire ou usager de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui, en période de crues, omet d'enlever tout dépôt de produits agricoles ou de matériel susceptibles d'être entraînés par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques.

§7.Menace la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter sa conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article D.425, alinéa 1^{er} du Code de l'environnement.

Chapitre 33

Des sanctions

Article 326

Suite à l'entrée en vigueur du Décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement, les infractions à la partie du règlement communal de police relative à la délinquance environnementale seront passibles d'une amende administrative conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de l'environnement.

Article 327

Selon ce Décret, certaines infractions de 2^{ème} catégorie, les infractions de 3^{ème} et 4^{ème} catégories sont transposables dans un règlement général de police administrative communal et sont passibles alternativement, soit de sanctions pénales, soit d'amendes administratives.

Article 328

Les infractions visées aux articles 296, 297, 302 à 311, 316 et 317 font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de **2^{ème} catégorie** et sont passibles d'une amende de **50 à 100.000 €**

Article 329

Les infractions visées aux articles 298, 299, 300, 313, 314, 315, 320, 324, 327, 328, 330, 331, 332, 333, du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de **3^{ème} catégorie** et sont passibles d'une amende de **50 à 10.000 €**

Article 330

Les infractions visées aux articles 318, 319, 321, 325 et 329 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de **4^{ème} catégorie** et sont passibles d'une amende de **1 à 1.000 €**

Chapitre 34

De la médiation

Article 331

En cas de contravention constatée à charge d'une personne majeure, le processus de médiation reste facultatif, à la libre appréciation du Fonctionnaire Sanctionnateur.

Chapitre 35

Mesures d'office

Article 332

En cas d'infraction au présent règlement ou aux arrêtés pris en exécution de celui-ci, le Bourgmestre peut procéder d'office, en cas de nécessité, aux frais du contrevenant, à l'exécution des mesures que celui-ci reste en défaut d'exécuter.

<u>TITRE III</u> <u>INFRACTIONS AU DECRET RELATIF A LA VOIRIE COMMUNALE</u>

Chapitre 36

Remarques préliminaires

Article 333

Sont considérées comme infractions mixtes et peuvent faire l'objet d'une sanction administrative, les infractions déterminées dans le décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale, et notamment à l'article 60 de celui-ci.

Par ailleurs, conformément à l'article 59 du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale, il est décidé d'adopter des dispositions complémentaires en la matière.

Chapitre 37

Infractions au décret voirie

Article 334

Sont punissables d'une amende de 50,00 € au moins et de 10 000,00 € au plus :

1° ceux qui, volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution, dégradent, endommagent la voirie communale ou portent atteinte à sa viabilité ou à sa sécurité;

2° ceux qui, sans l'autorisation requise de l'autorité communale, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement :

- a) occupent ou utilisent la voirie communale d'une manière excédant le droit d'usage qui appartient à tous;
- b) effectuent des travaux sur la voirie communale;

3° sans préjudice du Chapitre 2, du Titre III, ceux qui, en violation de l'article 7, ouvrent, modifient ou suppriment une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou du Gouvernement.

Article 335

Sont punissables d'une amende de 50,00 € au moins et de 1 000,00 € au plus :

1° ceux qui font un usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur la voirie communale qui n'est pas conforme à l'usage auquel ils sont normalement destinés ou à l'usage fixé réglementairement;

2° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons sur la voirie communale à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité communale;

3° ceux qui enfreignent les règlements pris en exécution des articles 58 et 59 du Décret du 06 février 2014;

4° ceux qui refusent d'obtempérer aux injonctions régulières données par les agents visés à l'article 61, §1er, dans le cadre de l'accomplissement des actes d'informations visés à l'article 61, §4, 1°, 3° et 4° du Décret du 06 février 2014;

5° ceux qui entravent l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 61, §4 du Décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale.

Chapitre 38

De la remise en état des lieux

Article 336

§ 1er. Dans les cas d'infractions visées à l'article 60, § 1er, 1°, et § 2, 2° à 4° du décret voirie, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie communale en état ou procéder ou faire procéder aux actes et travaux mal ou non accomplis. Le coût, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, en est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

§ 2. Dans les cas d'infractions visées à l'article 60, § 1er, 2° et 3°, et § 2, 1° du décret voirie, l'autorité communale met en demeure l'auteur présumé de l'infraction de mettre fin aux actes constitutifs d'infraction et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre la voirie en état. Cette mise en demeure est adressée par recommandé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter. Si l'auteur présumé de l'infraction n'a pas remis ou fait remettre la voirie communale en état dans le délai imparti, l'autorité communale peut y procéder elle-même ou y faire procéder, le coût des travaux de remise en état étant, dans ce cas, récupéré à charge de l'auteur de l'infraction. Dans les cas d'infractions visées à l'alinéa 1er, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie en état, sans au préalable mettre en demeure l'auteur présumé de l'infraction à cet effet, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'urgence ou les nécessités du service public le justifient;

2° pour des raisons d'ordre technique, environnemental ou de sécurité, il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même la voirie communale en état;

3° l'auteur présumé de l'infraction n'est pas et ne peut pas être aisément identifié.

§ 3. Le Gouvernement Wallon a la faculté d'arrêter les modalités de calcul du coût de la remise en état des lieux lorsque les travaux sont exécutés par le personnel communal. Le coût de la remise en état des lieux à récupérer à charge du contrevenant est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à 10 % du coût des travaux, avec un minimum de 50,00 €, que les travaux soient réalisés par le personnel des services communaux ou par une entreprise extérieure.

§ 4. Si le contrevenant reste en défaut de payer le coût des travaux de remise en état des lieux ou les frais de surveillance et de gestion administrative qui lui sont réclamés, ceux-ci peuvent être recouverts par voie de contrainte, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement Wallon, malgré l'existence d'une action pénale sur laquelle il n'aurait pas encore été définitivement statué à raison des faits ayant justifié la remise en état des lieux.

Chapitre 39

De la perception immédiate

Article 337

Une somme d'argent peut être immédiatement perçue, avec l'accord du contrevenant, par les personnes visées à l'article 61, § 1er du décret voirie, qui constatent une infraction à l'article 60 du décret voirie.

Le montant de la perception immédiate est de 150,00 € pour les infractions visées à l'article 59, § 1er du décret voirie, et de 50,00 € pour les infractions visées à l'article 60, § 2 du décret voirie.

La personne visée à l'article 61, § 1er du décret voirie, communique sa décision au Procureur du Roi.

Le Gouvernement détermine les modalités de perception et d'indexation de la somme.

Le paiement immédiat de la somme éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé.

Le paiement immédiat de la somme prélevée n'empêche pas le procureur du Roi de faire application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, ni d'engager des poursuites pénales. En cas d'application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, la somme immédiatement perçue est imputée sur la somme fixée par le Ministère public et l'excédent éventuel est remboursé. En cas de condamnation de l'intéressé,

la somme immédiatement perçue est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, et l'excédent éventuel est remboursé. En cas d'acquiescement, la somme immédiatement perçue est restituée. En cas de condamnation conditionnelle, la somme immédiatement perçue est restituée après déduction des frais de justice.

TITRE IV <u>Dispositions abrogatoires et diverses</u>

Chapitre 40 **Dispositions abrogatoires**

Article 338

A la date d'entrée en vigueur du présent règlement, tous les règlements et ordonnances de police antérieurs dont l'objet est réglé par les dispositions de la présente réglementation sont abrogés de plein droit.

Chapitre 41 **Autorisation**

Article 339

Tout bénéficiaire d'autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer les conditions.

En cas d'infraction à ces conditions, l'autorisation est retirée de plein droit et sans qu'il soit dû par la Commune une quelconque indemnité.

Chapitre 42 **Exécution**

Article 340

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

3. Protocole de collaboration dans le cadre des sanctions administratives en cas d'infractions mixtes commises par des majeurs

Le Conseil, en séance publique,

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu l'Arrêté royal fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi SAC de 2013;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions particulières relatives au registre des sanctions administratives communales institué par l'article 44 de la loi SAC de 2013;

Vu la délibération de notre conseil communal du 30 mai 2016 approuvant la convention de partenariat avec la Province de Namur en matière de mise à disposition d'un agent sanctionnateur ;

Vu la proposition de protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par les majeurs, jointe à la présente décision ;

Vu le Règlement Général de Police Administrative arrêté en présente séance ;

Considérant l'obligation de tenir un registre des sanctions administratives communales ;

Considérant que le service provincial des amendes administratives, dans le cadre de l'instruction des dossiers dispose de toutes les informations utiles et nécessaires ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE

Article 1- de ratifier le protocole d'accord de collaboration dans le cadre des sanctions administratives communales relatif en cas d'infractions mixtes commises par des majeurs ;

Article 2- de solliciter du Bureau provincial des Amendes administratives la transmission de toutes les informations utiles à la tenue du registre communal *ad hoc* ;

Article 3- de transmettre la présente à Monsieur le Procureur du Roi, au service provincial des amendes administratives et aux trois autres communes de la zone.

**PROTOCOLE D'ACCORD
RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES
COMMISES PAR LES MAJEURS**

ENTRE :

La Ville de Fosses-la-Ville, représentée par son Collège communal, au nom duquel agissent M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre, et Mme Sophie CANARD, Directrice générale ff ;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Namur ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1er, alinéa 1er, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage ;

Vu les articles 119*bis*, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle de protocole d'accord en exécution de l'art. 23 de la Loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'ordonnance de police de la Ville de Fosses-la-Ville adoptée le 11 juillet 2016 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1er juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1° et 2°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398 (coups et blessures volontaires) ;
- Article 448 (injures par faits écrits ou images) ;
- Article 521, 3e alinéa (destruction ou mise hors d'usage de véhicules) ;
- Article 461 (vol simple) ;
- Article 463 (vol simple) ;
- Article 526 (destruction de tombeaux) ;
- Article 534*bis* (graffitis) ;
- Article 534*ter* (dégradation de propriétés immobilières) ;
- Article 537 (abattage méchant d'arbres) ;
- Article 545 (destructions de clôtures) ;
- Article 559, 1° (destructions de propriétés mobilières) ;
- Article 561, 1° (tapage nocturne) ;
- Article 563, 2° (dégradation de clôtures) ;
- Article 563, 3° (voies de fait ou violences légères) ;
- Article 563*bis* (port de masque ou dissimulation) ;

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège communal concernant les infractions mixtes.

Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Infractions mixtes classiques

Article 1er. – échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par la Ville de Fosses-la-Ville liée par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein de la Ville de Fosses-la-Ville sont reprises dans un document annexe. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

I. Options quant aux traitements des infractions mixtes classiques

Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la Ville Fosses-la-Ville s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

- Article 398 (coups et blessures volontaires) ;
- Article 448 (injures par faits écrits ou images) ;
- Article 521, 3e alinéa (destruction ou mise hors d'usage de véhicules) ;
- Article 461 (vol simple) ;
- Article 463 (vol simple) ;
- Article 526 (destruction de tombeaux) ;
- Article 534*bis* (graffitis) ;
- Article 534*ter* (dégradation de propriétés immobilières) ;
- Article 537 (abattage méchant d'arbres) ;
- Article 545 (destructions de clôtures) ;
- Article 559, 1° (destructions de propriétés mobilières) ;
- Article 561, 1° (tapage nocturne) ;
- Article 563, 2° (dégradation de clôtures) ;
- Article 563, 3° (voies de fait ou violences légères) ;
- Article 563*bis* (port de masque ou dissimulation) ;

La qualification reprise dans le procès-verbal initial détermine la compétence du Procureur du Roi ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, indépendamment de la qualification finale qui pourrait être retenue par le juge du fond.

II. Modalités particulières

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue.

2. L'application de la procédure des sanctions administratives est également exclue en cas de répétition de faits de même nature. Par répétition de faits de même nature, il y a lieu d'entendre la commission de plus de trois faits (simultanés ou consécutifs) par un même auteur.

3. Au cas où le Fonctionnaire Sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai d'un mois de la dénonciation, le Fonctionnaire Sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le Fonctionnaire Sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un auteur inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire Sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au Fonctionnaire Sanctionnateur compétent dans le mois de la réception du PV d'élucidation.

5. Pour tous les dossiers pris en charge par le Fonctionnaire Sanctionnateur, celui-ci peut, au regard de leur gravité particulière, de l'importance du préjudice ou d'un contexte spécifique (violences intrafamiliales, situation préoccupante, étrangers illégaux, etc.) renvoyer les faits au traitement du Procureur du Roi, et ce après concertation avec le magistrat de référence et en accord avec celui-ci.

6. Le présent protocole ne concerne pas l'application des sanctions administratives aux mineurs d'âge. Pour ces derniers, il est convenu qu'en cas de commission d'infractions mixtes, les poursuites seront exercées par le Procureur du Roi.

7. Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an. Il sera automatiquement reconduit après évaluation si celle-ci est positive.

4. Protocole de collaboration dans le cadre des sanctions administratives en cas d'infractions à l'arrêt et au stationnement

Le Conseil, en séance publique,

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu l'Arrêté royal fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi SAC de 2013;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions particulières relatives au registre des sanctions administratives communales institué par l'article 44 de la loi SAC de 2013;

Vu la délibération de notre conseil communal du 30 mai 2016 approuvant la convention de partenariat avec la Province de Namur en matière de mise à disposition d'un agent sanctionnateur ;

Vu le Règlement Général de Police Administrative arrêté en présente séance ;

Vu la proposition de protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions à l'arrêt et au stationnement, jointe à la présente décision ;

Considérant l'obligation de tenir un registre des sanctions administratives communales ;

Considérant que le service provincial des amendes administratives, dans le cadre de l'instruction des dossiers, dispose d'informations utiles et nécessaires ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE

Article 1- de ratifier le protocole d'accord de collaboration dans le cadre des sanctions administratives communales en cas d'infractions en matière d'arrêt et de stationnement ;

Article 2- de solliciter du Bureau provincial des Amendes administratives la transmission de toutes les informations utiles à la tenue du registre communal *ad hoc* ;

Article 3- de transmettre la présente à Monsieur le Procureur du Roi, au service provincial des amendes administratives et aux trois autres communes de la zone.

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS A L'ARRET ET AU STATIONNEMENT

ENTRE :

La Ville de Fosses-la-Ville, représentée par son Collège communal, au nom duquel agissent M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre, et Mme Sophie CANARD, Directrice générale ff ;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Namur ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1er, 5ème alinéa, pour ce qui concerne les infractions de roulage;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;

Vu le Règlement général de police administrative de la Ville de Fosses-la-Ville adopté le 11 juillet 2016 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1er juillet 2013), dispose dans son article 3, 3°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en particulier :

- Les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement à l'exception des infractions commises sur les autoroutes ;
- Les infractions aux dispositions concernant le signal C3 et F103, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, visés à l'article 62 de la même loi.

En l'espèce, l'article 23, §1er, 5ème alinéa, de la loi SAC, rend par contre obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions ci-dessus.

L'arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions concernant l'arrêt et le stationnement et pour les infractions concernant le signal C3, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, exécute l'article 23 §1^{er}, alinéa 5, en énumérant les différentes infractions.

B. Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

Article 1er – échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par la Ville liée par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein de la Ville/Commune sont reprises dans un document annexe. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – traitement des infractions

1. Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

1. Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et la Commune/Ville concernée s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

- Infraction de 1^{ère} catégorie
- Infraction de 2^{ème} catégorie
- Infraction de 4^{ème} catégorie

2. Le constat de l'infraction est envoyé en original au Fonctionnaire Sanctionnateur dans un délai d'un mois à dater des faits. Le Procureur du Roi en est informé via copie du constat transmise dans le même délai.

3. Le procès-verbal faisant état d'un paiement immédiat de l'amende administrative est transmis en original au Fonctionnaire Sanctionnateur et en copie au Procureur du Roi dans un délai de 15 jours. Dans les cas où le

paiement immédiat est refusé par une personne n'ayant ni domicile ni résidence fixe en Belgique, le Procureur du Roi s'engage à entamer les poursuites quelle que soit la catégorie d'infraction.

II. Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident ou cas où il existe un lien avec une autre infraction mixte telle que visée au point A, 1., du présent protocole / Faits liés à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté

Dans ce cas, le procès-verbal est transmis dans un délai de 15 jours au procureur du Roi. L'ensemble des faits recevra une suite déterminée exclusivement par le procureur du Roi, à l'exclusion de toute sanction administrative.

Dans le cas où l'infraction est lié à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des SAC est exclue.

III. Informations relatives aux cas où le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits

1. Au cas où le Fonctionnaire Sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

2. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble de faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai d'un mois de la dénonciation, le Fonctionnaire Sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le Fonctionnaire Sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

5. CPAS – modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1

Le Conseil, statuant en séance publique,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement ses articles 87, 88, 106 et 112 ter;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'art. L1321-1 16° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05/07/2007 portant le Règlement Général de la Comptabilité Communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et en particulier les articles 7 à 13 du titre II « du budget » ;

Vu les circulaires ministérielles des 28/02/2014 et 29/08/2014 relatives à la tutelle sur les actes des Centres Publics d'Action Sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8/07/1976 ;

Vu la circulaire ministérielle du 16/07/2015 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2016 ;

Vu le procès-verbal du Comité de concertation commune-CPAS du 02/06/2016 ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier du CPAS en date du 07/06/2016 et joint en annexe;

Vu le rapport de la commission budgétaire du 15/06/2016 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 21/06/2016 arrêtant les modifications budgétaires n° 1 ordinaire et extraordinaire du Centre;

Vu les modifications budgétaires n° 1 des services ordinaire et extraordinaire du Centre Public d'Action Sociale telles qu'approuvées par le Conseil de l'Action Sociale et leurs annexes;

Considérant que le dossier complet a été transmis à l'Administration communale en date du 29/06/2016 ;

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau 2 du document précité, certaines allocations prévues au budget devaient être révisées ;

Considérant que les prévisions budgétaires du CPAS permettent de diminuer la dotation communale pour l'exercice 2016 d'un montant de 148.113,25 € ; que celle-ci est adoptée via la modification budgétaire n° 1 de la Ville ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 17 voix pour, - voix contre, - abstentions

Décide :

Article 1^{er} : D'approuver les modifications budgétaires n° 1 services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016 du Centre Public d'Action Sociale telles qu'arrêtées par son Conseil en la séance du 21/06/2016 aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	3.124.431,33	0,00

Dépenses totales exercice proprement dit	3.012.343,44	34.000,00
Boni / Mali exercice proprement dit	112.087,89	-34.000,00
Recettes exercices antérieurs	180.670,76	9.547,39
Dépenses exercices antérieurs	230.036,89	0,00
Prélèvements en recettes	0,00	34.000,00
Prélèvements en dépenses	62.721,76	9.547,39
Recettes globales	3.305.102,09	43.547,39
Dépenses globales	3.305.102,09	43.547,39
Boni / Mali global	0,00	0,00

Article 2 : De notifier la présente décision au Centre Public d'Action Sociale de FOSSES-LA-VILLE.

Article 3 : Tout recours contre cette décision peut être introduit auprès du Gouverneur de la Province dans les 10 jours de sa réception, conformément à l'article 18 du décret du 23/01/2014.

6. Modifications budgétaires n° 1 ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016

Mme CASTEELS estime qu'il serait intéressant que le Centre Culturel présente les perspectives et projets liés à sa reconnaissance.

Le Président acquiesce mais ne peut s'engager sur une date.

Mme CASTEELS demande si le cadastre des fournitures d'eau et le relevé mensuel des consommations des bâtiments communaux ont été réalisés et s'ils sont disponibles.

M. MOREAU indique qu'il questionnera le conseiller en énergie à ce propos.

Mme CASTEELS estime que les montants liés au traitement des déchets sont peut-être le symptôme d'un manque d'éducation à l'environnement de certains citoyens. Un travail d'éducation sur la problématique du tri des déchets pourrait être fait.

M. DREZE répond que le BEP limite ce travail d'éducation dans le cadre scolaire, par le biais d'animations et d'appels à projets notamment. De plus, il rappelle que le site internet du BEP regorge d'informations utiles. Ceci sera relayé de manière systématique dans le Bulletin communal pour inviter les citoyens à en faire usage.

Mme CASTEELS estime que le Collège s'est montré congruent en supprimant l'article budgétaire du plan Maya, néanmoins elle indique qu'il n'est pas nécessaire de faire partie de ce Plan pour réaliser des projets utiles.

Elle regrette la suppression du montant des traitements des puéricultrices de Névremont, en l'absence d'une décision du Conseil communal à cet égard. De plus, il lui paraît que ces puéricultrices seraient sans doute utiles dans d'autres implantations.

M. DREZE rappelle qu'il s'agit d'établir un budget qui doit faire apparaître des orientations, en cas de décision contraire du Conseil, il est toujours possible de modifier ce qui a été proposé, d'intégrer de nouvelles options ou de corriger par des informations reçues ultérieurement, lors de la modification budgétaire n°2.

Mme CASTEELS ne remet pas en cause la méthodologie mais n'est pas d'accord sur le fond.

M. DENIS demande pourquoi ne pas avoir attendu la modification budgétaire n°2 pour ce qui concerne les traitements des puéricultrices.

Le groupe Ecolo s'abstient sur la modification budgétaire n°1 du service ordinaire.

Le PS vote pour.

L'UD vote pour.

Mme CASTEELS estime que la plus grande prudence est de mise concernant le service extraordinaire.

Le Conseil communal, statuant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de modifications budgétaires n°1 établi par le collège communal ;

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau 2 du document précité, certaines allocations prévues au budget devaient être révisées ;

Vu le procès-verbal du Comité de Direction du 06/06/2016 ;

Vu le rapport de la Commission budgétaire visée à l'article 12 du R.G.C.C. du 06/06/2016 ;

Vu le procès-verbal de la commission des finances du 14/06/2016;
 Vu le tableau de Bord Prospectif ajusté (TBP) ;
 Considérant que le dossier a été transmis au Directeur financier en date du 09/06/2016, conformément à l'article L1124-40§, 3° et 4° du CDLD ;
 Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 20/06/2016 et joint en annexe;
 Considérant que le projet des modifications budgétaires n° 1 a été transmis CRAC, pour avis ;
 Considérant que conformément à l'article 10 du R.G.C.C., les résultats estimés des exercices intérieurs portés au budget 2016 sont remplacés concomitamment, par voie de modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire, par les résultats du compte 2015 ;
 Considérant que les prévisions budgétaires du CPAS permettent de diminuer la dotation communale pour l'exercice 2016 d'un montant de 148.113,25 € ; que celle-ci est immédiatement adaptée via la modification budgétaire ordinaire n° 1 de la Ville ;
 Considérant que la commune doit se doter des moyens financiers nécessaires pour répondre à sa mission de service public ;
 Considérant que les modifications budgétaires n° 1 soumises à la présente séance respectent les dispositions budgétaires et comptables des lois, décrets et règlements ainsi que les recommandations contenues dans la circulaire budgétaire du 16/07/2015 ;
 Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;
 Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
 Entendu le rapport de l'Echevin des finances ;
 Sur proposition du Collège communal ;
 Après en avoir délibéré ;

Pour le service ordinaire

Par **16 voix pour**, - voix contre et **1 abstention (Mme C. CASTEELS)**

Pour le service extraordinaire

Par **17 voix pour**, - voix contre et - abstention

DECIDE :

Art. 1^{er} :

D'approuver, comme suit, les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1 de l'exercice 2016 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	10.991.746,56	5.851.000,00
Dépenses totales exercice proprement dit	10.953.443,03	6.415.500,00
Boni / Mali exercice proprement dit	38.303,53	-564.500,00
Recettes exercices antérieurs	739.484,73	3.902.159,00
Dépenses exercices antérieurs	87.250,44	3.780.501,76
Prélèvements en recettes	0,00	504.891,19
Prélèvements en dépenses	0,00	62.048,43
Recettes globales	11.731.231,29	10.258.050,19
Dépenses globales	11.040.693,47	10.258.050,19

Boni / Mali global	690.537,82	0,00
--------------------	-------------------	-------------

Art. 2 : De transmettre les modifications budgétaires n°1, conformément à l'article L1122-23§2 du CDLD, aux organisations syndicales représentatives dans les 5 jours de son adoption ;

Art. 3 : De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle pour approbation, au service des Finances et au Directeur financier.

Art. 4 : De charger le Collège communal de procéder aux formalités de publication prescrites par l'article L 1313-1 du CDLD.

7. Situations de caisse communale

Le Conseil, statuant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment l'art. L1124-42 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5/07/2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1, notamment l'article 28 ;

Vu les situations de caisse établies par le Directeur financier pour la période du 01/01/2016 au 30/04/2016 ;

PREND ACTE

de ces procès-verbaux de situation de l'encaisse communale communiqués par le Directeur financier dont le solde global des comptes particuliers financiers s'élève à :

- 1.984.386,93 € arrêté le 31/01/2016 ;
- 2.877.026,55 € arrêté le 29/02/2016 ;
- 2.557.883,36 € arrêté le 31/03/2016 ;
- 2.374.284,25 € arrêté le 30/04/2016 ;

8. Bons de commande du service extraordinaire pour information

Il est porté à la connaissance des conseillers que les bons de commande ci-dessous respectant les conditions de la délégation octroyée au collège communal en date du 08/02/2016, ont été approuvés par le Collège communal :

N° bon commande	Article	Description	Fournisseurs	Montant
2649	104/742-53/20160001	ordinateurs + imprimante	BIS COMPUTERS	1.815,00
2947	876/744-51/-/20150031	Conteneurs	BEP ENVIRONNEMENT	381,21
3018	423/741-52/20160012	Signalisation routière	PONCELET	9.224,70
3016	790/724-60/20150013	Essai de sol Sainte Brigide	INISMA	1.058,75
3118	421/744-51/20160011	outillage	RECA BELUX	612,20
3279	762/724-60/20110012	détection incendie-salle de Bambois	SECURITE ET CONFORT	1.960,20

9. Marché de travaux – plan trottoirs 2012 – rue Grande à Le Roux – approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil, en séance publique,

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu le cahier des charges N° SF/trottoirs rue Grande/20160007 relatif au marché "Plan trottoirs 2012- rue Grande à Le Roux" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 104.951,37 € hors TVA ou 126.991,16 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction des voiries subsidiées, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 90.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/731-60/2016/20160007 et sera financé par un emprunt et subsides ;

Considérant que le dossier a été transmis au Directeur financier en date du 6 juin 2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 07 juin 2016 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, - voix contre et – abstention(s) ;

DECIDE :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° SF/trottoirs rue Grande/20160007 et le montant estimé du marché "Plan trottoirs 2012- rue Grande à Le Roux", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 104.951,37 € hors TVA ou 126.991,16 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3 : De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction des voiries subsidiées, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur.

Article 4 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5 : De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/731-60/2016/20160007.

Article 6 : Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

10. Subvention 2016 à l'ASBL Syndicat d'Initiative et du Tourisme

Mme CASTEELS souhaite que l'on s'interroge sur les nouvelles formes de tourisme, notamment les recherches accrues sur internet.

Le Conseil, statuant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu les circulaires ministérielles relatives :

- à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux du 30/05/2013 ;
- à l'élaboration des budgets des Communes de la Région Wallonne pour l'année 2016 ;

Vu le budget communal, exercice 2016, voté par le Conseil communal en séance du 14/12/2015, réformé par la tutelle en date du 03/03/2016 ;

Considérant que l'ASBL «SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » a introduit, par la lettre du 09/06/2016, une demande de subvention de 40.000,00 € ;

Considérant que la subvention est destinée à couvrir une partie des frais de fonctionnement de l'ASBL « SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » ;

Considérant les nombreuses missions d'utilité publique exécutées par l'ASBL « SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » ;

Considérant que l'ASBL « SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » a joint à sa demande les comptes 2015, le budget 2015 et le rapport d'activités 2015, visés par le Collège communal en date du 09/06/2016 ;

Considérant que l'ASBL « SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » ne doit pas restituer de subvention reçue précédemment ;

Considérant dès lors qu'un crédit budgétaire suffisant a été porté à l'article 561/332-02 du service ordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que le dossier a été transmis au Directeur financier en date du 13/06/2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 21/06/2016 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège Communal ;

Par 17 voix pour, - voix contre et - abstention(s) ;

DECIDE :

Article 1 : D'octroyer à l'ASBL « SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME DE FOSSES-LA-VILLE » une subvention en numéraire de 40.000,00 €

Article 2 : Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir une partie des frais de son fonctionnement ;

Article 3 : Pour justifier l'utilisation de la subvention 2016, le bénéficiaire s'engage à fournir les documents suivants :

- le budget de l'année suivante,
 - le rapport d'activité,
 - les comptes annuels,
- sous format papier et par voie informatique.

Article 4 : Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire ;

Article 5 : La présente décision sera transmise au Directeur financier, pour disposition et au bénéficiaire, pour information.

11. Subvention 2016 à l'ASBL Crèche Chabo'T

Le Conseil, statuant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu les circulaires ministérielles relatives :

- à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux du 30/05/2013 ;
- à l'élaboration des budgets des Communes et CPAS de la Région Wallonne pour l'année 2016 ;

Vu le budget communal, exercice 2016, voté par le Conseil communal en séance du 14/12/2015, réformé par la tutelle en date du 03/03/2016 ;

Vu les statuts de l'asbl Crèche Communale Le Chabo'T adoptés à l'assemblée générale en date du 29/03/2010 et publiés au Moniteur belge le 29/09/2010;

Considérant que l'ASBL crèche communale « Le Chabo'T » a introduit, par la lettre du 16/06/2016, une demande de subvention de 50.000,00 € dont une avance urgente de 30.000 € a été versée afin de palier aux besoins de trésorerie ;

Considérant que la subvention est destinée à couvrir une partie des frais de fonctionnement de l'ASBL crèche communale « Le Chabo'T » ;

Considérant le rapport d'activité et les comptes annuels pour l'exercice 2015 visés à la séance du Collège communal en date du 23/06/2016 ;

Considérant que l'ASBL crèche communale « Le Chabo'T » ne doit pas restituer de subvention reçue précédemment ;

Considérant dès lors qu'un crédit budgétaire suffisant a été porté à l'article 835/33201-02 du service ordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que le dossier a été transmis au Directeur financier en date du 20/06/2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 21/06/2016 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège Communal ;

Par **17 voix pour**, - voix contre et - abstention(s) ;

DECIDE :

Article 1 : D'octroyer à l'ASBL crèche communale « Le Chabo'T » une subvention de 50.000,00 €.

Article 2 : D'autoriser la liquidation du solde de la subvention 2016.

Article 3 : Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir une partie des frais de son fonctionnement ;

Article 4 : Pour justifier l'utilisation de la subvention 2016, le bénéficiaire s'engage à fournir les documents suivants :

- le budget de l'année suivante,
- le rapport d'activité,
- les comptes annuels

sous format papier et par voie informatique.

Article 5 : La subvention est engagée sur l'article 835/33201-02 du service ordinaire ;

Article 6 : Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire ;

Article 7 : La présente décision sera transmise au Directeur financier, pour disposition et au bénéficiaire, pour information.

12. Compte 2015 de la Fabrique d'église de Sart-Saint-Laurent

Le Conseil, en séance publique

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation tel que modifié par le décret du 13 mars 2014 arrêtant diverses dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu le compte pour l'année 2015 arrêté et approuvé par le Conseil de la Fabrique d'église de Sart-Saint-Laurent en séance du 24 mai 2016;

Vu le rapport du Chef diocésain dressé le 26 avril 2016 approuvant le compte de la Fabrique d'église sans remarque ni modification;

Considérant les vérifications effectuées par l'administration communale;

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, - voix contre et – abstention(s) ;

Décide :

Art. 1^{er} : D'approuver le compte de la Fabrique d'église de Sart-Saint-Laurent pour l'exercice 2015.

Ce compte se clôture comme suit :

Recettes : 27.044,34 €

Dépenses : 13.584,36 €

Excédent : 13.459,98 €

Art. 2 : La présente délibération est transmise au Conseil de la Fabrique d'église et au Chef diocésain.

13. Pour information – gestion des déchets – augmentation du coût du ramassage

Comité d'avis du 25 mai 2016

Orientations budgétaires 2017 suite à la diminution des subsides régionaux

La présente note a pour objectif de donner aux communes les orientations en matière d'évolution des coûts de gestion des déchets en 2017, tenant compte :

- d'une part, des actions menées et prévues par BEP Environnement pour contenir et encore diminuer les coûts de fonctionnement dont elle a la maîtrise (point 1 ci-après) ;
- et d'autre part, de la diminution des subsides régionaux et des nouvelles charges pesant sur l'intercommunale à partir de 2016 (point 2 ci-après).

La note reprend ensuite :

- les charges que BEP Environnement prendra en charge sur fond propre, grâce aux efforts financiers qu'elle consent ;
- les charges devant être répercutées aux communes à partir de l'exercice 2017 (et qui seront intégrées dans les prévisions budgétaires 2017).

1. Actions entreprises/prévues pour diminuer les frais de fonctionnement

- Prévention :

Réduction progressive des dépenses allouées à la prévention vu, depuis quelques années, le refus de prise en charge par la RW de certaines actions dans les dossiers subsides (ex calendrier central éco-consommation dans les calendriers des collectes) et l'annonce d'une réduction des subsides régionaux (prise d'effet au 1/1/2016 : enveloppe de 60 cents max au lieu de 1 € - taux de 60 % au lieu de 75 %).

Année	actions intercommunales			actions communales			subside total/hab
	Subside alloué/demandé	population concernée	subside/hab	Subside alloué/demandé	population concernée	subside/hab	
2012	217.602 €	484.748	0,45 €	134.511 €	374.898	0,36 €	0,81 €
2013	181.029 €	487.491	0,37 €	131.368 €	376.991	0,35 €	0,72 €
2014	155.792 €	489.867	0,32 €	122.046 €	379.202	0,32 €	0,64 €
2015	157.897 €	492.290	0,32 €	105.563 €	381.644	0,28 €	0,60 €

Plus globalement les frais de communication/prévention (solde non subsidié) ont été progressivement réduits ces dernières années par une diminution des dépenses et la recherche d'autres sources de financement (réponse à des appels à projets).

Solde des charges de communication/prévention de 2009 à 2015 :

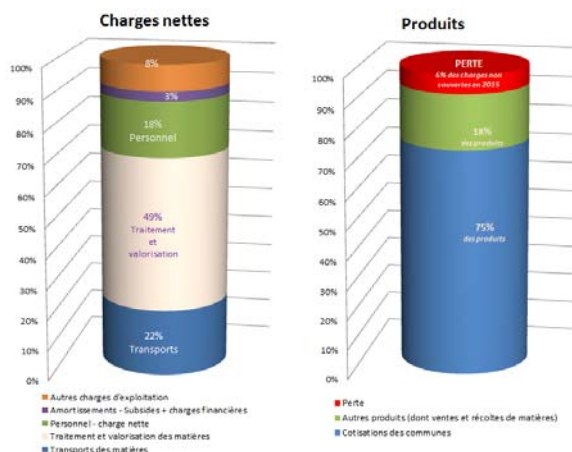
2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
224.607,08	132.064,18	187.210,38	146.388,86	108.084,42	83.818,07	55.262,34

Actions prévues : continuer à maîtriser les dépenses externes (factures) pour optimiser la couverture des frais de personnel ; contrôle des dépenses pour ne pas dépasser le plafond de subsides de 60 cents max/hab.

- Parcs à conteneurs :

Depuis les changements organisationnels opérés en 2009 en matière d'évacuations des conteneurs et la maîtrise des tonnages récoltés grâce à l'informatisation des parcs (2010-2012) et l'introduction de quotas/habitant (2013), diverses mesures complémentaires sont en cours pour maîtriser les dépenses :

- Marché conjoint à 3 ICs d'achat de PDA en vue de réaliser une économie d'échelle : gain de 47.000 € après ouverture des offres.
- Etalement dans le temps du renouvellement des PDA et de certains investissements comme le renouvellement des bureaux préposés.
- Suppression des lignes fax dans les PAC et de la redevance de location des postes de téléphone fixes.
- Mise en place d'une nouvelle filière à valeur positive pour les cartouches d'imprimantes.
- Dans le nouveau marché de transport (début 1/1/2017), possibilité de location de conteneurs pour éviter ou à tout le moins réduire l'achat de conteneurs (réduction des coûts d'entretien et des soucis de gestion et d'assurance en cas de vol).



Néanmoins, les charges de fonctionnement des parcs à conteneurs étant constituées à 49 % des coûts de valorisation des déchets y récoltés et à 22 % des coûts de transport de ceux-ci, le coût global de gestion des parcs est extrêmement tributaire de l'évolution des marchés de traitement des déchets (qui peuvent être très fluctuants quant aux prix remis au fil des appels d'offres successifs) et des coûts des produits pétroliers.

- Charroi de collecte :

La montée progressive des capacités techniques dans les ateliers (par le remplacement de personnel partant à la pension et l'engagement de personnel supplémentaire – le staff mécaniciens est passé de 8 personnes en 2010 à 11 aujourd'hui) a permis une baisse assez conséquente des frais d'entretiens et de réparations des véhicules de collecte, en diminuant drastiquement le recours aux prestataires externes, au profit de nos propres ateliers.

Les factures d'entretiens et réparations des châssis cabines, des bennes et des systèmes de pesages s'élevaient à 1.170.000 € en 2011 et ne sont plus que de 375.000 € en 2015.

La négociation continue des coûts d'interventions des fournisseurs des systèmes de pesage (conteneurs à puce) pour la maintenance et l'entretien de ceux-ci nous a encore permis de dégager 53.000 € en 2015. Pour 2016, une nouvelle économie de 25.000 € est attendue.

Bien entendu dans le même temps, les achats de pièces pour effectuer les réparations/entretiens de nos véhicules en interne ont augmenté : de 71.000 € en 2011 à 409.000 € en 2013. Les années 2013 et 2014 ont ensuite été consacrées à répertorier précisément et mettre en place une gestion de stock de toutes les pièces utilisées pour la maintenance de nos véhicules. Ainsi fin 2014, un stock de pièces d'une valeur de 371.000 € a pu être comptablement valorisé.

Depuis 2015 également, un marché public global, divisé en divers lots, a permis de maîtriser les prix d'achat des pièces nécessaires aux ateliers de maintenance et, combiné à la gestion des stocks, de ne commander que les pièces réellement nécessaires. Un nouveau contrat de deux ans prenant cours en avril 2016 nous offre à nouveau de très bonnes conditions de prix.

Globalement, les frais de charroi de l'ensemble de la flotte de véhicules de BEP Environnement, qui étaient en croissance importante jusque 2011, ont progressivement pu être maîtrisés dans les années suivantes, pour revenir en 2015 à un montant équivalent à celui de 2008/2009.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Frais de charroi toutes charges comprises comprenant coûts d'entretien, mazout, amortissement des véhicules, ...	4.148.910	4.301.444	4.831.043	5.116.192	4.981.080	4.858.795	4.243.299	4.226.389

- Energie :

La maîtrise voire la réduction des coûts énergétiques de nos différents sites est également un point particulier d'attention.

Une réflexion est notamment en cours pour étudier la mise en place de luminaires LED sur le Site de Floreffe. En effet, vu le nombre important de points lumineux et d'heures de fonctionnement de ces éclairages, le passage à une technologie moins énergivore pourrait être rapidement amorti (en première analyse, le temps de retour serait inférieur à 4 ans).

Une analyse est également menée sur les consommations de nos différents parcs à conteneurs afin de normaliser et de mettre en évidence des consommations spécifiques (consommation du bureau et consommation d'éclairage extérieur) pour chacune de ces infrastructures. Ces consommations spécifiques sont ensuite comparées afin de faire ressortir les parcs à conteneurs dont les consommations s'écartent anormalement de la moyenne des autres infrastructures similaires. L'objectif étant de comprendre les raisons de ces consommations importantes et, si cela s'avère possible, de mettre en place des solutions permettant de les diminuer.

2. Nouvelles charges/pertes de subsides se répercutant sur BEP Environnement

- Arrêt de la subsidiation de la collecte des **papiers-cartons** en porte à porte par la RW (le subside représente le différentiel entre 70 % des coûts de collecte et la recette de vente des papiers-cartons hors emballages, le solde de 30 % des coûts de collecte ayant trait aux emballages est financé par Fost Plus, la recette de vente de la fraction emballage revenant également à Fost Plus).
L'impact est très fluctuant d'une année à l'autre, en fonction des cours de vente des papiers cartons.

Année	Subsides papiers-cartons
2012	-
2013	385.681 € (perçu)
2014	613.282 € (perçu)
2015	527.545 € (attendu)

Arrêt de la subsidiation à partir du 1.1.2016 (cfr. AGW modificatif de l'AGW « petits subsides » - adoption en 2^{ème} lecture) : compensation très partielle par le retour de la RW aux ICS d'une recette de Fost Plus relative aux métaux récupérés des incinérateurs) (de l'ordre de 80.000 € pour BEP Environnement).

Impact attendu sur les budgets 2016 et suivants : -400.000 à 450.000 €/an

- Réduction de la subsidiation de la collecte des **organiques** en porte à porte par la RW (cfr. AGW modificatif de l'AGW « petits subsides » - adoption en 2^{ème} lecture : 32,50 €/t jusque 2015, 32 €/t en 2016, 25 €/t en 2017, 20 €/t en 2018)

Impact sur le budget 2017 : - 81.525 €

Impact sur le budget 2018 : - 135.875 €

- Réduction de la subsidiation de la **prévention** de 1 €/hab à max 60 cents/hab à partir de 2016 et du taux de subsidiation de 75 à 60 % (cfr. AGW modificatif de l'AGW « petits subsides » - adoption en 2^{ème} lecture)

Effort de réduction des dépenses déjà consenti en 2015 par rapports aux années antérieures → subsides de 60 cents/hab OK par rapport au plafond du nouvel AGW

A partir de 2016, vu la réduction du taux de subsides, dépenses supérieures de 93.000 € pour maintenir 60 cents de subsides

Impact attendu sur les budgets 2016 et suivants : - 93.000 €/an

- Suppression de la prise en charge des intérêts et diminution du taux de subside au décloisonnement pour les infrastructures de gestion/traitement de déchets (cfr. AGW modificatif de l'AGW « gros subsides » - adoption en 1^{ère} lecture)

Taux d'intérêt pris en charge jusque 2015 : 2% → 0 % à partir de 2016

Subsides au décloisonnement :

Si acceptation de :	majoration → 31.12.15	Majoration à partir de 2016
10 % déchets autre IC	5 %	3 %
35 %	10 %	6 %
60 %	15 %	9 %
Double décloisonnement (2 ICS)	20 %	10 %

Impact parcs à conteneurs (suppression intérêts sur travaux réalisés) : - 44.700 €

Impact biométhanisation (intérêts et décloisonnement - 10 %) : - 66.800 €/an, soit environ 6,60 €/tonne

Impact incinération (intérêts et décloisonnement - 10 %) : -506.000 €/an environ, soit 6,49 €/tonne

Impact chaîne de tri (bois et encombrants) (intérêts et décloisonnement bois - 6 %) : - 103.000 €/an → impact indirect sur les parcs à conteneurs

- Redevance kilométrique poids lourds :

Sur base des premières factures reçues pour le charroi propre de l'Intercommunale, l'impact pour celui-ci s'établirait entre 90 et 100.000 €/an. Mais ce sont les transports des matières issues des parcs

à conteneurs et les transferts routiers des déchets ménagers, organiques, bois et encombrants entre les centres de transfert et les outils de traitement qui seront les plus impactés.

Impact collecte : 100.000 €/an dont 1/3 environ devrait pouvoir être répercuté à Fost Plus et Recupel

Impact parcs à conteneurs : estimé à 200.000 €/an (nouveau marché de transport au 1/1/2017)

Impact transferts (intégrés aux coûts de traitement) : nouveau marché de transfert démarrant le 1/7/2016 – impact annuel de 55.000 €.

3. Prise en charge des nouvelles charges et pertes de subsides

a. Nouvelles charges prises en charge sur fond propre par BEP Environnement

- Réduction des subsides prévention ;
- Surcote fabrication sacs organiques (amélioration qualité des sacs, sacs organiques plus épais) ;
- Suppression des subsides papiers-cartons, vu le caractère non prévisionnel des recettes de vente, mais possibilité de répercussion partielle ultérieure (pour atteindre l'équilibre financier des activités de collectes) ;
- Redevance kilométrique pour notre charroi propre ;
- Perte de subsides (en intérêt et baisse de taux) sur les outils restant à concrétiser (ex. extensions de parcs à conteneurs).

b. Nouvelles charges devant être répercutées aux communes

- Augmentation du **coût de traitement des ordures ménagères (OM)** à due concurrence de la hausse budgétaire annoncée par Intradel (impact subsides - cfr ci-avant + baisse très sensible des recettes de vente d'électricité) et de l'impact de la taxe kilométrique :
Base de 58.000 tonnes d'OM/an (tonnage 2015 - 1400 tonnes suite passage conteneur à puce Fosses et Jemeppe)
Augmentation attendue de 13 €/tonne (budget Intradel) + impact taxe kilométrique sur les transferts routiers (10.400 € ou 0,18 €/tonne)
*Hausse de 764.440 € pour 492.290 habitants, soit **1,55 €/habitant** en moyenne*
Évolution du coût de traitement : 127,83 €/t (en 2016) → 141,01 €/t en 2017
- Augmentation du **coût de traitement des organiques** à due concurrence de la hausse budgétaire de l'AIVE (impact subsides - cfr ci-avant), de l'impact de la taxe kilométrique et de la réduction du subside organiques :
Base de 10.870 tonnes d'organiques/an (tonnage 2015 + 550 tonnes suite passage conteneur à puce Fosses et Jemeppe)
Augmentation attendue de 7,60 €/tonne (budget AIVE : impact subsides bio plus impact indirect subsides incinération des résidus) + impact taxe kilométrique sur les transferts (14.275 € ou 1,31 €/tonne) + impact subsides organiques (81.500 € ou 7,5 €/tonne)
*Hausse de 178.400 € pour 492.290 habitants, soit **0,36 €/habitant** en moyenne*
Évolution du coût de traitement : 76,52 €/t (en 2016) → 92,93 €/t en 2017
- Augmentation du **coût de traitement des encombrants** à due concurrence de la perte de subsides sur la chaîne de tri, de la hausse budgétaire d'Intradel et de l'impact de la taxe kilométrique :
Base de 12.750 tonnes d'encombrants (dont 780 tonnes collectées en porte à porte dans 12 communes et 10.785 tonnes issues des PAC)
Augmentation attendue : 1,29 €/tonne (perte de subsides sur la chaîne de tri) + 10,8 €/tonne (budget Intradel) + impact de la taxe kilométrique sur les transferts (14.260 € ou 1,12 €/tonne)
*Hausse de 168.400 € (PAC + collectes porte à porte) : moyenne de 10 kg/habitant collectés en porte à porte dans les communes concernées → impact de **0,13 €/habitant***
Évolution du coût de traitement : 142,58 €/t (en 2016) → 155,79 €/t en 2017
- Augmentation de la **cotisation parcs à conteneurs** à due concurrence de l'impact de la redevance kilométrique sur les transports PAC, de la perte de subsides en intérêts sur les travaux PAC déjà réalisés et de la perte de subsides sur la chaîne de tri (impact sur le traitement des bois et encombrants des PAC)

Augmentation attendue : 200.000 € (redevance km) + 44.700 € (subsides PAC) + 142.500 € (impact incinération/taxe km transfert/perte subsides sur le volet encombrants) + 71.500 € (impact taxe km – 16.300 € - et perte subsides sur le volet bois – 55.200 €) = 458.700 €, soit **0,93 €/habitant**

4. Conclusion

Le 28 octobre 2015, le comité d'avis prenait acte de la nouvelle politique de financement des actions et infrastructures de gestion des déchets par la Wallonie résultant du dernier conclave budgétaire régional et de l'impact induit sur les intercommunales et, in fine, les communes.

La présentation se terminait par une évaluation de l'impact budgétaire prévisionnel en résultant, soit environ 6 à 7 € par habitant.

Vu la postériorité de ces décisions régionales par rapport à la transmission des prévisions budgétaires 2016 aux communes, il avait été décidé :

- de ne pas répercuter ces nouvelles mesures aux communes en 2016 ;
- que BEP Environnement continue à rechercher toute piste d'économies supplémentaires et/ou postpose certaines dépenses ;
- que BEP Environnement n'aura par contre pas d'autre choix que de répercuter les mesures régionales dès 2017 à ses communes associées.

Au vu de la présente note, les prévisions budgétaires 2017 qui seront envoyées aux communes pour fin août - début septembre 2016 au plus tard (après élaboration détaillée des budgets de l'intercommunale, activité par activité) présentera une hausse par rapport au budget 2016 établie à ce stade à **2,97 €/habitant en moyenne** (sur base de la production moyenne d'OM et d'organiques de l'ensemble des communes), soit un impact diminué de moitié par rapport à ce qui avait été annoncé en octobre dernier.

Ce travail d'élaboration budgétaire détaillé pourra conduire à quelques adaptations marginales des tarifs par activité.

Néanmoins, **BEP Environnement s'engage à ne pas dépasser un impact global moyen de 3 €/habitant.**

Sauf nouvelle(s) mesure(s) décidée(s) par la Région et ayant des impacts financiers sur l'intercommunale dans les mois et années à venir, BEP Environnement s'engage à maintenir les orientations budgétaires 2017 jusqu'aux prochaines élections communales :

- moyennant la seule application des formules de révision définies antérieurement pour la collecte et la gestion des parcs à conteneurs,
- moyennant répercussion des indexations annuelles sur les couts de traitement (incinération et biométhanisation) appliquées par INTRADEL et AIVE.

14. Service Urbanisme – projet d'acte autorisant l'occupation du terrain de football de Bambois et des installations

Conseil,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que le terrain de football de Bambois et les installations existantes sont libres d'occupation;

Vu le courrier daté du 10/05/2016 de l'asbl Isocanin, représentée M. BOUCHER Danny, rue du Bois, 22 à 5190 MOUSTIER-SUR-SAMBRE sollicitant la reconduction de l'occupation du terrain de football de Bambois et ses installations pour 3 années reconductibles;

Vu le projet d'acte autorisant l'occupation du terrain de football de Bambois et des installations existantes par l'asbl Isocanin;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention;

Décide,

Article unique :

D'approuver le projet d'acte autorisant l'occupation du terrain de football de Bambois et des installations existantes, annexé à la présente délibération;

15. Service Urbanisme – contrat de bail du logement communal sis place de Sart-Eustache, 5A – avenant n° 1

Le Conseil,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la délibération du conseil communal du 09 novembre 2015 relatives aux conditions du contrat de bail du logement en question;

Considérant que le calcul de la consommation en eau du logement est calculé suivant le relevé d'un décompteur;

Vu le projet d'avenant 1, ci-annexé;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention;

Décide,

Article unique :

D'approuver l'avenant 1 au contrat de bail du logement communal sis Place de Sart-Eustache 5A, annexé à la présente délibération;

CONTRAT DE BAIL – RESIDENCE PRINCIPALE
AVENANT 1

Il est convenu ce qui suit :

"Le loyer fixé à l'article 4 ne couvre pas la consommation d'eau, de gaz et d'électricité, dont le coût sera payé en sus par le preneur, directement aux distributeurs.

Pour la consommation d'eau le décompteur n° CB 503478 sera relevé par l'administration communale deux fois par année (en mars et septembre). Le Service comptabilité est chargé de facturer la consommation."

16. Opération de rénovation urbaine – convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la mise en œuvre de la fiche n° 17

Mme CASTEELS estime le coût de la convention très élevé.

Le Conseil, en séance publique,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment son article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la proposition de convention ci-jointe ;

Considérant que la relation entre la Ville de Fosses-la-Ville et le BEP relève de la définition d'une relation « in-house » ;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet les services spécifiés à l'article 1;

Considérant que le montant estimé, taxe sur la valeur ajoutée comprise, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève à 36.390,75€ (30.075,00€ HTVA), en ce compris la mission de géomètre ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à la modification budgétaire n°1- Exercice 2016- service extraordinaire, à l'art. n°930/733-60/-/20160032 ;

Considérant que le dossier a été transmis au directeur financier en date du 29 juin 2016, conformément à l'article L.1124-40 §1, 3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis de légalité rendu par le Directeur financier en date du 30 juin 2016 et joint en annexe ;

Considérant que le travail effectué par le service « développement territorial » du BEP dans le cadre de la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage du dossier « Château Winson » donne toute satisfaction et permet à la Ville de bénéficier d'un encadrement technique de grande qualité ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré ;

Par - voix pour, - voix contre et - abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver la Convention « assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la mise en œuvre de la fiche n°17 de la Rénovation Urbaine de Fosses-la-Ville» ci-jointe, prise dans le respect de la relation « in-house » liant la Ville de Fosses-la-Ville et l'Intercommunale BEP ;

Article 2 : d'inscrire les crédits nécessaires à la modification budgétaire n°1 – Exercice 2016- service extraordinaire, à l'art. n°930/733-60/-/20160032 ; faute d'approbation de la modification budgétaire par l'autorité de tutelle, la convention mentionnée à l'article précédent sera réputée caduque ;

Article 3 : la présente délibération est transmise au Directeur Général pour information et disposition.

Convention à assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la mise en œuvre de la fiche n° 17 de la Rénovation Urbaine de Fosses-la-Ville

Entre

La Commune de Fosses-la-Ville, représentée par M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre, et Mme Sophie CANARD, Directrice générale f.f., ci-après dénommée « la Commune »

ET

Le Bureau Economique de la Province de Namur (BEP), ci-après dénommé « l'Assistant », représenté par M. Jean-Claude NIHOUL, Directeur général, d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Le Maître d'Ouvrage confie à l'Assistant, qui accepte, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la mise en œuvre de la fiche n° 17 de la Rénovation Urbaine de Fosses-la-Ville, ci-après dénommé « le Projet ».

La mission comprend l'étude et le contrôle de la réalisation d'un parking de délestage, d'une plaine de jeux, d'un aménagement d'espace vert et d'une promenade urbaine piétonne. Ces aménagements seront situés sur la parcelle cadastrée sise section E 10N, actuellement en l'état de prairie en zone d'aléa d'inondation moyen, et la venelle communale y amenant.

Dans un premier temps, un avant-projet sera réalisé suivant le canevas imposé par le pouvoir subsidiant.

Ensuite, un marché de conception-réalisation sera réalisé afin de désigner une équipe comprenant un architecte et une entreprise de travaux.

On entend par « assistance à maîtrise d'ouvrage » :

« L'assistant à maîtrise d'ouvrage a pour mission d'aider le maître d'ouvrage à définir et à construire le projet réalisé par le maître d'œuvre. L'assistant a un rôle de conseil technique et de proposition, le décideur restant le maître d'ouvrage ».

L'Assistant est considéré, pour l'exécution de la présente convention, comme un service interne du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 2

Le Maître d'Ouvrage désigne un agent de contact chargé de suivre le Projet et de communiquer toutes les informations utiles à l'Assistant.

Cette personne de contact a la responsabilité d'identifier le ou les organes compétents du Maître d'Ouvrage pour chaque décision qui doit être prise par ce dernier dans le cadre de l'exécution de la présente convention ; elle veille à ce que ces organes soient informés de manière correcte et en temps utile. Le cas échéant, la personne de contact identifie également le ou les organes compétents de l'autorité de tutelle (et/ou de l'autorité subsidiante) et leur transmet l'information requise.

L'Assistant n'assume aucune responsabilité dans ces identifications ni dans la transmission des informations entre la personne de contact et le Maître d'Ouvrage.

Elle coordonne l'ensemble des avis et remarques du ou des organes compétents du Maître d'Ouvrage et les transmet à l'Assistant.

En cas d'absence de longue durée de l'agent de contact, le Maître d'Ouvrage s'assure de son remplacement et en informe immédiatement l'Assistant.

Les coordonnées complètes de l'agent de contact désigné par le Maître de l'Ouvrage sont impérativement reprises dans l'annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 3

La mission confiée à l'Assistant en vertu de l'article 1 de la présente convention comprend les éléments suivants :

La mission comprend l'étude et le contrôle de la réalisation d'un parking de délestage, d'une plaine de jeux, d'un aménagement d'espace vert et d'une promenade urbaine piétonne. Ces aménagements seront situés sur la parcelle cadastrée sise section E 10N, actuellement en l'état de prairie en zone d'aléa d'inondation moyen, et la venelle communale y amenant.

Dans un premier temps, un avant-projet sera réalisé suivant le canevas imposé par le pouvoir subsidiant.

Ensuite, un marché de conception-réalisation sera réalisé afin de désigner une équipe comprenant un architecte et une entreprise de travaux.

- Etape 1 : conception de l'avant-projet (esquisse et estimation) en vue de l'approbation provisoire par le Conseil communal et la SPW-DGO4-DAO.
- Etape 2 : réalisation du CSC marché de conception-réalisation.
- Etape 3 : publication de l'avis de marché et réception des offres.
- Etape 4 : analyse des offres.
- Etape 5 : suivi du soumissionnaire retenu.
- Etape 6 : suivi des travaux.

Cette mission sera réalisée selon les différentes étapes reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention et doit obligatoirement faire l'objet d'un accord de la part des 2 parties.

ARTICLE 4 : EXCLUSION

Ne font pas partie de la présente mission confiée à l'Assistant :

- La mission d'auteur de projet relative à la conception, réalisation et promotion des édifices à bâtir et ses obligations propres (élaboration et dépôt du dossier de permis d'urbanisme complet, rédaction des clauses techniques du cahier des charges, des plans d'exécution, de la réalisation et promotion de l'ouvrage visé par le ou les marchés de travaux, y compris la réalisation des abords, voiries et parkings). Cette mission sera confiée par le Maître d'Ouvrage à un bureau indépendant d'architectes dans le respect du droit des marchés publics.
- Les études techniques, spécialisées en matière de génie civil, béton armé ou autres, l'Assistant au Maître d'Ouvrage aura cependant pour devoir de coordonner ces études avec les plans. La rémunération à accorder aux ingénieurs spécialisés est à charge du Maître d'Ouvrage.
- Les levés topographiques et relevés précis. Ceux-ci sont fournis par le Maître d'Ouvrage à l'Assistant préalablement à l'établissement des documents de situation existante. L'Assistant ne peut réaliser ces relevés qu'en vertu d'une convention distincte de la présente convention, prévoyant des honoraires distincts.
- Les prestations de services externes éventuelles indépendantes de la mission visée à l'article 1 et 2 (conseils et expertises juridiques, financières ou autres). L'Assistant aura cependant pour devoir de coordonner ces missions.

- La rédaction et la relecture des pièces administratives propres au fonctionnement de la commune (délibération, notification de décision, ...)
- L'accompagnement pour la concrétisation du montage financier, des contrats d'assurance.
- La gestion et la prise en charge des éventuels recours.

ARTICLE 5 : DECISIONS ET TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Au terme de chacune des étapes définies dans l'annexe 1 de la présente convention, l'ensemble des documents et délivrables fournis par l'Assistant sont soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Dès cette approbation obtenue, celle-ci est transmise dans les plus brefs délais à l'Assistant et ce, afin que l'étape suivante puisse débuter.

La détermination de l'organe compétent à qui doit être soumis cette approbation relève exclusivement du Maître d'Ouvrage et plus particulièrement de son agent de contact tel que stipulé à l'article 2.

Par ailleurs, tous les documents techniques, administratifs ou autres destinés à la conception et à l'exécution de la mission définie à l'article 3 seront transmis exclusivement par l'agent de contact, dans les meilleurs délais, à l'Assistant par le Maître d'Ouvrage.

Ceux-ci concernent, entre autres, les extraits de délibération (de l'organe compétent) du Maître d'Ouvrage ainsi que tout document relatif au projet.

A la première réunion, les modalités de fonctionnement et d'échange d'informations entre les contractants seront clairement définies.

ARTICLE 6 : DEBUT DE LA MISSION

Une réunion de démarrage sera planifiée avec toutes les parties en vue de parcourir la convention et de fixer toutes les modalités de réalisation de la mission.

La mission débute et les délais commencent à courir, au plus tard, 30 jours calendrier après réception par l'Assistant de la part du Maître d'Ouvrage :

- de la présente convention et de ses annexes dûment signées et complétées et ce en double exemplaire ;
- de tous les renseignements utiles au démarrage de la mission.

L'Assistant renvoie à son tour au Maître d'Ouvrage un des exemplaires de la convention et de ses annexes en l'informant de la date du début de la mission.

ARTICLE 7 : DELAIS D'EXECUTION

Un planning de réalisation de la mission sera établi suite à la réunion de démarrage. Il intégrera au maximum les délais nécessaires (délais d'approbation, de recours éventuels, ...). Ce planning sera adapté au fur et à mesure du déroulement de la mission.

Les délais prévus pour la réalisation de chacune des étapes ne comprennent pas les temps nécessaires aux avis, adoptions et approbations.

Chacune des étapes est commandée par lettre émanant du Maître d'Ouvrage.

Les délais des étapes commencent à courir le premier jour ouvrable qui suit la réception de cette lettre de commande.

Les délais relatifs à l'exécution de la mission telle que définie à l'article 3 (délais suspendus durant en juillet les deux semaines de congés de fin d'année) se répartissent suivant le calendrier repris à l'annexe 3 de la présente convention. Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention et doit obligatoirement faire l'objet d'un accord de la part des 2 parties.

ARTICLE 8 : HONORAIRES

Les honoraires de l'Assistant relatifs à la mission définie à l'annexe sont couverts par une somme forfaitaire fixée à un total de 27 075 € HTVA hors options.

Cette somme est répartie par phases, reprises dans l'annexe 3 de la présente convention et qui en fait partie intégrante. Cette annexe doit obligatoirement faire l'objet d'un accord de la part des 2 parties.

Les honoraires prévus par la présente convention couvrent l'analyse d'un maximum de 5 candidatures ou offres. Un supplément d'honoraires de 600 € HTVA est facturé pour chaque candidature et 1 200 € HTVA par ou offre dépassant ce maximum, même si celle-ci n'est pas sélectionnée ou est irrégulière.

ARTICLE 9

Sont compris dans les honoraires, la fourniture par l'Assistant d'un exemplaire papier et un envoi numérique pour chaque étape.

Tout exemplaire supplémentaire sera facturé comme suit :

- photocopie N/B A4 : 0,10 €/pc
- photocopie N/B A3 : 0,15 €/pc
- photocopie couleur A4 : 0,75 €/pc
- photocopie couleur A3 : 1 €/pc
- plan par traceur :
 - * en N/B (papier) sur base d'un rouleau A0 : 35 €/m courant
 - * en couleurs (papier) sur base d'un rouleau A0 : 45 €/m courant

Ces prix s'entendent TVA non comprise et hors frais postaux.

ARTICLE 10 : EXTENSION DE MISSION

Toute extension de la mission d'Assistant à des prestations non prévues par la présente convention nécessite préalablement une notification écrite du Maître d'Ouvrage et donne lieu à des honoraires supplémentaires à définir de commun accord entre les parties.

Toute prestation nécessitant une prestation externe aux services de l'Assistant fera l'objet d'une refacturation directe.

ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT

Les honoraires dus à l'Assistant seront facturés au Maître d'Ouvrage sur la base suivante :

→ 10 % du montant total visé à l'article 8 après la réunion de démarrage.

ETAPES 1 à 4

→ Une facture pour chaque étape. Facture établie lors du dépôt du rapport final de chaque étape.

ETAPE 5

→ En cours de chantier :

- 30 % au début du chantier (= ordre de commencer les travaux donné par le Maître d'Ouvrage).
- Pour des chantiers dépassant un délai de 12 mois, des factures seront établies tous les 6 mois au prorata des états d'avancement des travaux.
- 70 % solde à la réception provisoire.

Les factures seront prises en réception par le Maître d'Ouvrage après approbation du comité d'accompagnement du projet.

Les honoraires seront payables dans les 30 jours fin de mois de la date de facturation. Les sommes non créditées sur le compte de l'Assistant le jour de leur échéance produiront d'office et sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure un intérêt au taux de dix pourcents (10 %) l'an, et entraîneront la déduction à titre de clause pénale d'une indemnité forfaitaire égale à dix pourcents (10 %) du montant impayé sans que ladite indemnité puisse être inférieure à septante-cinq euros (75 €).

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

L'Assistant peut faire appel à la sous-traitance pour l'aider dans l'exécution de sa mission.

L'Assistant enverra à l'agent de contact les noms de ses sous-traitants, les informations importantes y afférents ainsi que l'importance des prestations qui leur sont confiées.

Un relevé de géomètre est nécessaire pour débiter la mission. Le montant estimé pour cette sous-traitance est de 3 000 € HTVA. Les honoraires du géomètre seront refacturés au prix coûtant à la commune par le BEP. Le géomètre sera en sous-traitance du BEP.

ARTICLE 13 : INTERRUPTION DE MISSION

Si la mission est résiliée par le Maître d'Ouvrage en dehors de toute faute contractuelle de l'Assistant, ce dernier est en droit de réclamer au Maître d'Ouvrage, à titre d'indemnité de résiliation, 50 % des honoraires relatifs à

l'étape suivante. Les honoraires relatifs à l'étape en cours au moment de la résiliation par le Maître d'Ouvrage sont en outre payés dans leur totalité, indépendamment des prestations effectivement accomplies.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles affectées par l'événement sont suspendues automatiquement pendant la durée effective de l'empêchement.

La partie qui invoque la force majeure est tenue d'annoncer par écrit, à l'autre partie, le commencement et la fin de l'événement constitutif d'empêchement, respectivement dans les huit jours calendrier de l'apparition et de la cessation de celui-ci.

Chacune des parties contractantes peut résilier unilatéralement la présente convention en cas de manquement par l'autre de des obligations essentielles.

Préalablement, elle doit mettre l'autre en demeure de remplir ses obligations dans un délai de deux mois, par lettre recommandée.

La partie concernée peut faire valoir sa défense par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours ouvrables.

En cas d'inexécution au terme du délai de deux mois ou faute d'un accord après la défense, la résiliation est notifiée par lettre recommandée.

ARTICLE 14 : TRIBUNAUX COMPETENTS

Toute contestation qui surgirait entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention devra, avant d'être soumise à la juridiction compétente, être déférée à une commission de conciliation de deux membres, dont l'un désigné par le Maître d'Ouvrage, le second par l'Assistant.

Cette commission s'efforcera d'amener la conciliation entre les parties, après les avoir entendues dans leurs explications.

Si une transaction s'ensuit, elle ne sera applicable qu'après obtention des autorisations requises.

Au cas où la conciliation ne pourrait se réaliser, le litige sera porté devant le Tribunal de première instance de Namur.

ARTICLE 15

L'Assistant est en droit de considérer que le Maître d'Ouvrage renonce à l'exécution de la mission prévue aux termes de la présente convention, à défaut pour l'une ou l'autre de poursuivre normalement la procédure dans un délai maximum de trois ans.

En pareil cas, l'Assistant a le droit de considérer la présente convention comme résiliée pour la partie non exécutée et de prétendre, dès l'expiration du délai de trois ans entre deux étapes, à l'indemnité prévue à l'article 13.

ARTICLE 16 : DROITS D'AUTEUR

L'Assistant conserve ses droits d'auteur sur le résultat des prestations qu'il accomplit au profit du Maître d'Ouvrage, et notamment l'entière propriété de ses plans, études et avant-projets avec l'exclusivité des droits de reproduction de ceux-ci sous toutes les formes et de quelque manière que ce soit.

Ces documents peuvent être utilisés par le Maître d'Ouvrage uniquement pour permettre de lancer le marché de services pour désigner l'auteur de projet.

ARTICLE 17

L'exécution du présent contrat est régie, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

ANNEXE 1 – ETAPES DE LA MISSION VISEE A L'ARTICLE 3

Un relevé de géomètre est nécessaire pour débiter la mission. Le montant estimé pour cette sous-traitance est de 3000€ HTVA. Les honoraires du géomètre seront refacturés au prix coûtant à la commune par le BEP. Le géomètre sera en sous-traitance du BEP.

Etape 1 : Conception de l'avant-projet (Esquisse et estimation) en vue de l'approbation provisoire par le Conseil communal et la SPW-DGO4-DAO (tranche ferme)

- Proposition de différentes alternatives pour l'organisation du parking de délestage et de la promenade urbaine en matière de localisation de l'assiette, du nombre de places, des matériaux utilisés et de l'analyse de risques (aléa d'inondations, structure du sol, résistance et durée de vie des matériaux, ...)
- Présentation d'un avant-projet complet en concordance avec la fiche-projet n°17 élaborée par le bureau AZERO dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine comprenant :
 - l'esquisse d'aménagement de l'alternative retenue, elle devra comprendre au minimum:
 - o le type de revêtement préconisé;
 - o le type d'éclairage;
 - o le mobilier;
 - o les dispositifs mis en place pour la gestion de l'eau;
 - o les dispositifs de sécurité pour les berges du ruisseau de la Rosière;
 - o les actions éventuelles à mener sur les arbres existants et le type de végétaux à planter pour la zone d'espace vert;
 - o les actions éventuelles à mener sur les murs en pierre et brique délimitant la parcelle ;
 - l'estimation budgétaire en distinguant d'une part l'estimation des travaux d'aménagement et d'autre part l'estimation de la valeur des éventuelles emprises de parcelles à acquérir;
- Présentation de l'avant-projet pour avis à la Commission de Rénovation Urbaine ;
- Présentation de l'avant-projet pour accord au Conseil communal ;
- Adaptation de l'esquisse en fonction des éventuels avis et remarques de la Commission de Rénovation urbaine et du conseil communal ;
- Présentation de l'avant-projet pour approbation provisoire au SPW-DGO4-DAO.

ETAPE 2 : rédaction du cahier spécial des charges conception- réalisation

(Le lancement de l'étape 2, tranche conditionnelle, ne pourra avoir lieu qu'après la décision par le Collège Communal et de l'émission de l'arrêté de subvention par la région Wallonne)

L'Assistant rédige les clauses administratives et techniques du cahier des charges conception et réalisation en vue de la désignation d'une équipe architecte- entrepreneur. L'Assistant prépare également l'avis de marché (format 3P) et le propose pour validation aux instances.

ETAPE 3 : Publication de l'avis de marché et réception des offres

1. Après approbation du cahier spécial des charges et de l'avis de marché par le Maître d'Ouvrage (et l'autorité de tutelle, s'il y a lieu) et obtention éventuelle des promesses fermes de subsides, l'Assistant procède à la publication des avis de marchés, s'il y a lieu, au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage.

2. L'assistant organise la séance d'ouverture des offres s'il y a lieu.

ETAPE 4 : Analyse des offres

1. L'Assistant analyse les offres du point de vue administratif et technique.

2. L'Assistant présente un rapport d'analyse des offres et un projet de décision motivée en vue de l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage.

En cas de non attribution du marché et relance de la procédure, les honoraires complémentaires liés à cette phase seront facturés.

3. Présentation du dossier de marché des travaux au SPW-DGO4-DAO pour approbation.

ETAPE 5 : Assistance à l'élaboration des dossiers d'urbanisme

(Le lancement de l'étape 5, tranche conditionnelle, dépendra des décisions de l'approbation du projet et du marché des travaux par le SPW-DGO4-DAO; et de la décision du conseil communal de procéder au marché public de réalisation de travaux)

L'Assistant accompagne le Maître d'Ouvrage dans sa mise au point des dossiers d'urbanisme avec l' (les) auteur(s) de projet désigné(s) et dans le suivi de la procédure administrative jusqu'à l'obtention du permis d'urbanisme (ou de tout autre permis similaire).

ETAPE 6 : Suivi de chantier

(Le lancement de l'étape 6, tranche conditionnelle, ne pourra avoir lieu qu'après la décision du Collège Communal)

Service d'assistance et de conseil au Maître d'Ouvrage, dans le cadre du **suivi administratif, et financier du chantier.**

Dans ce cadre,

- L'Assistant participe aux réunions de chantier hebdomadaires et, à la demande écrite du Maître d'Ouvrage (un fax ou un email de la personne de contact visée à l'article 1 suffit), si nécessaire, aux réunions des organes de gestion du Maître d'Ouvrage ;

- Il veille à la bonne coopération de tous les intervenants dans le Projet : auteurs de projet et entreprises de travaux;
- Il transmet à la personne de contact du Maître d'Ouvrage (cf. article 1) toutes les décisions qui doivent être prises par le Maître d'Ouvrage afin de mener à terme le projet sans retard;
- Il veille particulièrement au respect du cahier des charges
- Il peut également assister le Maître d'Ouvrage dans la négociation des éventuels décomptes, vérifier les révisions, conseiller le Maître d'Ouvrage sur les éventuelles modifications techniques proposées par les auteurs de projet et/ou les entreprises ;
- Il rédige un rapport financier mensuel du chantier et vérifie les formules de révision des états d'avancement ;
- Il participe aux réceptions provisoires et définitives;
- Plus généralement, il communique tous compléments aux procès-verbaux de l'auteur de projet.

ANNEXE 2 : IDENTIFICATION DE L'AGENT DE CONTACT VISE A L'ARTICLE 2

NOM :

PRENOM :

SERVICE :

FONCTION :

ADRESSE :

TELEPHONE¹ :

ADRESSE MAIL²:

FAX :

GSM :

1. Ce numéro de téléphone doit permettre un contact direct avec l'agent de contact
 2 Idem

ANNEXE 3 : DELAIS ET HONORAIRES

Un relevé de géomètre est nécessaire pour débiter la mission. Le montant estimé pour cette sous-traitance est de 3000€ HTVA. Les honoraires du géomètre seront refacturés au prix coûtant à la commune par le BEP. Le géomètre sera en sous-traitance du BEP.

I DELAIS D'EXECUTION (ARTICLE 7) :

- ETAPE 1 40 jours ouvrables
- ETAPE 2 30 jours ouvrables
- ETAPE 3 5 jours ouvrables
- ETAPE 4 20 jours ouvrables
- ETAPE 5 10 jours ouvrables
- ETAPE 6 suivant durée du chantier estimée

II HONORAIRES (ARTICLE 8) :

- ETAPE 1 9 475€ HTVA
- ETAPE 2 4 400€ HTVA
- ETAPE 3 550 € HTVA
- ETAPE 4 5 500€ HTVA
- Maximum de 5 offres
- 600 € HTVA par offre supplémentaire
- ETAPE 5 1 650€ HTVA
- ETAPE 6 5 500€ HTVA

17. Projet de co-accueil – convention de collaboration avec l'ASBL SAMBRILOU

*M. LALIERE est surpris par la méthodologie employée. Le projet a été très peu discuté et il se demande si des comparaisons avec d'autres institutions d'accueil de la petite enfance ont été faites. Il lui paraît impossible de voter ce point, présenté de manière trop abrupte.
 Le groupe PS souhaite un vote nominatif.*

Mlle MOUREAU indique que le Collège souhaite faire des économies, mais qu'au vu des charges assumées par la Ville, cela lui pose question.

Mme CASTEELS demande ce qu'il en est de l'objectif même de la mise en place de ce co-accueil. L'analyse des besoins a-t-elle été réalisée sur l'entité ? Il lui semble qu'aucun élément ne permet de mettre fin à a convention. Rien ne laisse penser que la structure se passe au sein d'une école et que des liens sont à créer.

Le Président rappelle que le mode de fonctionnement était à revoir et que tout le monde semblait d'accord sur ce principe. Il lui demande quelles autres propositions elle peut faire.

Mme CASTEELS estime que c'est la manière dont le dossier a été traité qui pose problème, s'est-on posé la question du réel besoin des ménages fossois, du nombre des enfants accueillis, du nombre de puéricultrices nécessaires, d'une quote-part des parents dans la structure actuelle ?

M. FAVRESSE indique que le nombre de places d'accueil actuellement disponibles sur Fosses est en-deçà du nombre préconisé par l'ONE. Les liens entre le co-accueil et l'école seront faits.

Mme CASTEELS indique que ce dernier point n'est pas mis dans la convention.

M. FAVRESSE précise que ladite convention vise une mise à disposition de locaux et non un projet pédagogique.

M. DENIS demande si le Collège a toujours en projet d'agrandir la crèche dans le cadre du plan Cigogne 3. Si tel est le cas, n'y aura-t-il pas un refus de subventionnement de la part de l'ONE, à cause de la mise en place d'un co-accueil ?

M. FAVRESSE indique que ce sont des types d'accueil différents et qu'il n'y aura donc pas de problème. De plus, le projet Cigogne 3 ne serait accepté qu'en 2020, avec ouverture au plus tôt en 2022.

Mme SPINEUX précise avoir obtenu une réponse de l'ONE qui va dans ce sens, les deux projets peuvent cohabiter sans problème.

Le Président accepte un vote nominatif.

Le Conseil, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et les dispositions légales et réglementaires en la matière ;

Vu le Décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment son art. 6§2 ;

Vu la décision du Collège communal du 21 avril 2016 de collaborer avec l'asbl Sambrilou pour la mise sur pied d'une structure de co-accueil ;

Vu la proposition de convention de collaboration ci-jointe ;

Considérant que la proposition susvantee correspond aux attentes de la Ville ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 11 voix pour, 6 voix contre (Pour le groupe PS : MM. Willy PIRET, Romuald DENIS, Christian LALIERE, Mmes Françoise LAMBERT et Françoise MOUREAU ; pour le groupe Ecolo : Mme Céline CASTEELS) et 0 abstention ;

DECIDE

Article 1^{er} : D'approuver la convention ci-jointe ;

Article 2 : Pour l'application de la présente convention, de porter une attention particulière aux enfants participant à l'accueil, issus de ménages fossois ou travaillant sur l'entité ;

Article 3 : De transmettre la présente décision à l'asbl Sambrilou et au Directeur financier, pour bonne suite.

CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX

Entre les soussignés :

De première part :

La commune de Fosses-la-Ville, représentée par M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre et Mme Sophie CANARD, Directrice générale ff ; en exécution d'une délibération du Conseil Communal datée du 11 juillet 2016.

Dénommée ci-après : « le propriétaire »

De seconde part :

« L'asbl Sambrilou, Service d'Accueillantes d'Enfants Conventionnées dont le siège social est établi rue des Déportés 7 5060 Tamines, représentée par Véronique Duchesne, Directrice, organe de représentation de l'asbl.

Ci-après dénommée : « L'occupant »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'occupant est une ASBL, ayant pour objet l'accueil de la petite enfance, reconnue et agréée par l'ONE (Office de la naissance et de l'enfance). Dans le cadre de ses activités, un duo de co-accueillantes conventionnées est concerné par l'occupation des locaux pour le compte de l'occupant exclusivement à cette fin dans l'exercice de leur activité spécifique. Aucune autre destination ne pourra être donnée aux locaux occupés.

Il a ensuite été convenu ce qui suit :

Article 1 :

Le propriétaire concède à l'ASBL un droit d'occupation portant sur le bien constitué d'un local situé rue de Névremont, 60 à 5070 Névremont (Fosses-la-Ville)

La description des locaux correspond au plan ci-joint et sera aménagé comme suit :

- entrée : une double main courante droite ;
- réalisation d'un espace repos : une grande chambre qui peut se diviser en 2 par une cloison amovible, avec radiateur à déplacer, éclairage différencié dans l'espace repos et l'espace de vie et 2 portes avec fenêtre pour permettre la surveillance visuelle de la sieste ;
- isolation thermique et acoustique, avec ventilateur plafond (chambre et espace de vie) ou tout autre moyen techniquement possible, climatiseur, grillage extérieur afin d'éviter que les enfants de l'école de percutent la paroi lors des récréations et stores occultants ;
- réalisation d'un coin cuisine avec un 2^{ème} point d'eau avec évier de cuisine, frigo et four à micro-ondes ;
- protection des tuyaux par des mousses polyuréthanes ;
- pose d'un nouveau vinyle ;
- mise en ordre des détecteurs et extincteur.

Le matériel de puériculture sera à charge de l'occupant.

L'état du bien est connu de l'occupant qui déclare l'avoir reçu tel que décrit dans l'état des lieux. Des photos serviront de complément à l'état des lieux, annexé au présent contrat. L'usure normale et réparations incombent au propriétaire.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le 1^{er} septembre 2016 sauf notification par l'une ou l'autre des parties de sa volonté de résilier avec préavis de 12 mois par lettre motivée, recommandée, avant la date anniversaire de la présente convention.

L'occupant reconnaît avoir reçu 4 clés du bâtiment et en avoir transmis un exemplaire à chacune des deux accueillantes en fonction à cette date. Ladite remise des clés n'implique nullement une quelconque transmission de propriété ou de jouissance des lieux à quelque titre que ce soit sauf ce qui est dit dans la présente convention. La perte des clés entraînera le paiement par l'utilisateur de la facture du remplacement de tous les barillets de serrures dont dépend la clef concernée en particulier s'il s'agit d'une des clés pyramidales propre à l'immeuble.

Conformément au règlement-taxe en vigueur relatif à l'enlèvement et au traitement des déchets, l'occupant est tenu d'appliquer les règles de tri des déchets et de s'acquitter de la taxe y relative.

Article 3 :

La présente convention ne donnera pas lieu au paiement d'un loyer. Les charges d'eau, de gaz, d'électricité sont à charge du propriétaire. L'entretien et les réparations du bâtiment sont à charge du propriétaire (peinture, réparation, rafraichissement extérieur, vitres,..) ainsi que les aménagements requis par le service d'incendie ou par l'ONE pour l'accueil des enfants.

En dehors des heures d'occupation par les accueillantes, les locaux peuvent être utilisés par l'asbl afin d'organiser des réunions, des activités liées à son objet social.

(Les locaux sont accessibles, chauffés également durant les vacances scolaires).

L'occupant s'engage à disposer des lieux en bon père de famille. Tout dysfonctionnement est signalé au propriétaire.

Article 4 :

Le propriétaire prend toutes mesures utiles afin de garantir la sécurité des lieux décrits ci-avant, des biens et des personnes.

Il veille ainsi à assurer la conformité du matériel de chauffage, d'électricité et de plomberie aux normes de sécurité. Il procède si nécessaire et en temps utile à leur maintenance ou remplacement. L'occupant s'engage, dès constat, à signaler tout problème ou défaut en la matière et à utiliser chauffage et électricité de la manière la plus rationnelle possible pour une maîtrise optimale des coûts énergétiques.

Article 5 :

L'asbl contracte une assurance accident corporel et risques en responsabilité civile couvrant le personnel et les enfants accueillis.

Les assurances relatives à l'immeuble et à son exploitation sont prises par le propriétaire qui abandonne tout recours contre l'asbl, les personnes à leur service, ses mandataires ou ses occupants du fait d'un dommage qu'il viendrait à subir par la survenance d'évènements fâcheux tels qu'incendie, dégâts des eaux ou accidents.

Article 6 :

Les travaux, aménagements, transformations permettant d'ouvrir le milieu d'accueil seront à charge du propriétaire et devront être réalisés avant l'ouverture. Une fois les lieux jugés conformes à recevoir l'occupation convenue, toutes modifications substantielles des lieux décrits sont interdites. Néanmoins toute modification éventuellement sollicitée par une des parties ferait l'objet d'un accord préalable. En outre, le propriétaire se réserve la possibilité d'effectuer des travaux dans une des parties pas occupées du bâtiment sans mettre en péril l'occupation raisonnablement paisible par l'ASBL occupante.

Article 7 :

L'Asbl « Sambrilou » met les locaux à disposition de deux co-accueillantes. Le nombre d'accueillantes a été fixé à deux, au maximum, et ce, par convention.

Article 8 :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention pourra être réglé de commun accord entre les parties ou à défaut sera soumis à la procédure de conciliation devant le Juge de Paix de Fosses-la-Ville.

Article 9 :

Une révision des présentes dispositions pourra intervenir à la demande d'une des parties qui veilleront à entretenir un dialogue constant dans un souci d'assurer pleinement la convergence de leur objectif social.

Article 10 :

A la fin de la première année, une réunion d'évaluation sera organisée par les différentes parties pour évaluer la situation d'occupation des locaux et les mesures à adopter pour la suite du partenariat.

Article 11 :

L'ASBL pourra placer exclusivement sur l'immeuble visé à l'article 1^{er}, en se conformant à la réglementation en vigueur, toute enseigne et publicité de son choix pour autant qu'elles aient trait aux activités décrites ci-dessus et sous réserve d'un avis favorable de la commune.

18. ATL – ratification de la délibération du Collège communal du 30 juin 2016 relative à la plaine de vacances 2016 – avenant à la convention de collaboration 2016 – jeunesse et santé

Ratifie à l'unanimité la délibération du Collège communal du 30 juin 2016 relative à la plaine de vacances 2016 – avenant à la convention de collaboration 2016 – jeunesse et santé.

19. PCS – convention de partenariat « modules Eco Watchers 2016-2017 » relative à l'exécution de l'action « énergie-logement »

Le Conseil, en séance publique,

Vu les décrets du Gouvernement Wallon du 05 novembre 2012 portant sur les Plans de Cohésion Sociale dans les Villes et Communes de Wallonie;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le Plan de Cohésion Sociale 2014-2019, notamment son action 10 « Energie-logement » ;

Considérant que l'action 10 répond bien à l'objectif stratégique « Assurer à tous les citoyens fossolis une place réelle, enrichissante et stimulante dans la société ; qui soit le fruit d'un choix pour lequel les ressources existent. » ;

Considérant le travail conjoint déjà réalisé entre la Ville et le CPAS lors des modules « Eco Watchers » précédents ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits au budget de l'exercice 2016, à l'article 84010/124-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1er: d'approuver la convention de partenariat « Modules Eco Watchers 2016-2017 » ci-jointe ;

Article 2 : de transmettre la présente au CPAS et au SPW- DiCS, Place Joséphine-Charlotte, 2 à 5100 Jambes, pour information et disposition.

CONVENTION

Modules « Eco Watchers » 2016 – 2017 dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale

entre

La Ville de Fosses-la-Ville, située Place du Marché 1 à 5070 Fosses-la-Ville, représentée par Mr Gaëtan de Bilderling, Bourgmestre, et Mme Sophie Canard, Directrice Générale f.f. ;

et

le CPAS de Fosses-la-Ville, situé Ruelle des Remparts 6 à 5070 Fosses-la-Ville, représenté par Mme Chantal Borgniet-Demil, Présidente, et Mme Frédérique Goisse, Directrice Générale f.f. ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : En 2016 et 2017, les modules du projet « Eco Watchers » sont organisés par le CPAS, en collaboration avec l'asbl « Empreintes-CRIE » de Namur et le Plan de Cohésion Sociale de la Ville.

Art. 2 : le CPAS gère, via un subsidé PAPE (Plans d'Action Préventive pour l'Energie), la facture d'animation des modules dispensés par l'asbl « Empreintes », ainsi que les frais de réception (collations et petit matériel).

Art. 3 : le CPAS et la Ville s'occupent conjointement de faire la publicité du projet auprès du public cible et des partenaires relais, ainsi que de la collecte des inscriptions et de la sélection des candidats.

Art. 4 : le CPAS met à disposition la tutrice en énergie, en assurant sa présence lors des séances ainsi que le suivi individuel des ménages participants (via des visites à domicile, un mini-audit énergétique, une aide à l'accès à des primes éventuelles, le listing et l'achat de petites fournitures,...).

Art. 5 : la Ville met à disposition un local au sein de la Maison des Zolos (rue des Zolos 22, à 5070 Fosses-la-Ville), gère la réservation de la salle et s'occupe de l'intendance (mise en route du chauffage, mise à disposition de tables, chaises, tableau,...).

Art. 6 : le calendrier organisant le déroulement des modules, ainsi que l'horaire des séances, seront mis en place en concertation entre la Ville, le CPAS et l'asbl Empreintes, en fonction des disponibilités des opérateurs ainsi que du local.

Art. 7 : la Ville s'occupe de la convocation et du rappel des réunions aux participants.

Art. 8 : la Ville répond aux besoins de mobilité éventuels du public participant, via la mise à disposition du Taxi social.

Art. 9 : l'achat de petit matériel et les petits investissements visant l'amélioration du confort énergétique de l'habitat des participants, sont pris en charge par la Ville. A cette fin, et pour chaque module organisé, le CPAS s'engage à transmettre au Collège communal la liste des achats prévus ainsi que le montant correspondant, pour accord.

Art. 10 : Ladite convention prend cours le 1^{er} janvier 2016 et prendra fin lors de la clôture du dernier module subsidié par le PAPE, ou au plus tard le 31 décembre 2017.

20. Mode d'attribution de l'emploi d'un(e) Directeur(trice) général(e) et procédure de recrutement

Mme Sophie CANARD, Directrice générale ff, en conflit d'intérêt vu sa candidature au poste, quitte l'assemblée.

Le Président désigne M. DREZE comme secrétaire.

Le Président signale que le Ministre préfère une procédure classique, plutôt qu'une procédure de promotion interne comme le conseil l'avait voté précédemment. Ensuite, il présente la composition du jury.

M. LALIERE signale que lui-même préfère que l'on respecte les règles de recrutement et donc la procédure classique. Il constate que les pondérations choisies donnent un poids important aux matières de droit par rapport à la matière sur les marchés publics (seulement 5 points, ce qui est peu par rapport à la complexité du sujet). Il serait souhaitable d'avoir un meilleur équilibre dans les pondérations choisies.

Après réflexion, le Président propose :

- 25 points au lieu de 30 pour le droit communal et la loi organique,
- 10 points au lieu de 5 pour la loi sur les marchés publics.

Le point est approuvé à l'unanimité moyennant la rectification des pondérations.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1124-2 ;
Vu le Décret du 18/04/2013 modifiant le Code précité et notamment son article L1124-2 §2 stipulant que l'emploi de Directeur général est accessible par recrutement, par promotion et par mobilité ;
Vu les statuts administratif et pécuniaire des grades légaux, approuvés par le Conseil communal en date du 14/12/2015 ;
Vu la délibération du Conseil communal du 14/09/2015 déclarant la vacance de l'emploi de Directeur(trice) général(e) ;
Revu notre décision du 14/09/2015 sur le choix de la promotion comme mode d'attribution de l'emploi d'un(e) Directeur(trice) général(e), en ouvrant aux agents de niveau A et aux agents de niveau D6, B, C3 et C4 disposant de 10 années d'ancienneté dans ces niveaux, et ce quel que soit son statut ;
Vu le procès-verbal de la réunion du comité particulier de négociation Ville/CPAS du 04/11/2015, duquel il ressort que M. Marc RENARD, Mandataire permanent CSC, s'étonne que l'accès par promotion au grade de Directeur général soit ouvert aux agents contractuels ;
Vu l'avis émis en date du 28/01/2016 par M. Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'énergie, informant le Collège communal que dans le cadre de l'accès par promotion, seuls les agents nommés à titre définitif peuvent postuler à un emploi de Directeur général, et ce en vertu de la circulaire du 27/05/1994 relative à la révision générale des barèmes à laquelle notre Commune a adhéré ;
Vu l'avis émis en date du 18/02/2016 de Me Steve GILSON, Avocat, confirmant l'avis de Monsieur le Ministre ;
Considérant dès lors que la procédure entamée est caduque et qu'il y a lieu de fixer, à nouveau, un mode d'attribution de l'emploi d'un(e) Directeur(trice) général(e), ainsi que la procédure de recrutement y relative ;
Sur proposition du Collège communal ;
Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De choisir comme mode d'attribution de l'emploi d'un(e) Directeur(trice) général(e), le recrutement.

Article 2 :

De fixer les conditions générales d'accès à l'emploi précité, comme suit :

- a) être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ;
- b) jouir des droits civils et politiques ;
- c) être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;
- d) être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A ;
- e) être lauréat de l'examen visé à l'article 5 ;
- f) avoir satisfait au stage.

Article 3 :

De fixer les conditions de participation à l'examen, comme suit :

Pour participer à l'examen, les candidats doivent être porteurs :

- a) d'un diplôme ou certificat pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services de l'Etat, des communautés et des régions ;

Et

- b) d'un certificat de management public ou tout autre titre équivalent délivré par un organisme agréé par le Gouvernement sur avis du Conseil Régional de la Formation.

Ce certificat peut être obtenu durant la 1^{ère} année de stage. Cette période peut être prorogée jusqu'à l'obtention du certificat pour une durée d'un an.

Lorsque le certificat prévu ci-dessus n'est pas acquis à l'issue de la période susvisée, le Conseil peut notifier au Directeur général, son licenciement.

L'obtention du certificat de management public n'est pas requise tant qu'il n'est pas organisé.

Article 4 :

De procéder à l'appel public de l'offre d'emploi de Directeur(trice) général(e), durant 15 jours, avec publication de cette offre dans le quotidien Vers l'Avenir, sur le site internet de notre Ville, ainsi que sur les sites du Forem et de l'UVCW.

Article 5 :

De fixer les modalités et la pondération des épreuves de recrutement, comme suit :

L'examen comporte les trois épreuves suivantes :

- a) une première épreuve écrite d'aptitude professionnelle permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes (80 points/200 points) :
 - droit constitutionnel (5 points/80 points);
 - droit administratif (30 points/80 points);
 - droit des marchés publics (10 points/80 points);

- droit civil (5 points/80 points);
- finances et fiscalités locales (5 points/80 points);
- droit communal et loi organique des CPAS (25 points/80 points).

b) une seconde épreuve écrite permettant de juger la maturité d'esprit des candidats et leur niveau de formation générale consistant en une synthèse accompagnée de commentaires d'un exposé de niveau universitaire, traitant d'un sujet d'ordre général (20 points/200 points).

c) une troisième épreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat, notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette fonction en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne (100 points/200 points).

Les candidats doivent obtenir 50% des points au moins à chaque épreuve et 60% au total.

Article 6 :

De déterminer le profil de ladite fonction, comme indiqué ci-dessous :

1) Missions :

§1^{er} : Le Directeur général est chargé de :

- Préparer les dossiers soumis au Conseil et Collège ;
- Assister sans voix délibérative aux séances du Conseil et du Collège ;
- Rédiger les procès-verbaux du Conseil et en assurer leur transcription ;
- Assurer le rôle de chef du personnel.

§2 : Le Directeur général est chargé de diriger et coordonner les services, sous le contrôle du Collège.

A cette fin, il rédige un projet d'organigramme, qu'il soumet à concertation au sein du Comité de Direction. Le projet est alors soumis à la décision du Collège.

§3 : Le Directeur général participe avec voix délibérative aux jurys d'examen dans le processus de recrutement du personnel communal. Il peut déléguer cette mission à un agent pour autant que ce dernier soit de niveau supérieur au candidat à l'examen.

§4 : Le Directeur général arrête la proposition d'évaluation du personnel.

§5 : Le Directeur général peut infliger les sanctions disciplinaires mineures, à savoir :

- l'avertissement et la réprimande, pour les agents statutaires ;
- le rappel à l'ordre et l'avertissement, pour les agents contractuels.

Il notifie sa décision au Collège qui dispose d'un délai de 15 jours pour l'évoquer. Passé ce délai, la sanction est notifiée à l'agent.

§6 : Le Directeur général met en œuvre et évalue la politique de gestion des ressources humaines.

§7 : Le Directeur général met en œuvre le programme de politique générale par le biais du contrat d'objectifs décrit au §10 du présent article.

Pour ce faire, il s'appuie sur le Plan Stratégique Transversal communal, en assure le suivi, la mise à jour et l'évaluation.

§8 : Le Directeur général donne des conseils juridiques et administratifs. Pour ce faire, il rappelle les règles de droit applicables, mentionne les éléments de fait dont il a connaissance et veille à ce que les mentions prescrites par la loi figurent dans les décisions.

Un avis de légalité peut lui être demandé par le Collège ou le Conseil avant décision.

§9 : Le Directeur général est responsable du Comité de Direction. Ledit Comité est composé du Directeur général, du Directeur financier et des chefs de service.

§10 : Le Directeur général élabore un contrat d'objectifs. Ledit contrat :

- contient la description des missions légales du Directeur général et qui ressortent du programme de politique générale, ainsi que tout autre objectif quantifiable et réalisable relevant de ces missions ;
- décrit la stratégie de l'organisation de l'administration au cours de la législature pour réaliser les missions et atteindre les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, et les décline en initiatives et projets concrets ;
- contient une synthèse des moyens humains et financiers disponibles et/ou nécessaires par sa mise en œuvre ;
- contient éventuellement les réserves du Directeur général quant aux voies et moyens lui confiés par le Collège au regard de ses objectifs.

Le contrat d'objectifs doit être rédigé dans les 6 mois de la réception de la lettre de mission.

Il est rédigé par le Directeur général, doit être approuvé par le Collège et communiqué au Conseil.

Il doit être actualisé annuellement. Sur demande expresse du Directeur général au Collège, il peut également être actualisé au cours de l'année.

§11 : Le Directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du contrôle interne du fonctionnement des services communaux.

Le système de contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne :

- la réalisation des objectifs ;
- le respect de la législation en vigueur ;
- la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion.

Le Directeur général veille à ce que le cadre général du système de contrôle interne soit soumis à l'approbation du Conseil.

2) Savoir :

Avoir des connaissances suffisantes dans les domaines administratifs et du droit nécessaires à l'exercice de la fonction.

3) Savoir faire :

- bonne maîtrise des outils informatiques ;
- apte à poursuivre des formations de manière approfondie dans les différentes matières liées à la fonction ;
- assumer les responsabilités décrites dans la lettre de mission ;
- être capable de rechercher, analyser, synthétiser, décider après concertation ;
- coordonner tous les départements de l'administration ;
- communiquer clairement tant à l'oral, que par écrit ;
- agir dans l'intérêt de l'Administration.

4) Savoir être :

- faire preuve d'initiative, d'autonomie et de rigueur ;
- faire preuve d'intégrité ;
- être capable de travailler en collaboration avec autrui en vue d'établir des objectifs, de résoudre des problèmes et de prendre des décisions efficaces et appropriées ;
- être capable de diriger une réunion et de prendre la parole en public ;
- posséder des capacités d'adaptation ;
- être ouvert au changement et en être le promoteur ;
- être en mesure de créer un climat de confiance et de convivialité ;
- être capable d'agir avec tact, discrétion et équité ;
- faire preuve de résistance au stress.

Article 7 :

De charger le Collège communal d'organiser la procédure de recrutement.

Conformément au statut administratif des grades légaux, le Collège communal désignera les membres du jury.

Mme CANARD rentre en séance.

21. Procédure de promotion d'un ouvrier manœuvre statutaire au grade d'ouvrier qualifié D1

Le Conseil,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les Statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'administration communale et du CPAS de la Ville, et plus particulièrement l'annexe I concernant les conditions de promotion du personnel communal ;

Vu la demande d'avis de légalité faite au Directeur financier le 27/06/2016 ;

Vu l'absence d'avis de légalité ;

Considérant qu'aux termes du cadre de notre Administration, il s'avère que l'emploi d'ouvrier qualifié D1 est vacant ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'organiser une procédure de promotion d'un ouvrier manœuvre statutaire au grade d'ouvrier qualifié D1.

Article 2 :

De charger le Collège communal d'organiser l'examen de promotion, comportant :

- une épreuve pratique sur les connaissances professionnelles ;
- une épreuve orale permettant de déceler les motivations du candidat et de comparer son profil avec les exigences générales inhérentes à la fonction.

22. Ratification de deux délibérations du Collège communal relatives à la désignation d'une Directrice générale faisant fonction du 4 avril 2016 au 8 avril 2016 inclus, ainsi que le 20 mai 2016

Ratifié à l'unanimité deux délibérations du Collège communal relatives à la désignation d'une Directrice générale faisant fonction du 4 avril 2016 au 8 avril 2016 inclus, ainsi que le 20 mai 2016.

23. Ratification de la délibération du Collège communal du 2 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire IGRETEC

M. LALIERE indique que ces ratifications prouvent l'intérêt d'une séance du Conseil en juin.

Ratifié à l'unanimité la délibération du Collège communal du 2 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire IGRETEC.

24. Ratification de la délibération du Collège communal du 2 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire INASEP

Ratifié à l'unanimité la délibération du Collège communal du 2 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire INASEP.

25. Ratification de la délibération du Collège communal du 9 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire AMIFOR

Ratifié à l'unanimité la délibération du Collège communal du 9 juin 2016 relative à l'Assemblée générale ordinaire AMIFOR.

26. Service Enseignement – école communale Fosses II – implantation de Névremont

M. DREZE informe que la décision proposée diffère de celle initialement prévue et transmise aux conseillers, suite à de nouvelles informations et analyses du dossier.

Il est donc proposé à la décision :

Article 1^{er} : de suivre les directives de la Fédération Wallonie Bruxelles en matière de comptage.

Article 2 : de ne pas maintenir ouverte l'école maternelle de Névremont, dans le cas où le nombre de 16 enfants n'est pas atteint au 09 septembre 2016.

Article 3 : de maintenir ouverte l'école maternelle de Névremont pour l'année scolaire 2015-2016, dans les conditions imposées par la Fédération Wallonie Bruxelles, dans le cas où le nombre d'enfants au 30 septembre 2016 se situe entre 16 et 20. Dans ce cas, la Ville ne supportera aucun coût supplémentaire aux subventions accordées par la Fédération.

M. DENIS demande si l'on a calculé le coût que représenterait l'intervention communale d'une année en dérogation.

M. DREZE répond que ce n'est pas évident, étant donné le fait que les entrées des enfants en maternelle peuvent avoir lieu tout au long de l'année scolaire. Il s'engage néanmoins à réaliser une estimation par enfant, sur base de 17 inscrits.

M. LALIERE se dit satisfait du fait que l'on suive les textes légaux et indique que d'autres formules sont sans doute à envisager pour encadrer l'école par des moyens financiers alternatifs (appels à projets, par exemple), au besoin.

Mme CASTEELS remercie le Collège pour cette réflexion et souligne l'importance de soutenir la confiance que l'on met dans nos écoles communales, qui ont une réelle valeur ajoutée, notamment par leur petite structure et leur proximité.

M. DENIS demande que l'on envisage la réhabilitation de l'immeuble jouxtant l'implantation d'Aisemont, afin d'être proactifs et de ne pas faire subir aux enfants et enseignants un éventuel manque de place.

M. DREZE indique qu'un rendez-vous est fixé avec l'ONE afin de connaître leurs exigences en termes de réaffectation du bâtiment mentionné par M. DENIS. Il rappelle que le subventionnement actuel dans ce cadre est de 60%, alors que l'enveloppe est figée et que le nombre de demandes augmente chaque année. Il indique également que cette année, huit enfants issus de l'implantation de Névremont sont inscrits en 1^{ère} primaire à Aisemont, ce qui soutient la proposition de collaborations étroites entre les deux infrastructures.

Le Conseil, en séance publique,

Vu le Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et ses modifications ultérieures ;

Vu la législation en vigueur organisant le comptage dans l'enseignement fondamental ;

Vu le Code de la Démocratie Locale ;

Vu les finances communales ;

Considérant le fait que l'implantation de Névremont atteint difficilement le nombre minimum d'enfants permettant une gestion optimale de la structure, et ce depuis de nombreuses années ;

Considérant l'existence de 5 autres implantations d'enseignement communal présentes sur l'entité et l'absolue nécessité de rationaliser les coûts liés à l'organisation d'un enseignement de qualité ;

Considérant le fait que la commune doit agir dans un souci d'équité afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er} : de suivre les directives de la Fédération Wallonie Bruxelles en matière de comptage ;

Article 2 : de ne pas maintenir ouverte l'école maternelle de Névremont, dans le cas où le nombre de 16 enfants n'est pas atteint au 09 septembre 2016 ;

Article 3 : de maintenir ouverte l'école maternelle de Névremont pour l'année scolaire 2015-2016, dans les conditions imposées par la Fédération Wallonie Bruxelles, dans le cas où le nombre d'enfants au 30 septembre 2016 se situe entre 16 et 20. Dans ce cas, la Ville ne supportera aucun coût supplémentaire aux subventions accordées par la Fédération.

Article 4 : transmet la présente décision aux directions des écoles communales Fosses I et Fosses II, pour information.

27. Modification du R.O.I. du Conseil communal – introduction des notes de synthèses accompagnant l'ordre du jour

Le Conseil, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale, et plus précisément son article L1122-13 §1^{er} alinéa2 qui stipule « *les points à l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative* » ;

Considérant que la publication d'une note de synthèse permettra aux citoyens de mieux comprendre l'intérêt et l'enjeu des décisions pouvant être prises par le Conseil communal ;

Considérant que la note de synthèse, ou "livre blanc", est un moyen de rapprocher le Conseil communal des citoyens qui y sont représentés ;

Considérant que, par souci d'écologie, le livre blanc annexé à l'ordre du jour sera, de préférence, transmis par voie électronique,

Sur proposition du Groupe "Union Démocratique" ;

Après en avoir délibéré ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention;

DECIDE :

Article 1^{er} : de modifier le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal comme suit :

- Au titre I – Chapitre 2 – Section 5, il est ajouté un article 18bis :

" Conformément à l'article L1122-13 du CDLD, la convocation du Conseil communal est accompagnée d'une note de synthèse explicative des points inscrits à l'ordre du jour. Cette note s'applique à l'ensemble des points déposés et inscrits à l'ordre du jour de la séance publique transmis aux Conseillers. Elle ne reprend donc pas les points prévus par l'article 12 du présent règlement (points supplémentaires) ; ceux décrits à l'article 34 (points non inscrits à l'ordre du jour), les interpellations réglées par les articles 67 à 72 (droit d'interpellation des habitants) ou les questions telles que définies aux articles 75 à 77 (questions écrites ou orales d'actualité). »

- Au titre I – Chapitre 2 – Section 5, l'article 19, alinéa 5 est modifié comme suit :

"Les conseillers qui en exprimeront la demande par écrit pourront, en outre, recevoir la convocation ainsi que la note de synthèse explicative, telle que mentionnée à l'article 18bis du présent règlement, par voie électronique, ladite transmission n'étant toutefois pas soumise au respect des délais prévus à l'article 18."

- Au titre I – Chapitre 2 – Section 6, l'article 20, alinéa 3 est modifié comme suit :

"La convocation, comprenant la note de synthèse, ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour seront transmises par voie électronique à l'adresse personnelle (mail) du mandataire qui en aura fait la demande au Directeur général. (...)."

- Au titre I – Chapitre 2 – Section 7, l'article 23, alinéa 3 est modifié comme suit :

"A la demande des personnes intéressées, la transmission de l'ordre du jour et de la note de synthèse explicative peut s'effectuer gratuitement par voie électronique".

Article 2 : La présente décision est transmise aux autorités de tutelle.

28. Règlement complémentaire de police – emprunt de la rue du Chapitre à Fosses-la-Ville (portion en sens unique) par certains véhicules de plus de trois tonnes

Le Conseil communal en séance publique,

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu la loi relative à la police de circulation routière;
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;
Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;
Considérant que les véhicules de plus de 3 tonnes, notamment les camions du BEP Environnement lors de la collecte des déchets ménagers, PMC et papiers-cartons, ont des difficultés d'emprunter la rue du Chapitre à Fosses-la-Ville, à partir de la place du Marché, la voirie étant étroite ;
Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré;
Par 17 voix pour / voix contre et / abstention(s);

ARRETE

Article 1^{er} Les jours de collecte des déchets ménagers, PMC et papiers-cartons, les véhicules du BEP Environnement de + de 3 tonnes, pourront emprunter la rue du Chapitre à 5070 Fosses-la-Ville, à partir de la rue des Remparts, dans sa partie en sens unique.

Art. 2 Les véhicules de plus de 3 tonnes, autres que ceux visés à l'article 1^{er}, pourront emprunter la portion en sens unique de la rue du Chapitre à 5070 Fosses-la-Ville, dans le cas de livraisons ponctuelles et avec autorisation expresse du Bourgmestre de la Ville.

Art. 3 Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre wallon des Travaux publics.

29. Règlement de police relatif à la numérotation et sous-numérotation des bâtiments sur le territoire de la Ville de Fosses-la-Ville et aux enquêtes de domiciliation

Le Conseil, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et plus spécifiquement son art. L1122-30;
Vu la Loi du 09 novembre 2015 portant dispositions diverses Intérieur, modifiant certaines dispositions de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, et modifiant la loi du 08 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;
Vu les instructions générales du SPF Intérieur du 22 décembre 2015 concernant les adaptations de la réglementation sur la tenue des registres de la population ;
Vu la proposition de règlement de police relatif à la numérotation et sous-numérotation des bâtiments sur le territoire de la Ville de Fosses-la-Ville, ci-annexé ;
Considérant la possibilité de projets de lotissements sur le territoire de la Ville, créant de nouvelles voiries ;
Considérant que la numérotation des bâtiments sis le long de ces nouvelles voiries doit suivre des règles strictes permettant une uniformité sur tout le territoire de la Ville ;
Considérant les nombreuses constructions d'immeubles sur le territoire de la Ville susceptibles d'accueillir des logements individuels et/ou collectifs;
Considérant qu'il est de plus en plus fréquemment observé que les immeubles érigés au départ comme immeubles d'habitation à vocation unifamiliale font l'objet d'aménagements particuliers par leur propriétaire en vue de les rendre aptes à abriter plusieurs ménages dans des logements individuels et/ou collectifs;
Considérant, en effet, que la seule numérotation de l'immeuble est insuffisante lorsqu'il s'agit d'un immeuble abritant de nombreuses entités et qu'il conviendrait de procéder à la sous-numérotation officielle de celles-ci;
Considérant que cette numérotation intérieure est de nature à améliorer le fonctionnement des divers Services Publics, notamment la Zone de Secours, la Zone de Police, la Poste et les Services Communaux;
Considérant que les registres de la population constituent un des éléments de base d'une politique efficace en matière de tranquillité et de sécurité publiques ;
Considérant qu'il importe de mettre en place une procédure permettant de constater la résidence effective des personnes ou des ménages sur le territoire de la commune dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers ;
Considérant que la police locale joue un rôle primordial en la matière du fait de sa connaissance des lieux et des habitants ;

Considérant qu'il est opportun de fixer la forme et le contenu des rapports en matière d'enquête de résidence pour garantir une plus grande uniformité du mode de contrôle de la résidence par la police de quartier ;
Considérant que les éléments essentiels à vérifier lors d'une enquête de résidence sont :

- les données d'identification ;
- le type d'habitation ;
- la composition du ménage ;
- les éléments de fait prouvant ou réfutant la réalité de la résidence ;
- les éléments de fait concernant l'inscription ou non d'un mineur non émancipé ;
- Les éléments de fait impliquant l'obligation d'inscrire provisoirement ;

Considérant que le rapport d'enquête doit également reprendre de façon précise les contrôles effectués et qu'il doit être suffisamment motivé dans ses conclusions ;

Considérant qu'il convient de tout mettre en œuvre afin d'améliorer la prévention et la lutte contre les adresses fictives, étroitement liées à la fraude sociale et fiscale ;

Attendu qu'il est impératif de pouvoir situer aisément chaque personne inscrite dans une habitation;

Sur proposition du Collège Communal ;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE

Article 1- D'abroger tout règlement antérieur pris par le Conseil Communal en ces matières ;

Article 2- D'adopter la proposition de règlement ci-annexée ;

**REGLEMENT DE POLICE
RELATIF A LA NUMEROTATION ET SOUS-NUMEROTATION DES BATIMENTS
SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FOSSES-LA-VILLE ET AUX ENQUETES DE DOMICILIATION**

CHAPITRE I: COMPETENCE - IDENTIFICATION

Article 1^{er} :

L'identification des rues et voies publiques, la définition d'un numéro de police ainsi que la numérotation et sous-numérotation des immeubles sont du ressort de la seule autorité communale.

Article 2 :

§1° Chaque rue ou voie publique doit être identifiée de manière distincte et lisible, en principe à chaque intersection avec une autre voie publique.

Outre l'identification de la voie publique, la plaque peut mentionner le nom de la Commune.

Le sponsoring relatif aux plaques d'identification ne peut avoir pour effet d'altérer l'identification de la rue ou de la voie publique.

§2° Chaque rue forme une double série de numéros divisés en nombres pairs placés à droite et en nombres impairs placés à gauche.

§3° Le côté droit d'une rue est déterminé par la droite du passant s'éloignant de l'église de la section dans laquelle se situe la rue, point réputé central.

§4° Le premier numéro de chaque série, soit paire, soit impaire, commence à l'entrée de la rue prise au point le plus rapproché de l'église de la section.

§5° Les immeubles des rues n'étant bordés que d'une rangée de bâtiments sont numérotés en une seule série non interrompue de numéros impairs et pairs.

Il est procédé de la même manière pour les bâtiments bordant les places publiques, impasses et enclos, en partant d'un point pour y revenir après avoir effectué un tour complet.

CHAPITRE II: NUMEROTATION

Article 3 :

§ 1 - Chaque immeuble ayant une issue directe et particulière sur la voie publique, sur une impasse ou dans un enclos est affecté d'un numéro distinct.

Au cas où l'immeuble comporterait plusieurs issues, seule l'issue principale doit être numérotée.

Pour les immeubles comportant une ou plusieurs issues donnant accès au siège d'une exploitation commerciale ou industrielle, il y a lieu de sous-numéroter.

§ 2 - Les bâtiments accessoires, annexes contiguës ou non au bâtiment tels que, notamment, garages, hangars, remises, granges, ateliers, sont considérés comme de simples dépendances du bâtiment principal et ne doivent pas être numérotés, ils peuvent éventuellement être sous-numérotés.

Article 4:

Dans les artères et voies de communication où il existe des terrains non bâtis, des numéros sont réservés pour les constructions futures.

Lorsque les numéros réservés ne suffisent pas au regard du nombre de bâtiments érigés, l'autorité communale peut répéter un même numéro suivi d'un indice littéral tel que A, B, C,...

Article 5 :

§ 1 - La numérotation est effectuée avec l'aide de plaques dont le modèle est laissé à la libre appréciation du propriétaire du bâtiment considéré.

§ 2 - Ces plaques sont apposées par le propriétaire, le locataire ou le syndic de l'immeuble concerné à la façade du bâtiment, à proximité ou sur les portes ou les issues à numéroter, en application des dispositions qui précèdent. Si l'immeuble est en retrait de l'alignement, l'autorité communale peut imposer la mention du numéro à front de voirie selon des modalités qu'elle définira.

§ 3 - Les plaques doivent être apposées de manière telle qu'elles soient visibles aisément de la voie publique dans le but d'identifier sans peine chaque immeuble.

Article 6 :

Aucun nouveau numéro de maison ou bâtiment ne peut être placé provisoirement à l'initiative du propriétaire ou de l'occupant sans une autorisation expresse.

CHAPITRE III: SOUS-NUMEROTATION**Article 7:**

Dans les cas où un bâtiment serait subdivisé en plusieurs entités, chaque entité aura un numéro distinct qui l'identifiera lisiblement.

Article 8:

La sous-numérotation sera déterminée le cas échéant sur base de plans ou croquis aussi précis que possibles fournis par le propriétaire, l'occupant ou le syndic de l'immeuble concerné.

Article 9 :

§ 1 - L'attribution de cette sous-numérotation aux différentes entités doit respecter la contrainte suivante:

Le premier chiffre est le numéro initial du bâtiment, il est suivi du signe « / » et d'un indice numéral, tel que 1, 2, 3...

§ 2 - La sous-numérotation doit être faite au départ du rez-de-chaussée, en fonction de l'accès au niveau concerné, et dans le sens des aiguilles d'une montre en commençant toujours par la gauche de l'accès au niveau. Lorsque l'on peut accéder à un niveau par un ascenseur et par un escalier, il convient de définir la sous-numérotation au départ de l'ascenseur.

Au cas où il y aurait plusieurs ascenseurs pour accéder à un même niveau, il convient de définir la sous-numérotation en commençant par l'ascenseur le plus à gauche en regardant la façade.

§ 3 - Au cas où l'immeuble contiendrait plusieurs ascenseurs et/ou escaliers, la sous-numérotation commence par l'accès au niveau situé sur la gauche en regardant la façade.

§ 4 - Pour les entités situées à un entresol, la sous-numérotation viendra en suite de celle de l'étage immédiatement inférieur.

§ 5 - En cas de travaux ultérieurs modifiant le nombre d'entités d'un immeuble, une nouvelle sous-numérotation complète de l'immeuble est obligatoire.

CHAPITRE IV : ENQUETES DE DOMICILIATION – MODALITES**Article 10 :**

Il sera procédé sur place à une enquête sur la résidence des personnes et des ménages dans les cas suivants :

1. En cas de déclaration de résidence :

- a) lorsqu'une personne ou un ménage a déclaré vouloir établir sa résidence principale ou avoir déjà établi sa résidence sur le territoire communal (entrée) ;
- b) lorsqu'une personne ou un ménage a déclaré vouloir transférer sa résidence principale ou l'avoir déjà transférée à un autre endroit, sur le territoire communal, que celui où il était initialement inscrit (mutation) ;
- c) lorsqu'une autre commune déclare qu'une personne ou un ménage a établi sa résidence sur le territoire communal (réception d'un modèle 6 transmis par une autre commune) ;

2. En cas d'absence de déclaration :

- a) dès que l'administration communale ou la police a eu connaissance du fait qu'une personne ou un ménage a établi sa résidence principale sur le territoire communal, sans en avoir effectué la déclaration dans le délai de 8 jours de l'installation effective ;
- b) dès que l'administration communale ou la police a eu connaissance du fait qu'une personne ou un ménage a quitté sa résidence située sur le territoire communal, sans avoir effectué la déclaration à l'administration communale du lieu où elle vient se fixer, dans le délai de 8 jours de l'installation effective ;

3. En cas de demande d'inscription en adresse de référence chez un particulier laquelle succède nécessairement à la procédure de radiation d'office telle que visée à l'article 9
4. Lors de procédures spécifiques établies par l'Office des Etrangers ou dans le cadre des Instructions Générales du Registre Population
5. Dans le cadre de situations litigieuses pour lesquelles il convient de procéder à des vérifications.

Entre autres, lorsque les bureaux de chômage de l'Office national de l'Emploi (ONEM) demandent une enquête sur la résidence principale réelle d'un chômeur et sur sa composition de famille lorsqu'ils soupçonnent l'intéressé d'avoir communiqué des informations erronées en ce qui concerne sa résidence principale et/ou sa situation familiale.

Article 11 :

L'enquête visée à l'article 10 du présent règlement est effectuée par les services de la Police locale.

Le service Population communique à la police locale, en principe dans un délai de 2 jours, la déclaration de résidence visée à l'article 10, 1°

L'enquête doit être réalisée rapidement (en principe, dans les 8 jours ouvrables de la déclaration).

Article 12 :

En cas de déclaration de résidence, telle que visée à l'article 10, 1° du présent règlement, ou dans les cas visés aux articles 10, 4° et 5° du présent règlement, le fonctionnaire de police chargé de l'enquête se rend sur place et vérifie l'identité de la personne concernée, de la personne de référence du ménage et des autres membres du ménage.

Il établit un rapport d'enquête, selon le modèle repris en annexe 1, qui comprend les données suivantes :

1. les nom, fonction et grade de l'agent qui a effectué l'enquête ;
2. les dates et les heures auxquelles les investigations ont eu lieu ;
3. les faits qui permettent de conclure que la (les) personne(s) concernée(s) a (ont) réellement établi sa (leur) résidence au lieu indiqué dans la déclaration ; ou les faits qui permettent de conclure que la (les) personne(s) concernée(s) n'a (ont) réellement pas établi sa (leur) résidence au lieu indiqué dans la déclaration ;
4. le type d'habitation : (maison, appartement,) ;
5. la situation du ménage (précision de la personne de référence, le nombre de ménage à l'adresse) ;
6. la numérotation correcte du logement, conformément aux dispositions du présent règlement ;
7. les conclusions de l'enquête ;
8. la date à laquelle le rapport est établi et la signature de l'agent.

Article 13 :

En cas d'absence de déclaration de résidence, telle que visée à l'article 10, 2°, a du présent règlement, le fonctionnaire de police chargé de l'enquête se rend sur place et vérifie l'identité de la personne concernée, de la personne de référence du ménage et des autres membres du ménage.

Il établit un rapport d'enquête qui comprend les données suivantes :

1. les nom, fonction et grade de l'agent qui a effectué l'enquête ;
2. les dates et les heures auxquelles les investigations ont eu lieu ;
3. les faits qui permettent de conclure que la (les) personne(s) concernée(s) a (ont) réellement établi sa (leur) résidence(s) au lieu indiqué dans la déclaration ; ou les faits qui permettent de conclure que la (les) personne(s) concernée(s) n'a (ont) réellement pas établi sa (leurs) résidence(s) au lieu indiqué dans la déclaration ;
4. le type d'habitation : (maison, appartement,...) ;
5. la situation du ménage (précision de la personne de référence, le nombre de ménage à l'adresse) ;
6. la numérotation correcte du logement, conformément au règlement communal en la matière ;
7. les conclusions de l'enquête ;
8. la date à laquelle le rapport est établi et la signature de l'agent.

Article 14 :

En cas d'absence de déclaration de résidence, telle que visée à l'article 10, 2°, b du présent règlement, l'inspecteur de police se rend sur place et, le cas échéant, vérifie l'identité des personnes habitant sur place.

Il établit un rapport d'enquête qui comprend les données suivantes :

1. les nom, fonction et grade de l'agent qui a effectué l'enquête ;
2. les dates et les heures auxquelles les investigations ont eu lieu ;
3. les faits qui permettent de conclure que la (les) personne(s) concernée(s) n'a (ont) plus de résidence(s) au lieu indiqué et que:
 - soit, leur sort est ignoré ;
 - soit, l'agent a connaissance du lieu vers lequel les intéressés ont fixé leur nouvelle résidence principale. Il en informe le service Population pour qu'un modèle 6 soit transmis à la nouvelle commune de résidence ;
4. la situation du ménage en place ;
5. les conclusions de l'enquête ;

6. la date à laquelle le rapport est établi et la signature de l'agent.

Article 15 :

En cas de demande d'inscription en adresse de référence chez un particulier, telle que visée à l'article 10, 3° du présent règlement, le fonctionnaire de police chargé de l'enquête se rend sur place et vérifie l'identité de la personne ayant accepté une inscription en adresse de référence à son domicile. Il vérifie également l'absence de la personne ayant sollicité son inscription en adresse de référence.

S'il s'avère que l'intéressé a déjà établi sa résidence principale effective ailleurs, il ne pourra pas être inscrit à l'adresse de référence demandée.

L'adresse de référence n'est pas non plus destinée aux personnes qui ont en réalité établi leur résidence principale à l'adresse de référence demandée.

Le rapport d'enquête établi sera conforme à l'annexe 1 du présent règlement.

Article 16 :

Les enquêtes doivent être approfondies. Le citoyen qui a changé de résidence doit être rencontré en personne. L'agent devra accéder au logement. Plusieurs visites de la police locale seront parfois nécessaires. L'enquête visant à déterminer la réalité de la résidence principale ne peut donc pas être réalisée par téléphone ou clôturée sur base d'une simple déclaration du citoyen concerné. L'enquête aura une valeur probatoire.

Si de l'interrogatoire des personnes, des personnes de références ou des autres membres du ménage ainsi que d'autres faits relatifs à la résidence, il n'est pas possible de déduire avec certitude que la personne ou le ménage concerné a réellement fixé sa résidence principale aux lieu et place indiqués dans sa déclaration ou là où il a été trouvé, l'agent chargé de l'enquête doit s'informer sur place auprès du propriétaire de l'immeuble, du locataire principal, des autres occupants éventuels, des voisins, des magasins, etc., sur la réalité de la résidence de la personne ou du ménage concerné.

La détermination de la résidence principale doit se fonder sur une situation de fait, c'est-à-dire la constatation d'un séjour effectif dans une commune durant la plus grande partie de l'année.

Cette constatation s'effectue sur la base de différents éléments, notamment le lieu que rejoint l'intéressé après ses occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, le lieu de travail, les consommations en électricité, eau et gaz.

Si l'enquête relative à la réalité de la résidence ne révèle pas d'éléments suffisants pour conclure, il y a lieu d'effectuer une enquête complémentaire et, le cas échéant, de mettre en demeure la personne concernée en vue d'apporter des éléments de preuve en la matière.

L'enquête est menée sur base d'une check list conforme à l'annexe 2 du présent règlement. L'agent peut néanmoins faire tout autre type de constat qu'il jugerait utile.

Article 17 :

Avant toute inscription dans une nouvelle habitation, une visite des pompiers est requise. Le rapport établi par le service prévention devra être transmis au service population et au service urbanisme, pour information.

Article 18 :

Lorsqu'il s'avère de l'enquête que la personne ou le ménage concerné a réellement établi sa résidence principale aux lieu et place où il a été trouvé mais qu'il a omis jusqu'alors d'en faire la déclaration prescrite, la personne ou la personne de référence du ménage est convoquée par le service Population en vue d'effectuer ladite déclaration et est informée qu'une procédure d'inscription d'office est en cours.

Dans un second temps, si aucune suite n'est donnée à cette première étape, le service Population notifie la conclusion du rapport d'enquête à la personne concernée ou à la personne de référence du ménage, et précise qu'elle sera inscrite d'office à l'endroit où, suivant le rapport d'enquête, elle réside réellement.

La notification lui signale qu'elle peut faire valoir ses observations par écrit, dans les 15 jours de la notification.

La réclamation doit être motivée. Elle contient, le cas échéant, des pièces à conviction (facture de gaz, électricité, eau, téléphone, abonnement, etc.) attestant de la résidence réelle.

Le service Population apprécie les éléments apportés et décide le cas échéant de procéder à une nouvelle enquête.

Article 19 :

§1- Le service Population présente au Collège communal une proposition de radiation d'office ou d'inscription d'office.

Le dossier soumis comprendra :

- le rapport d'enquête, visé aux articles 13 et 14 du présent règlement ;
- éventuellement un rapport du service Contentieux en matière de cartes d'identité, de gestion des déchets, de retour de courrier transmis par l'administration, etc. ;
- le cas échéant, le rapport écrit visé à l'article 16.

§2- Le Collège se prononce sur la radiation d'office ou l'inscription d'office.

La décision est notifiée à la personne ou à la personne de référence du ménage.

§3- En cas d'inscription d'office, la personne intéressée est invitée en même temps à se mettre en règle pour sa carte d'identité et autres documents mentionnant la résidence réelle.

La notification prévoit que par application de l'article 8 § 1 de la loi du 19 juillet 1991, une reconsidération du Ministre de l'Intérieur est possible.

CHAPITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20:

Le Service de la Population est chargé de la mise en œuvre de la numérotation et de la sous-numérotation, elle le fait sur base d'éléments qui lui sont fournis par le Service de l'Urbanisme, la Police, le propriétaire, l'occupant, le constructeur ou le syndic de l'immeuble.

Article 21:

Les dispositions du présent règlement de police relatives à la numérotation des maisons et bâtiments du Chapitre II situés sur le territoire de la Ville de Fosses-la-Ville ne concernent pas la numérotation existante et ne valent qu'à l'entrée en vigueur visée à l'article 23.

CHAPITRE VI: SANCTIONS

Article 22:

§1- Les infractions aux dispositions du présent règlement de police relatives à la numérotation des maisons et bâtiments sont passibles d'une amende administrative d'un montant maximum de 200 euros. Elles peuvent être portées à un montant maximum de 250 euros en cas de récidive.

§2- Les contrevenants aux dispositions du présent règlement de police administrative relatives à l'inscription sur les registres de la population et sur les registres des étrangers sont punis d'une amende, conformément à l'article 7 de la loi du 19 juillet 1991 et à l'article 23 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers.

CHAPITRE VII: ENTREE EN VIGUEUR

Article 23:

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1^{er} jour ouvrable qui suit la publication par voie d'affichage.

Enquête de domiciliation – check list

1. Salubrité

Superficie :

- Minimum 15 m² pour 1 personne, 28m² pour 2 personnes, 33m² pour 3 personnes, + 5m² supplémentaire par personne
- La hauteur sous plafonds des pièces est supérieure ou égale à 2 mètres.

Si logement collectif :

- on additionne les superficies habitables des pièces d'habitation à usage individuel et des pièces d'habitation à usage collectif dont le demandeur peut disposer.

Equipement sanitaire :

- un point d'eau potable accessible en permanence, avec réceptacle (évier ou lavabo avec siphon)
- un WC, avec chasse d'eau et cloisonné jusqu'au plafond

Si logement collectif :

- un point d'eau potable par ménage, situé dans une pièce à usage individuel;
- un point d'eau potable dans chaque local à usage collectif où s'exercent les fonctions de cuisine, de salle de bain ou de salle d'eau;
- un WC pour 7 occupants, réservé à l'usage exclusif des occupants du logement;
- une douche ou une baignoire avec eau chaude, réservée à l'usage exclusif des occupants du logement.

Chauffage :

- Au moins un point de chauffage fixe. Cette installation de chauffage ne doit pas présenter un caractère manifestement dangereux.

Etanchéité, ventilation et éclairage naturel

- Présence d'une ouverture vers l'extérieur dans chaque pièce d'habitation ou local sanitaire, en ordre de fonctionnement.

2 .Sécurité

- installations d'électricité et de gaz conformes et munies d'un dispositif permettant de couper en une seule manœuvre l'ensemble de l'installation. (Ce dispositif doit être accessible en permanence à l'occupant du logement.)
- installations d'électricité et de gaz ne présentent pas de dangers (exemple, câbles dénudés...).
- dispositif d'évacuation en bon état de fonctionnement et donnant accès à l'air libre, pour les installations produisant des gaz brûlés.
- Pas de présence visible de fissures sur les murs, les plafonds ou les façades

Pas de présence visible de moisissures et/ou de champignons

3. Urbanisme

Si une case est cochée, le service urbanisme de l'administration communale vérifiera la situation du bien au regard de la réglementation en vigueur, du cadastre et des permis d'urbanisme éventuels obtenus par le(s) demandeur(s)

- Le logement ne répond pas aux critères classiques d'un bâtiment destinés à l'habitation (ex : un commerce, d'une caravane, d'un abri de jardin, d'une remise,...)
- Le logement présente manifestement une modification ne répondant pas aux critères habituels d'un permis d'urbanisme (ex : annexe en matériaux non durables tels que des tôles)

4. Aménagement du territoire

Si une case est cochée, le service urbanisme de l'administration communale vérifiera l'implantation du bien au regard du plan de secteur.

- Le logement ne se situe pas dans un centre de village ou dans une rue déjà construite
- Le logement se situe manifestement dans un espace non dédié à l'habitat (ex : forêt, carrière, camping,...)

30. Règlement-redevance relatif aux stationnements en zones bleues, applicable pour les exercices 2016 et suivants

Mme CASTEELS indique que le tarif de la redevance est plus élevé qu'à Bruxelles.

Le Président précise que l'objectif est d'instaurer un turn over et non de faire payer les usagers. Seuls ceux qui n'auront pas apposé leur disque seront sanctionnés de la redevance. Ceux qui auront apposé leur disque mais auront dépassé le temps autorisé, se verront appliquer une amende administrative, telle que prévue au Règlement général de Police.

Le Conseil, en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement ses articles L1122-30 et L1133-1 ;

Vu le décret de la Région wallonne du 19 décembre 2007 - Décret relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun, et plus particulièrement ses articles 2bis à quater ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière pris en séance du 03 novembre 2014 interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier du disque de stationnement et pour la durée que cet usage autorise ;

Vu la demande d'avis de légalité faite au Directeur financier le 27 juin 2016 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis le 28 juin 2016 par le Directeur financier en vertu de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer une rotation dans le stationnement des véhicules afin de permettre une juste répartition du temps de stationnement pour les usagers ;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier°;

Sur proposition du Collège communal ;
Après en avoir délibéré ;
Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver le règlement-redevance relatif au stationnement en zone bleue, applicable pour les exercices 2016 et suivants, comme suit :

Article 1er

Il est établi, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement et pour les exercices suivants, une redevance communale due en cas de stationnement d'un véhicule à moteur dans une zone où, en vertu d'un règlement de police adopté par le Conseil communal, est imposé l'usage régulier du disque de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27, 1° de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant Règlement général sur la police de la circulation routière.

TITRE I – DE LA ZONE BLEUE

Article 2

Dans les zones bleues, une redevance forfaitaire de 26,00 € par journée entamée est due lorsque le conducteur d'un véhicule automobile non dispensé de l'obligation d'utiliser le disque de stationnement par une disposition réglementaire :

- néglige d'apposer pareil disque (faisant apparaître l'indication de l'heure ou de la demi-heure qui suit l'arrivée de manière telle que cette indication soit lisible par un observateur se trouvant devant le véhicule) sur la face interne du pare-brise ou à défaut sur la partie avant du véhicule pendant les jours et heures où l'usage du disque est obligatoire ;*
- ou laisse son véhicule à un emplacement après l'expiration de la durée de stationnement autorisée par la signalisation routière.*

La redevance est payable dans les 7 jours calendrier, y compris celui du stationnement, par versement à la poste ou virement par l'intermédiaire d'un organisme bancaire. Un agent habilité au contrôle place sur le véhicule une sommation à payer.

Article 3

La redevance est due par le titulaire du n° de la plaque d'immatriculation du véhicule en stationnement.

Article 4

A défaut de paiement dans les 7 jours calendrier visés à l'article 2 ci-avant, les sommes litigieuses seront recouvrées aux frais du redevable et moyennant mise en demeure préalable, soit par voie de contrainte conformément aux dispositions de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit par voie judiciaire menée selon les règles du droit commun, par la Ville ou par le gestionnaire des parkings concédés. Les surcoûts administratifs liés à l'envoi de mises en demeure s'ajouteront aux tarifs initialement dus par l'usager.

Article 5

Sont dispensés de l'obligation d'utiliser le disque de stationnement :

A/ Les handicapés porteurs de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées.

Ils sont autorisés à faire stationner leur véhicule gratuitement et sans limite de durée sur les emplacements sis en zone bleue. Ils sont cependant tenus d'apposer la carte officielle précitée sur la face interne du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule de telle manière que les mentions y indiquées (notamment la durée de validité) soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

B/ Les véhicules prioritaires.

Il faut entendre par véhicule prioritaire :

- tout véhicule immatriculé en Belgique muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes

- tout véhicule immatriculé à l'étranger qui, muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes, effectue une intervention dans le cadre d'une mission de sécurité publique sur le territoire communal. ;

C/ Les véhicules non prioritaires faisant partie des services communaux et du Centre public d'action sociale de Fosses-la-Ville clairement identifiés comme tels par l'apposition en toutes lettres sur la carrosserie du sigle et du logo "Ville de Fosses-la-Ville" ou "C.P.A.S." et qui, au moment du stationnement, sont en service pour une mission d'intervention en vue d'assurer la sécurité des personnes, la conservation des biens, un service public aux personnes ou des travaux d'utilité publique.

D/ Les véhicules autres qu'automobiles au sens de l'article 2.21 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES, TRANSITOIRES ET ABROGATOIRES

Article 6

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent règlement, les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

Article 7

Le présent règlement sera publié comme il est dit aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 8

Le présent règlement-redevance sort ses effets le cinquième jour calendrier qui suit sa publication et au plus tôt le 1er septembre 2016.

Annexe 1 : modèle de disque de stationnement

Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Directeur financier pour information et disposition et aux fins d'approbation, aux autorités de tutelle.

MODELES DE DISQUES DE STATIONNEMENT REGLEMENTAIRES



POINT EN URGENCE

31. Plan Communal d'Aménagement dit « Château Winson » en vue de réviser le plan de secteur de Namur – demande de prorogation du délai de liquidation de la subvention

Le Conseil, en séance publique,

Vu l'Arrêté Ministériel du 12 juillet 2012 octroyant une subvention pour l'élaboration du plan communal d'aménagement dit « Château Winson », notamment son article 2 qui prévoit l'entrée en vigueur du PCS pour le 12 juillet 2015 au plus tard ;

Vu l'Arrêté ministériel du 03 décembre 2013 modifiant l'Arrêté ministériel du 27 octobre 2011, autorisant l'élaboration du plan communal d'aménagement dit « Château Winson » à Fosses-la-Ville en vue de réviser le plan de secteur de Namur, et notamment son article 6 qui prévoit l'approbation définitive du PCA pour le 03 décembre 2016 au plus tard ;

Considérant l'absence de report de la subvention susmentionnée, malgré l'octroi d'une modification du contenu du PCA ;

Vu la procédure suivie par l'administration, à savoir :

- Attribution du 29 septembre 2009 par le Collège communal du marché de services d'auteur de projet du PCA à la société Plate-forme d'architecture et urbanisme ;
- Arrêté Ministériel du 27 octobre 2011 autorisant l'élaboration du PCA susvisé ;
- Arrêté Ministériel du 12 juillet 2012 octroyant une subvention pour l'élaboration du PCA ;
- Attribution du 31 août 2012 par le Collège communal du marché de services d'auteur de projet de réaffectation du site Winson en un lieu citoyen et culturel, sur base d'une analyse soumise au Comité de suivi du PCA-R, en date du 29 août 2012 ;

Considérant la nécessité de modifier le contenu du PCA afin de préserver le site, de créer un espace vert public à proximité immédiate du centre-ville, de répondre aux besoins de l'administration communale en terme de restructuration des services et d'accueil du public, et de développer une infrastructure culturelle ;

Vu la procédure qui s'en est suivie, à savoir :

- Résiliation du 08 avril 2013 par le Conseil communal du marché de services d'auteur de projet du PCA attribué à la société Plate-forme d'architecture et urbanisme, suite au refus de l'auteur de projet susvanté de poursuivre sa mission ;
- Approbation du 08 avril 2013 par le Conseil communal d'une convention entre la Ville et le BEP pour la réalisation d'un dossier urbanistique de plan communal d'aménagement révisant le plan de secteur ;
- Tenue des Comités de suivi ;
- Approbation du 13 octobre 2014 par le Conseil communal de l'avant-projet du PCA ;
- Décision du 03 novembre 2014 par le Conseil communal de ne pas réaliser de rapport sur les incidences environnementales ;
- Décision du 14 septembre 2015 par le Conseil communal d'adopter provisoirement le PCA ;
- Tenue de l'enquête publique du 1^{er} novembre au 30 novembre 2015 ;
- Décision du 30 mai 2016 par le Conseil communal d'adopter définitivement le PCA ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le courrier du 1^{er} juillet 2016 émanant du SPW-DGO4 nous informant de la complétude de notre dossier ;

Considérant les informations émanant de la DGO4, nous indiquant la nécessité de solliciter une prorogation du délai d'octroi de la subvention à l'élaboration du PCA, les délais d'autorisation et d'octroi étant différents ;

Considérant le fait que le délai encore à venir pour l'obtention de la décision ministérielle peut être estimé à 60 jours ;

Considérant le fait que le délai encore à venir pour les publications peut être estimé à 60 jours ;

Considérant le fait qu'une absence de subvention pour la réalisation du PCA serait préjudiciable aux finances communales et que tout a été mis en œuvre par les divers intervenants pour mener à bien ce dossier complexe ;

Considérant que tout retard de la présente décision pourrait avoir un impact important sur la gestion d'autres dossiers, notamment celui de la réhabilitation du site Winson ;

Vu les finances communales ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré;

Par 17 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention;

DECIDE,

Article unique : De solliciter la prorogation du délai de liquidation de la subvention à l'élaboration du PCA-R susmentionné pour une période de minimum 120 jours à dater de la présente et transmet la présente décision au SPW- DGO4- Direction de l'Aménagement Local.

POINT D'INFORMATION

M. DREZE, en réponse à une question de Mme CASTEELS lors d'une séance précédente, informe de l'évaluation effectuée quant au système des cartes prépayées en vigueur pour les garderies extrascolaires communales depuis le 1^{er} janvier 2016. Ce système fonctionne bien, puisque le taux d'impayés est passé de 2.000 € environ à 500 € environ.

Il est prévu, pour l'année scolaire prochaine, un passage de la coordinatrice, une fois par mois dans chaque implantation ; afin de permettre une rencontre avec les parents, l'achat des cartes et le rappel aux retardataires.

HUIS CLOS

Le Président clôt la séance à 22h00.

Par le Conseil

**La Directrice générale f.f.,
S. CANARD**

**Le Président,
G. de BILDERLING**

Le Secrétaire (pour le point 20)

E. DREZE